

**Baisse
du dollar :
7,72 F**
LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Schifano

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dr. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 16 sch. : Belgique, 26 fr. : Canada, 1,10 \$: Danemark, 133 kr. : Espagne, 166 pes. : E.-U., 66 c. : Grèce, 50 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Japon, 360 ¥ : Liban, 0,350 L. : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 6,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 f. : Portugal, 80 esc. : Royaume-Uni, 940 F. : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 L. : Yougoslavie, 130 rd.
Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONIPAR 620272 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Jérusalem retire ses troupes de la région libanaise du Chouf

La partition « de facto »

Il n'est guère fréquent que, dans un pays occupé par une armée étrangère, les plus hautes autorités de l'Etat proclament bien haut leur intention de voir se retirer une partie, si réduite soit-elle, des envahisseurs. C'est pourtant, paradoxalement, ce qui se passe au Liban. Le président Amine Gemayel, actuellement à Washington, y a fort mal accueilli, mercredi 20 juillet, la décision israélienne d'évacuer la région du Chouf. « Ce retrait partiel, a-t-il dit, signifie une partition de facto du Liban. Nous sommes uniquement pour le retrait total de toutes les forces étrangères. »

Le gouvernement américain, embarrassé par le nouveau fait accompli devant lequel il est placé, a pour sa part fait savoir que sa politique recherchait toujours un « retrait total de toutes les forces étrangères d'une manière qui préserve la stabilité et évite la violence ». C'est d'ailleurs pour poursuivre cette séduisante chimère que M. Gemayel se trouve à Washington. Il entendait, après l'échec total de deux voyages à Damas, secrétaire d'Etat américain à Damas, mettre au point une « nouvelle approche » pour obtenir des Syriens qu'ils reviennent sur leur refus catégorique de quitter le Liban avant le départ de tous les soldats d'Israël.

A Jérusalem, où l'on s'avait tout, en abandonnant le Chouf, tout en gardant Damas à la portée des canons israéliens, le souci d'échapper à une guérilla meurtrière, les officiels protestent avec vigueur de leurs bonnes intentions. Pourtant, en pratiquant un repli par étapes dont le terme est pratiquement renvoyé aux calendes grecques, ils donnent à Damas le prétexte dont les Syriens ont besoin pour s'éterniser dans le pays voisin. En outre, les deux mille soldats de Jérusalem présents dans la région limitaient l'ampleur des affrontements entre druzes et chrétiens, qui vont sans doute s'intensifier.

Sur les plans diplomatique et intérieur, la décision de Jérusalem complique donc encore la tâche du président Gemayel au moment même où son pays connaît, à nouveau, de graves difficultés. En effet, attentats et bombardements, liés pour la plupart à la situation dans le Chouf, se multiplient à Beyrouth même. Les musulmans libanais, qui avaient soutenu clairement et résolument le « pouvoir chrétien » du chef de l'Etat et même accepté l'accord avec Israël, commencent, devant son peu d'effet, à reprendre dangereusement leurs distances. Enfin, le relogement de centaines de milliers de « squatters » concentrés surtout à Beyrouth-Ouest et dans sa banlieue pose un problème dramatique.

Le contingent français aidera-t-il, si Beyrouth le lui demande, l'armée libanaise à « combler le vide » et à séparer les combattants du Chouf ? Quelle que soit la bonne volonté de Paris, réaffirmée récemment par M. Herry, c'est une décision délicate et qui devrait, théoriquement du moins, résulter d'un accord entre les divers éléments de la force multinationale. Mais le Liban, après la mort de plusieurs soldats français dans sa capitale, sait que seule l'épreuve révèle les vrais amis.

Le redéploiement de l'armée israélienne risque d'obliger la force multinationale à combler le vide ainsi créé

De notre correspondant

Jérusalem. - Moins de vingt-quatre heures après l'annonce de l'annulation de la visite de M. Begin à Washington, l'approbation par le conseil des ministres des grandes lignes du « plan de redéploiement » de l'armée israélienne au Liban se relève évidemment pas de la simple coïncidence. Pour la plupart des commentateurs israéliens, M. Begin - qui prouve à l'occasion qu'il n'est pas aussi indécis qu'il le paraît et qu'il sait encore gouverner - et le ministre de la défense, M. Moshe Arens, principal promoteur de l'idée de ce retrait, ont voulu manifester leur détermination, placer les gouvernements américain et libanais devant un fait accompli en évitant autant que possible des discussions délicates, voire des pressions de la part de Washington où l'on aurait souhaité voir différer ce mouvement de désengagement limité.

Le gouvernement de Jérusalem a réussi une manœuvre tactique et semble être parvenu à forcer la main des dirigeants américains et libanais au prix d'un relatif renoncement à sa promesse d'une « étroite coordination » avec Beyrouth et Washington, s'agissant de toute modification du dispositif de l'armée israélienne au Liban. Mais M. Arens, quelques heures après la réunion conseil des ministres, a déclaré que les différentes phases de l'évacuation ne se feraient pas sans consultations avec les dirigeants américains et libanais, ceci afin de veiller notamment à ce que l'armée libanaise et la force multinationale soient en mesure de remplir le vide laissé par les soldats israéliens. D'autre part, les grandes lignes du plan ont été communiquées à l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, qui doit se rendre à Washington pour les communiquer à l'administration américaine.

La décision de redéploiement n'est pas une surprise. Depuis la nomination de M. Arens au ministère de la défense en février, il en était en effet question. Les premiers débats à ce propos ont eu lieu au conseil des ministres au cours du mois de mars, et peu après la signature de l'accord israélo-libanais en avril, les dirigeants israéliens ont commencé à souligner qu'ils entendaient « agir au plus tôt » pour faire en sorte que l'armée israélienne n'ait plus à assurer l'ordre aux abords de Beyrouth et dans le Chouf là où elle a continué de subir des pertes qui ont eu pour effet d'accroître le malaise grandissant dans l'opinion publique israélienne à l'approche du premier anniversaire de l'occupation. Depuis cette date, le gouvernement s'est montré de plus en plus résolu à ordonner un repli et celui-ci

a en fait commencé au début de ce mois de juillet lorsque plusieurs positions détenues par l'armée israélienne au sud et à l'est de Beyrouth ont été abandonnées (le Monde du 12 juillet).

La réunion du conseil des ministres du 20 juillet a été placée sous le sceau du secret si bien que l'on ne connaît pas les détails du plan proposé par l'état-major et maintenant approuvé en principe. Cette approbation n'est pas tout à fait définitive car M. Begin et les principaux ministres seront amenés dans les jours ou les semaines à venir à préciser certains points. A la télévision, mercredi soir, M. Arens a toutefois donné quelques indications en faisant savoir que la nouvelle ligne de défense partirait à l'ouest - comme cela a été précédemment annoncé - de l'embouchure de la rivière Awali au nord de Saida et se prolongerait perpendiculairement à la côte méditerranéenne en direction du sommet de la montagne qui domine la Bekaa.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

Ralentissement modéré du programme nucléaire

Pour 1983 et 1984, le gouvernement devrait décider la commande de deux réacteurs par an au lieu de trois

Victoire sur toute la ligne pour l'E.D.F. Plus nuancée pour le lobby nucléaire. Le programme électro-nucléaire sera ralenti mais beaucoup moins que ne le laissait prévoir la surcapacité attendue de la France à l'horizon 90. Le comité interministériel réuni le 19 juillet à l'hôtel Matignon a donné la priorité à l'impératif industriel. Le rythme d'engagement des tranches nucléaires devrait être ramené de trois par an à deux en 1983 et 1984, puis à une ou deux tranches en 1985, l'engagement de la seconde, laissée « en option », devant être décidé au vu de l'évolution de la consommation française d'électricité. Corollaire de cette décision, l'E.D.F. sera encouragée à mener une politique commerciale agressive, afin d'améliorer la pénétration de l'électricité dans les différents usages tertiaires, domestiques et surtout industriels, et par là

d'écouler les énormes surplus liés à la poursuite du programme nucléaire. Tel devrait être le sens de la communication prévue au conseil des ministres du 27 juillet, au cours duquel le gouvernement pourrait également réaffirmer la priorité donnée à la politique de maîtrise de l'énergie.

Après la publication du rapport dit « Joseph », du nom du président du groupe « long terme énergie » du Plan, remis aux pouvoirs publics le 15 juillet (le Monde du 8 juillet), on attendait la définition d'une nouvelle politique énergétique à moyen terme. Il n'en sera apparemment rien. Suffisamment éclairé par les remous provoqués par la sortie du rapport, le gouvernement a reculé devant l'obstacle.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 20.)

LA GRÈVE GÉNÉRALE CHEZ TALBOT-POISSY

La direction du groupe Peugeot confirme la suppression de 7 371 emplois

LIRE PAGE 20

L'armée, dernier rempart du général Pinochet

Les batailles menées contre la dictature ont coûté cher à l'opposition, mais elles ont accru les contradictions au sein du gouvernement

Santiago. - Au lendemain de la deuxième journée de protestation nationale, le 14 juin, qui s'était soldée par un indéniable succès pour l'opposition, le chef de la démocratie chrétienne, M. Gabriel Valdés, nous déclarait : « Nous n'en sommes qu'aux premiers rounds. On a tendance à oublier en Europe que le peuple chilien a absorbé durant ces dix années de fortes doses de Valium et qu'il faut pratiquement reconstruire la société. C'est une tâche ardue qui requiert patience et habileté. » M. Valdés avait ajouté : « Nous souffrons des défaites passagères, nous constatons des hauts et des bas, mais une chose est certaine : le processus engagé est irréversible. »

L'ampleur de la première journée de protestation, le 11 mai, n'avait été prévue ni par un gouvernement

Correspondance

convaincu que les manifestations de mécontentement étaient dues « à l'action d'une poignée de dirigeants politiques cherchant à exploiter les difficultés économiques pour satisfaire des ambitions personnelles » ni par une opposition qui avait fini par douter de « la capacité de réaction du peuple chilien ». Puis était venue l'euphorie de la deuxième journée de protestation, le 14 juin. Mais l'échec de la grève générale, le 23 juin, avait fait l'effet d'une douche glacée.

L'opposition n'a certes pas désarmé malgré la répression qui s'est abattue sur elle, et, le 12 juillet, le troisième jour de casseroles, a pour la troisième fois, retenti à travers la capitale. Mais cela ne doit pas faire

illusion. Les coups portés par le général Pinochet ont durement éprouvé l'adversaire.

La Confédération des travailleurs du cuivre (C.T.C.), à la pointe du combat contre la dictature, est aujourd'hui brisée. Son chef, devenu en quelques semaines le porte-drapeau de la lutte pour la démocratie, a été rapidement mis sur la touche. Congédié par son entreprise, et isolé au sein de son syndicat, il domine désormais les partisans du dialogue avec le gouvernement, M. Rodolfo Seguel aura du mal, alors qu'il vient de sortir de prison, à retrouver sa place dans le combat. Le Commandement national des travailleurs est, de son côté, pratiquement désintégré.

JACQUES DESPRÉS.

(Lire la suite page 4.)

L'attentat d'Orly était imprévisible selon le ministère de l'intérieur

La police estime qu'elle ne pouvait intervenir plus tôt

L'auteur de l'attentat d'Orly, un Arménien de nationalité syrienne, Vardjian Garibidjian, vingt-neuf ans, responsable militaire en France, de l'armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA), a été inculpé, mercredi 20 juillet, par M. Serge Samuel, juge d'instruction à Créteil, « d'assassinat et de tentative d'assassinat, de destruction et de détérioration et de déprédation volontaire de biens mobiliers et immobiliers, d'attentat à la paix publique, d'association de malfaiteurs, de détention et de transport d'armes et de munitions, de fabrication et de transport d'engin explosif ». Onze autres personnes, interpellées lundi, dont trois femmes, ont été également inculpées et placées sous mandat de dépôt. Le gouvernement prépare désormais la procédure d'expulsion qui vise une dizaine d'Arméniens interpellés, de nationalités turque et libanaise. Ceux-ci ont été placés, mercredi, sous contrôle judiciaire.

Les enquêteurs estimaient, jeudi en fin de matinée, avoir mis la main sur les principaux responsables de la branche militaire internationale de l'ASALA. « Il est faux de prétendre que la police aurait pu empêcher l'attentat d'Orly », indique-t-on néanmoins au ministère de l'Intérieur, après certaines mises en cause parues dans la presse, car rien ne laissait supposer que les préparatifs de l'attentat étaient en cours. »

Une septième victime de l'attentat d'Orly, M^{me} Jacqueline Kirchner, est décédée dans la soirée de mercredi 20 juillet à l'hôpital Percy de Clamart des suites de ses brûlures. Dix-huit personnes restent hospitalisées à Percy, dont un tiers environ dans un état très sérieux. Un correspondant anonyme se réclamant de l'ASALA a lancé, jeudi 21 juillet, un nouvel avertissement au gouvernement français, menaçant « de faire couler le sang si tous les sympathisants de l'organisation arménienne ne sont pas libérés », dans un appel téléphonique au bureau de l'Agence France-Presse (A.F.P.) de Téhéran.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 6 ainsi que les commentaires de MICHEL KAJMAN et d'ALAIN ROLLAT.)

LA RÉVÉLATION LITTÉRAIRE DE L'ÉTÉ

THOMAS PALMER

LA NUIT DES DUPES

Une tonne de cocaïne, trois hommes, une femme : l'enfer dans le paradis de Miami.

CALMANN-LÉVY

« La gloire est la pire peste... Elle tue à coup sûr »

dit Michel Serres qui, avec d'autres écrivains, répond dans « le Monde des livres » à la question : qu'est-ce que la gloire ?

LIRE PAGES 9 ET 11

« La Pièce de Scirocco » au Festival d'Avignon

L'histoire singulière d'un homme qui fit, sans quitter sa demeure, un pèlerinage à Jérusalem

Vous avez suivi des rues pas plus larges qu'un char à bœufs, qui tangent à droite et à gauche, bordées d'architectures superbes, vous avez fait halte devant une porte sévère, sous l'inscription ancienne « La condition des soies », enseigne énigmatique qui rappelle ces siècles, dix-septième, dix-huitième, où la contrebande du sel, du tabac, de la soie, faisaient les beaux jours de quelques paroisses d'Avignon, vous êtes entré, vous avez traversé une pièce parfaitement ronde, tout en grandes pierres blanches, coiffée d'un dôme

comme une église, mais dans laquelle des bancs de bois peints en rouge vif évoquaient plutôt un petit cirque ou bien ces réductions d'arènes dans quoi ont lieu, aux Antilles, les combats de coqs, vous vous êtes penché un peu pour franchir un corridor à la fraîcheur de catacombes, et vous vous trouvez enfin dans un lieu métissé, composé, tout à fait exemplaire du festival d'Avignon.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

Le physicien neuronal

par CLAUDE DARZENS (*)

La souplesse d'organisation neuronale, mise en lumière par J.-P. Changeux, n'empêche pas que notre appréhension du monde reste en partie fixée par la conception d'ensemble de notre cerveau.

Le physicien, dans son interrogation de l'univers, est-il un homme neuronal, donc tributaire pour sa pensée des lois mêmes qu'il étudie, ou est-il doué d'une conscience immatérielle, puisant ses ressources dans le domaine mystérieux de l'âme ? La réponse ne peut faire de doute pour l'homme de science, qui trouve un cadre de travail dans la première proposition, conférant un sens à la riche moisson des résultats expérimentaux récents décrits par J.-P. Changeux (1). Mais cette question métaphysique, au cœur de l'activité de connaissance de l'homme, trouve sans doute pour cette raison un écho surprenant dans une situation conflictuelle qui s'est installée chez les scientifiques depuis plus d'un demi-siècle.

Alors que durant cette période la démarche des biologistes a été, par un réductionnisme de plus en plus poussé, d'analyser la substance vivante puis le cerveau et l'activité mentale en terme de matière soumise à des lois physiques, simultanément les physiciens ont appris à décrire en dernier ressort la matière de notre univers par

une théorie dualiste et indéterministe, la mécanique quantique, qui, dans sa version généralement admise, exclut l'observateur de son propre champ d'investigation.

Dans l'interprétation orthodoxe dite de Copenhague, la mécanique quantique se détermine en effet l'univers en deux : d'une part, l'observateur et ses instruments de mesure ; d'autre part, les objets observés. A un niveau non précisé de l'observation, mais qui se traduit finalement par la prise de conscience par l'observateur du résultat de la mesure, se passe un phénomène en dehors de la théorie, un choix aléatoire du résultat de l'observation parmi tous les résultats possibles (ce que les physiciens appellent « la réduction de la fonction d'onde »). Par exemple, notre réticine et le cerveau qui l'analyse peuvent être considérés comme un couple instrument de mesure-observateur, collaborant par ce procédé indéterministe l'onde lumineuse incidente en photons sur les cellules visuelles.

Mais si l'on réduit, avec Changeux, l'acte d'observation à des processus physico-chimiques se déroulant dans le cerveau, les observateurs étant soumis à la même physique n'ont plus un statut spécial les distinguant des objets ob-

servés. La contradiction devient flagrante : où se déroule donc ce choix aléatoire précédent, cette fameuse réduction de la fonction d'onde non prise en compte par les équations de la physique ?

La théorie du multi-univers

Il existe cependant une version non orthodoxe de la mécanique quantique qui semble, elle, complète, donc plus satisfaisante pour les biologistes : c'est la théorie du multi-univers, proposée par H. Everett et J.-A. Wheeler, décrivant à la fois l'objet observé et l'observateur, mais en prix d'une multiplication d'univers parallèles, chacun correspondant à un résultat possible des mesures effectuées (L.N. Cooper a montré que l'analyse de la prise de conscience cérébrale pouvait, en fait, justifier cette version). Séduisante par certains aspects, cette interprétation a contre elle, outre son aspect science-fiction, le fait qu'elle introduit une infinité d'univers inobservables, en contradiction avec la démarche usuelle de la science d'éliminer l'inobservable de la description de l'univers. Autant dire qu'elle n'est pas particulièrement populaire parmi les physiciens.

Les deux versions précédentes de la mécanique quantique sont équivalentes quant aux prédictions expérimentales, donc indiscernables et affaire de choix personnel. Elles s'opposent par là à d'autres tentatives de retour à un déterminisme classique, d'ailleurs pratiquement exclues par des tests récents. Soulignons que ce dilemme rencontré en physique ne semble pas dû à une imperfection passagère de la mécanique quantique, mais semble au contraire inhérent au processus même de la connaissance par le physicien du monde matériel, comme en témoigne la nature des débats qui ont

accompagné la naissance de la théorie.

Le scientifique fait de matière, pensant à cette même matière, est une idée curieuse, jugée même paradoxale par certains. Cette réflexivité de la matière rappelle le fameux théorème de K. Gödel, montrant (curieusement vers la même époque que les premières controverses sur la mécanique quantique) qu'un formalisme mathématique suffisamment complexe peut énoncer des propositions (réfléchir ?) sur lui-même, mais que par là même il rencontre inéluctablement des limitations à ses déductions : certaines propositions sont vraies mais non démontrables à l'intérieur du formalisme. Traduit en termes humains, de façon peut-être abusive, il ne serait ainsi pas surprenant que l'homme ait justement rencontré ses propres limitations dans la théorie de l'observation, fondement de la connaissance, qu'est la mécanique quantique.

Dit plus prosaïquement, si la souplesse d'organisation neuronale a permis en quelques siècles un profond bouleversement de nos concepts scientifiques, notre appréhension du monde reste en partie inexorablement fixée par la conception d'ensemble de notre cerveau, issue d'une évolution qui s'est déroulée sur quelques centaines de millions d'années et qui nous a imposé, sans doute pour survivre, ce regard extérieur au monde matériel, donc à notre propre cerveau. Espérons ainsi que le biologiste ne sera pas déçu par les errances du physicien, n'y voyant là qu'un exemple de la nature neuronale, donc gödelienne, de l'homme de science, partie intégrante et pourtant miroir de l'univers (2).

(1) Voir l'article de Maurice Aronson sur le livre de J.-P. Changeux, *L'Homme neuronal* (Fayard), dans *Le Monde* du 11 mars.

(2) D. Hofstadter a réuni de brillantes variations sur le théorème de Gödel et la réflexivité de la conscience dans *Gödel, Escher, Bach* et dans *Mind's* (avec C. Dennett), chez Basic Books (en anglais).

(*) Physicien.

TÉMOIGNAGE

Les droits de l'homme dans le métro

MES espoirs sublimes s'étant, dignement exécutés dans mon vote d'il y a deux ans, déjà, sans vergogne j'ai laissé depuis courir mon regard au ras des pâquerettes. Double euphémisme quand on vit en milieu urbain. En conséquence, j'ai regardé l'urbanisme au plus près du macadam.

Ainsi, à mon avis, les cascanes sur les trottoirs ne sont pas de gauche. Les gens qui se plaignent surmoieusement de l'autre côté de l'abri-bus pour gratter les gens qui font le queue dessous sont certainement de droite. Et un derrière de gauche ne saurait s'asseoir sans scrupule dans ces bacs-à-cul individuels qui ont remplacé les bancs démocratiques du métro.

D'ailleurs, le métro, c'est mon dada. Il me fait chaque jour tellement plus horreur que j'accumule contre lui tous les griefs. Le métro, depuis quelques années, est, sans conteste, extrêmement droitier. Il faut l'être pour avoir conçu et imposé ces horribles tourniquets à tambour qui canalisent les voyageurs, notamment à la sortie Corvisart. Allez-y voir, et dites-moi si cette moulinette à persil, cette tronçonneuse à saucisson, ce tranchoir à pain de mie vous semblent inspirés par le respect humain.

A l'Odeon, ce n'est guère mieux : une double porte prétendument coulissante, en fait désynchronisée, asthénique et rechignante vous donne l'angoissante impression qu'elle va coincer tout ce qui dépasse si vous avez le malheur de ne pas vous précipiter au moment où elle s'ouvre parcimonieusement dans un rôle moribond, plaie une sorte de hébètement qui exprime toute la rage d'avoir raté sa proie.

De plus, le métro n'est plus fait pour tout le monde. Il faut bien peser ses 70 kg pour passer sans problème les moustiquées portes battantes, et avoir au moins douze ans pour atteindre le point idéal de poussée straté-

gique des mêmes portes. Et même les vieillards flûts, les femmes frêles, les écoliers chafouins, les ingénieurs en perte de vitesse ! Ils sont coincés dans l'attente de la robuste main charitable qui ouvre la porte à toute volée et vous le renvoie en pleine poire grâce à la force d'inertie - da droite !

A-t-on jamais songé au supplice des porteurs de valises, des mères chargées d'enfants, des ménagères à cabas, des bricoleurs à tringles à rideau et perçusseuses électriques, qui, sous les quolibets et la grogne d'une queue grandissante, déposent valises, tringles à rideau pour introduire la tringle, ramassent bébés, tringles, perçusses, paniers, valises, tout en ratrapant le ticket avec les dents, pour s'apercevoir alors qu'il faut faire passer tringles, paniers, bébés et tout le toutim de l'autre côté du tourniquet-contrôleur, qui n'accepte pas les accessoires. La foule murmure et s'impétie. La tringle à rideau tombe, coince le tourniquet, le bébé hurle, les valises roulent du cabas. Vous croyez que c'est compatible avec les droits-de-l'homme-à-voyager-en-métro, ce calvaire de trois minutes parmi les gens qui courent pour rattraper le temps perdu en marchant sur vos fesses à 14,80 F le kilo ?

En foi de quoi, on ne voit quasiment plus de ménagères, de mères, d'enfants, de bricoleurs ni de globe-trotters dans le métro, sauf pendant le week-end.

Et les femmes enceintes, vous en voyez beaucoup ? Non ! Pourquoi ? Parce que le gros ventre n'est pas compris dans le gabarit du tourniquet-contrôleur et du tourniquet-tambour-moulinette à persil. Et que ça fait peur.

Bref, le métro élimine une partie de la France et métropolitaine. Le métro, traître à sa vocation, n'est plus démocratique. Il a donc viré subrepticement à droite. Il va falloir que ça change. On en a beaucoup supporté, mais trop c'est trop !

ANNIE FRANÇOIS (Paris).

LU

« LES BARCELONNETTES : LES JARDINS DE L'ALAMEDA »

d'ALAIN DUGRAND et ANNE VALLAÏS

Les belles dames de Mexico

La Provence de Giono, libre et active, et le Mexique des révolutions exotiques, voilà ce qu'Alain Dugrand et Anne Vallays ont réuni dans un gros roman, au fil d'une aventure inspirée de la sage des « Barcelonnettes », ces paysans et colporteurs qui se battaient un empire économique en Nouvelle-Espagne. Aujourd'hui, à Mexico, les grands magasins de la vieille ville portent des noms français. Paris-Londres, Le Palais de Fer... et, à Barcelonnette, une petite ville sur l'Ubaye, on n'a pas oublié les fameux « Américains ».

Pierre Arnaud, le héros de Dugrand et Vallays, est donc une sorte d'Angelo doué pour le négoce, qui veut sortir de sa condition de « gervot », marchand de fil, de dé à coudre et de remèdes pour les bestiaux. Il quitte la « gervot du Diable », la vallée où il est né, va voir à Lyon un ami de son père, un négociant, qui le recommande à un commissionnaire de Bordeaux. Avec deux malles de velours de soie et de coton, de mousselines et de batistes, Pierre s'embarque pour Veracruz, où il arrive en janvier 1822, et découvre aussitôt un monde violent, marqué par la mort, celui des zapotèques, oiseaux nourris de charogne, et du terrible vomito negro.

En suivant, de 1822 à 1848, l'ascension sociale de Pierre, qui ouvre une boutique à Mexico, le roman évoque l'une des périodes les plus troubles de l'histoire du Mexique. Dugrand et Vallays, grâce à une documentation de première main, démontrent ainsi le mécanisme de la réussite des Barcelonnettes, surprenante

même si on le replace dans le contexte de mutations et de secousses où Paris et Londres, puis Washington, interviennent. Depuis Augustin Ibaride, l'empereur éphémère, jusqu'à Santa Ana, le général révolutionnaire, avec les masses révoltées et les membres des colonies étrangères, c'est toute une galerie de figures qui s'anime et qui s'ajoute au tourbillon des créations romanesques.

Pierre Arnaud, en effet, va être la proie d'une passion dévorante pour une belle comtesse mexicaine, Anita, qui se laisse séduire au cours d'une promenade à cheval, en plein orage. Mais, son magasin étant détruit par des émeutiers et son associé poignardé, il se perd à la suite d'une machination du mari. Ayant échoué la conquête pacifique des belles dames de Mexico, avec l'aide d'autres Barcelonnettes qui l'ont rejoint, Pierre, poussé par l'appel irrésistible de sa terre natale, finit par rentrer chez lui. Le roman, alors qu'un second tome est annoncé, se termine sur une note mélancolique. Les amours défuntes, le poids des ans, les épreuves, ajoutent un supplément d'âme à une histoire menée magistralement. Après *Louise* et les *Messieurs de Saint-Malo*, les Barcelonnettes confirment la renaissance d'un roman historique qui émeut et divertit, fait rêver en insinuant.

RAPHAËL SORIN.

* Les Barcelonnettes : les jardins de l'Alameda, d'Alain Dugrand et Anne Vallays. J.-Cl. Laffont, 434 p., 80 F.

ABONNEMENTS VACANCES

France 15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
3 semaines	99 F	2 mois	241 F
1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement *Le Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom	Prénom
N°	Rue
Code postal	Ville
Je m'abonne au <i>Monde</i> pendant les vacances pour	
du	au
Versement joint	

LETTRES AU Monde

Une agression de la société

En lisant votre article du 26-27 juin sur « La transmission du nom, ou le privilège des pères », je remarque avec étonnement que vous parlez uniquement de ceux qui donnent (ou de celles qui ne donnent pas) leur nom à leurs enfants, mais que vous passez complètement sous silence le point de vue des plus intéressés : ceux qui reçoivent (ou ne reçoivent pas) ce nom. Votre titre, d'ailleurs, est très significatif : la transmission, c'est l'affaire des parents, des adultes, de ceux qui nomment ; mais nous, qui sommes nommés, où est notre place ?

Le nom que je porte n'est pas seulement un « don » de mon père ou de ma mère ; il est partie intégrante de moi-même, il me désigne (ou devrait le faire) depuis ma naissance. (...)

Je suis né avec un nom qui n'était ni celui de mon père (marié par ailleurs) ni celui que portait ma mère (déjà veuve) ; c'était le mien, voilà tout. Et quand on m'a retiré ce nom - pour me faire payer le droit qui m'a été donné par la loi de porter désormais celui de mon père - j'ai vécu là non un épisode de la guerre des sexes, mais une agression de la société contre moi. J'avais neuf ans. J'en ai dix-huit. Et depuis ce jour je réclame mon droit : qu'on me rende ce nom qui est le mien, qu'on me permette de vivre avec tout mon nom. Et tant pis s'il est double, et même compliqué, ou trop long pour les ordinateurs : je veux vivre sur tout mon territoire. (...)

Et maintenant, comment dois-je signer ?

FLORENT CARPENTIER ?
FLORENT LE RICHE
DE CHEVEIGNE ?
Ou FLORENT CARPENTIER
DE CHEVEIGNE ?
(Bourg-la-Reine).

Un prénom républicain

La cour d'appel de Bourges a interdit à un couple de prénommer son enfant Cérise.

Pourtant, le calendrier républicain, que n'a pas aboli la loi du 11 germinal an XI, ayant supprimé les saints, leur a substitué de végétaux, dont Cérise pour le 19 messidor, qui correspond au 7 juillet du calendrier grégorien. Légèrement,

rien ne devrait donc s'opposer à l'emploi de ce prénom, qui n'a rien de plus ridicule que le Marie-Claudine dont a baptisé sa fille un couturier connu.

Où bien y aurait-il différence entre la cerise crue et la cerise cuite ?

FRANÇOIS CROS (Paris)

N'oubliez pas Palerme...

J'ai appris, par votre journal, que le ministère des relations extérieures s'apprête, dans le cadre d'une révision du réseau consulaire pour raisons d'économies, à supprimer le consulat de France à Palerme, malgré l'avis contraire du Palais Farnèse et les protestations des Français de Sicile et des Siciliens.

Permettez à un abonné ancien et fidèle de *Monde*, appartenant à une famille d'origine sicilienne, qui a passé quarante-trois ans (dont dix en France) dans le service diplomatique italien, de se joindre à ces protestations ou plutôt aux appels pour que le Quid d'Orsay réexamine le problème.

La Sicile constitue, en effet, par son importance économique, politique et démographique, sa situation géographique, ses liens traditionnels avec la France, son autonomie régionale, un point d'observation irremplaçable pour un pays comme la France ayant des intérêts fondamentaux en Méditerranée. En plus, les Siciliens, conscients de leur importance et de leur spécificité, sont susceptibles envers ceux qui les négligent.

S'il m'est permis de porter un jugement de mérite, je dirais que le consulat de Palerme est plus fonctionnel et moins « de prestige » que celui de Venise.

G. WALTER MACCOTTA (Ambassadeur d'Italie, à la retraite.)

« Qui es-tu sur cette terre pour être si fier ? »

On voit dans le métro, outre les chanteurs et les musiciens, de plus en plus de mendiants pous et simplés, assis par terre avec, sur un papier, sur un carton ou à même le sol, une inscription du genre : « Je sors de prison, je suis de l'hôpital, je suis sans travail, j'ai faim. » J'ignore lesquels sont sincères.

J'ai vu ces jours derniers, dans les couloirs de la station République, une femme d'une cinquantaine d'années qui, outre l'inscription (« J'ai un cancer, je dors depuis six mois dans la paille d'un hangar avec mes deux filles, je voudrais réunir assez d'argent pour acheter une tente de camping... »), avait placé, près d'elle un potiche dont elle dit être l'auteur et que je trouve assez poignante. Je vous le livre, en réhabilitant l'orthographe et la ponctuation :

A toi l'incrimine,
Toi qui passes dans
Ce couloir, sans voir
La misère, qui es-tu
Sur cette terre
Four être si fier ?
Comme moi, une poussière.
Qui te dit que tu n'y
Tomberas pas, dans la misère.
C'est une longue et
Infinie ornière ?

Peut-être certains de vos lecteurs verront-ils cette femme, peut-être la reverrai-je moi-même (je crois qu'elle n'est plus au même endroit) et ironisera-t-elle que son cri a provoqué au moins un sêcho.

Évidemment, elle préférerait sans doute être secourue matériellement.

ANDRÉ DELCOMBRE (Paris)

L'échelle de Jacob

Tant que le Président n'aura pas explicitement répudié les idées maléfiques de lutte et de classes imperméables, le résultat de son discours sera celui que l'on constate : on l'écoute sans le croire, et l'on continue la grève des investissements.

Il n'y a pas - ce n'est plus vrai - de « classes » dressées l'une contre l'autre : il y a des couches sociales entre lesquelles s'opère continuellement un mouvement descendant et ascendant. Aucune loi, aucun règlement, n'empêche plus d'importer quelle personne née dans un milieu modeste d'atteindre les sommets, si elle en a la volonté et la force de caractère nécessaires. En sens inverse, les « fils à papa » se ruinent rapidement s'ils ignorent l'effort sans lequel ils ne peuvent plus se maintenir.

Il y a quelque part, dans la Genèse, le récit d'un songe de Jacob que l'on aurait profité à méditer : Une échelle montant depuis la terre jusqu'au ciel, et des personnages

plus ou moins allés la peuplaient, les uns descendant, les autres montant... Mouvement perpétuel.

A. SALTIEL (Montfort, Vaucluse).

Que l'Etat balaie devant sa porte !

La majorité des citoyens camerounais vivent dans un dénuement scandaleux au regard de l'opulence ostentatoire de certains. Nous devons être conscients qu'il n'y a pas de développement possible si le pouvoir d'achat de la grande masse ne lui permet pas d'accéder à un certain niveau de consommation. Une nécessaire redistribution des richesses nationales s'impose. C'est une œuvre de solidarité : le devoir de la communauté nationale, c'est d'aider les plus démunis, afin qu'ils se sentent Camerounais à part entière et non entièrement à part.

Nous croyons qu'il existe au plus haut niveau de l'Etat une volonté claire et nette d'œuvrer dans ce sens ; nous n'en voulons pour preuve que les récents discours du chef de l'Etat avec les mots d'ordre d'unité nationale, de lutte contre la corruption, l'effarisme, la prostitution, le tribalisme et les inégalités. Quel homme honnête peut s'opposer à de tels objectifs ? Pour une fois que nous sommes tous d'accord sur les objectifs, apportons notre soutien total et sans arrière-pensée. Les moyens, nous pourrions toujours en discuter... La réussite de cette entreprise dépend du concours que chacun lui apportera.

Cependant, pour rendre ses intentions crédibles, il importe que l'Etat donne l'exemple en balayant d'abord devant sa porte. Nombre de nos maux ne sont nullement le fait de l'homme de la rue, mais des agents de l'autorité publique, et pas toujours des moindres. La rigueur doit commencer dans la gestion du patrimoine national avant de descendre dans la rue. Au niveau de l'Etat et des administrations, les lenteurs de la bureaucratie, causes d'inertie, doivent faire place à l'efficacité. C'est comme cela que nous réussirons notre entrée dans le monde du vingt et unième siècle, mais notre avenir se joue au présent, en ratons pas l'occasion.

MARTIAL NDOE ESSNO (Étudiant camerounais, Paris).

مكتبة الفضل

Le Monde

étranger

EUROPE

U.R.S.S.

La démission de M. Novikov, vice-président du gouvernement serait liée à des insuffisances dans le programme de construction des centrales nucléaires

M. Ignati Novikov, vice-président du gouvernement soviétique et président depuis 1962 du comité d'Etat chargé de la construction (Gosstroy), a été libéré de ses fonctions « à sa demande » et mis à la retraite, a annoncé l'agence Tass mercredi 20 juillet. Cette démission peut paraître normale en raison de l'âge de l'intéressé (soixante-dix-sept ans), mais elle serait liée également, indique l'A.F.P., à l'affaire de Volgograd, une ville proche de Volgograd où le Politburo avait signalé vendredi dernier des « violations grossières de la discipline d'Etat » et où plusieurs dizaines de hauts fonctionnaires auraient été sanctionnés.

Or Volgograd est le plus important centre de production soviétique d'équipement pour les centrales nucléaires, avec notamment l'usine de réacteurs Atommach, que M. Dolguikh, secrétaire du parti, a visitée mardi.

Rendant compte de cette visite, la Pravda a rapporté mercredi que les dirigeants de l'usine avaient été critiqués pour ne pas avoir pris toutes les mesures destinées à prévenir les accidents dans le travail de construction. En outre les questions de sécurité dans le domaine spécifiquement nucléaire viennent de faire l'objet de l'attention du gouvernement.

Un nouveau comité d'Etat pour la sécurité nucléaire

La création, en U.R.S.S., d'un comité d'Etat chargé du contrôle de la sécurité des activités dans le domaine de l'énergie nucléaire, vient d'être approuvée par le bureau politique du comité central du parti communiste soviétique, indique un communiqué récemment publié par la presse soviétique. Selon cette même source, le Politburo a aussi approuvé les « propositions faites par le conseil des ministres de l'U.R.S.S. concernant les mesures complémentaires destinées à augmenter la fiabilité et la sécurité des centrales nucléaires ».

La mise en place en U.R.S.S. d'un comité d'Etat chargé de la sécurité nucléaire, indépendant de celui qui est responsable des programmes et de l'utilisation de l'énergie nucléaire, répond à une recommandation faite il y a quelques mois par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) à l'Union. Celle-ci, conseillant à ses Etats membres (parmi lesquels figure l'Union soviétique) de distinguer les organismes chargés des problèmes de sécurité et ceux s'occupant de la construction et de l'exploitation des centrales; en d'autres termes, d'éviter qu'un même organisme soit à la fois juge et partie.

Une telle séparation des fonctions, qui existait déjà aux Etats-Unis, a été mise en place dans plusieurs pays occidentaux (notamment en R.F.A. et en

France), et l'est donc maintenant en U.R.S.S. Les milieux occidentaux de Moscou soulignent que cette initiative soviétique intervient au moment même où des discussions sont en cours entre l'A.I.E.A. et l'Union soviétique, en vue d'autoriser des vérifications internationales de certaines installations nucléaires soviétiques (1).

Mais le renforcement des mesures de sécurité en matière nucléaire en U.R.S.S. s'explique aussi par le « développement important de la construction et de l'utilisation des centrales nucléaires », précise le communiqué de la presse soviétique. En effet, le programme de constructions de centrales et leur couplage avec le réseau a connu une accélération assez remarquable au cours des dernières années dans ce pays où, en 1982, la production totale d'énergie nucléaire a dépassé cent milliards de kilowattheures. De plus, différents types de centrales sont en fonctionnement: centrales à eau légère, à neutrons rapides, et calo-gènes (productrices de chaleur). Rythme de construction élevé et variétés des filières rendent donc particulièrement nombreux et importants les problèmes de sécurité, d'autant plus que la main-d'œuvre et les techniciens spécialisés sont parfois défectueux.

(1) L'A.I.E.A. a déjà conclu avec les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne des « accords de garantie » permettant des vérifications internationales de leurs activités nucléaires pacifiques.

Belgique

A L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE Le roi Baudouin lance un appel à l'unité du pays

De notre correspondant

Bruxelles. — S'adressant aux Belges à la veille de la fête nationale — ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'ici — le roi Baudouin n'a pas caché les inquiétudes qu'il éprouve face aux affrontements de plus en plus durs entre Flamands et Wallons. Le souverain est naturellement tenu de ne pas intervenir de façon directe dans les querelles politiques, et il s'est bien gardé d'évoquer le risque d'écclatement du pays. Mais il a cependant estimé nécessaire de formuler une mise en garde aussi claire que possible contre le développement actuel des querelles entre le nord et le sud de la Belgique. Le serment constitutionnel n'impose-t-il pas au roi de « sauvegarder l'unité » du pays ?

C'est la situation politique actuelle qui n'a amené le souverain à rompre avec la tradition en s'adressant ainsi à l'opinion, à l'occasion de cet anniversaire du 21 juillet 1831, qui vit le roi Léopold le faire son entrée dans Bruxelles. Depuis des semaines et même des mois, le premier ministre, M. Wilfried Martens, poursuit, avec beaucoup d'habileté, une marche sur la corde raide pour tenter de résoudre certains problèmes fondamentaux qui opposent les deux principales communautés linguistiques, l'objet essentiel de contestation étant à l'heure actuelle l'avenir de la sidérurgie wallonne en général, et du groupe Cockerill-Sambre en particulier. Ces jours-ci, des décisions « finales » doivent être prises à cet égard. Il est déjà certain que deux accords, celui de Seneffe et celui de Montignies vont être formés définitivement. D'autres réductions de capacité seront sans doute opérées dans les laminoirs du Ruau et l'usine Walfer à Liège.

Tous ces sacrifices, qui vont affecter très prochainement la Wallonie, ne changent-ils rien au fait que, même très amoindri, le groupe Cockerill-Sambre aura toujours besoin d'aides importantes pour survivre. Or le slogan le plus répandu aujourd'hui au sein de tous les partis flamands est que la nation ne devrait « plus verser un seul franc » pour renforcer les industries déclinantes de la Wallonie. Cette querelle est en train de provoquer entre les deux communautés belges des tensions bien plus graves que dans le passé. Même si dans son intervention directe à la sidérurgie, ni d'ailleurs à d'autres sujets de contestation, il a néanmoins laissé transparaître l'inquiétude profonde qu'il éprouve devant le fossé qui s'approfondit entre Wallons et Flamands.

Un pouvoir central solide

Certes, le souverain a tout d'abord évoqué les problèmes économiques communs à l'ensemble du pays, et notamment celui du chômage, au sujet duquel « les choses peuvent et doivent changer ». L'essentiel de son allocution a cependant été consacré aux querelles internes. Il a demandé « avec insistance » à tous les responsables de la vie publique et des médias de ne pas « exacerber les différences, les rivalités, les oppositions entre les communautés et les régions qui constituent notre pays ».

Sans doute le roi Baudouin se devait-il de reconnaître qu'il courrait aussi le risque de favoriser l'épanouissement de la « personnalité propre de chaque région ». Le sens de son appel a cependant été très clair, et le roi n'a même pas craint, dans une période où il n'est question que d'aller plus avant sur la voie de l'autonomie régionale, de proclamer le besoin d'un « pouvoir central solide et stable ».

JEAN WETZ.

Italie

Les inculpés d'un attentat d'extrême droite sont acquittés aux assises

De notre correspondant

Rome. — L'instruction aura duré neuf ans. Le procès, commencé en novembre 1981, s'est étendu sur près de deux ans. Pourtant, c'est par un non-lien que la cour d'assises de Bologne a refermé, mercredi 20 juillet, après sept heures de délibération, le dossier de l'attentat de l'attentat contre le train Italicus. Un jugement qui confirme que si le terrorisme rouge n'est désormais pratiquement jugé et que sont connus ses groupes et ses méthodes, il n'en va pas de même pour le terrorisme noir. L'affaire de l'Italicus reste une tragédie sans coupables.

Le 4 août 1974, un wagon du train express qui avait quitté Rome en fin de matinée explosait à 13 h 20 : une bombe à retardement avait été placée dans un compartiment. L'attentat fit deux morts et quarante-quatre blessés. L'explosion, après un an de flottement, s'orienta vers les milieux d'extrême droite toscanes déjà connus pour des actions terroristes. Furent arrêtés Luciano Franci, employé des chemins de fer à la gare de Florence, le géologue Mario Tuti, chef de la cellule noire de Toscane, Piero Malentacchi et Castiglione Fiorentino, experts en explosifs. Tuti était déjà recherché pour le meurtre de deux policiers.

Au procès, sont venues témoigner sept cents personnes, dont le grand maître de la Frano-Maçonnerie italienne et le général des carabinieri Luigi Bissoni (arrêté pour faux témoignage, puis relâché). Les accusés se sont toujours déclarés innocents, même Tuti qui, en prison, a, au demeurant, commis un autre assassinat, en étranglant un autre détenu qu'il soupçonnait d'être un « mouchard ».

Après des débats riches en rebondissements et des témoignages rétractés, le ministère public, dans son réquisitoire, devait lui-même souligner l'absence de preuves contre les accusés et demander le non-lien.

Ce verdict a été source d'amertume non seulement pour les parents des victimes, mais aussi pour ceux des quatre-vingt-cinq morts de l'autre attentat, celui de la gare de Bologne au cours de l'été 1981 : tous ont l'impression que la justice ne veut pas punir les terroristes noirs. Incontestablement, les enquêtes n'ont pas été aussi fructueuses que dans le cas du terrorisme rouge. Mais le pro-

mier, formé de groupuscules beaucoup moins structurés idéologiquement et organisationnellement que le second, est plus difficile à saisir. Et il est encore plus ponctuel de faire remonter jusqu'à ceux qui ont éventuellement manipulé l'extrême droite. L'attentat de l'Italicus demeure d'autant plus mystérieux que continue à l'envelopper cette atmosphère de coup d'Etat qui baigne une époque où le terrorisme noir avait atteint son point culminant avec ce qu'il est convenu d'appeler « la stratégie de la tension ».

Qui était derrière celle-ci : des politiciens, la C.I.A., la loge P2 ? Cette période de l'histoire italienne reste l'une des plus obscures.

Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

LES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES qui s'estiment mal représentés se sont accablés, mardi 19 juillet, une forte augmentation de leurs traitements, infligeant un net revers au gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher, qui souhaitait en effet que les députés fassent preuve de modération et montrent ainsi l'exemple au pays. Ils ont décidé de s'octroyer une augmentation de 27,5 % sur cinq ans, ce qui devrait porter leurs salaires au niveau de ceux des hauts fonctionnaires. — (A.F.P., A.P.)

Indonésie

LES AUTORITÉS INDONESIENNES ONT REJETÉ, mercredi 20 juillet, les accords de l'Amaney International (Le Monde du 21 juillet) selon lesquels les forces militaires stationnées à Timor-Oriental auraient reçu des instructions écrites autorisant l'utilisation de la torture. — (Reuters.)

Sri-Lanka

CENSURE. — Le gouvernement a décrété, mercredi 20 juillet, la censure de toute information relative aux actions violentes de la

minorité ethnique tamoule qui revendique depuis plusieurs années la création d'un Etat séparé dans le nord du pays. Cette mesure adoptée en vertu de l'état d'urgence imposé dans le pays depuis le 13 mai, s'applique également aux journalistes étrangers.

Union soviétique

UN DISSIDENT SOVIETIQUE, VICTOR TOMACHINSKY, arrêté en décembre 1981 pour avoir voulu tenter un procès au K.G.B., est mort lundi 11 juillet dans une prison de Volgograd (nord de l'U.R.S.S.) des suites d'une pneumonie. D'autre part, le physicien dissident Iouri Orlov, cinquante-huit ans, a entamé une grève de la faim le 10 juillet dernier pour obtenir des autorités soviétiques l'amnistie générale des prisonniers politiques en U.R.S.S., a annoncé son épouse Irina aux correspondants occidentaux.

Fondateur du groupe de surveillance des accords d'Helsinki en mai 1976, Iouri Orlov a été arrêté en février 1977 et condamné en mai 1978 à sept ans de camp et cinq ans d'assignation à résidence pour « propagande antisoviétique ». — (A.F.P.)

AFRIQUE

Angola

LA VISITE DE QUATRE PARLEMENTAIRES EUROPÉENS DANS LES BASES DE L'UNITA

Un mouvement de guérilla puissamment organisé

Quatre parlementaires européens, MM. Beyer de Ryke (Belgique, libéral), Olivier d'Ormesson (France, parti populaire européen), Elmer Borch (Allemagne, F.P.E.) et Sir James Hopkins (Grande-Bretagne, conservateur) viennent de rencontrer, dans sa base angolaise, M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). C'est la première fois que des parlementaires se rendent dans les maquis de l'UNITA, et cette visite pourrait ouvrir la voie à d'autres voyages d'« officiels », notamment de parlementaires américains.

« Effectuer un tel voyage en cinq jours, nous dit M. Beyer de Ryke, constitue déjà une prouesse et montre quel degré d'organisation possède aujourd'hui l'UNITA ». Sur l'itinéraire suivi pour pénétrer en Angola, le parlementaire belge se montre plus discret. « Parmi les multiples filières qui existent, nous n'avons pas pris celle du Sud », se borne-t-il à indiquer.

À l'occasion de leur séjour, les quatre parlementaires, qui ont eu de longs entretiens avec M. Savimbi, ont visité deux bases de l'UNITA : la P.C. de Jamba, où se trouve l'état-major du mouvement, et la base de Likwa, plus au sud, qui sert de point d'appui logistique à l'organisation.

M. Beyer de Ryke évalue à environ quatre cents hommes les effectifs présents à Jamba et se dit « impressionné » par l'organisation de la base.

« Tous les hommes, en uniformes impeccables qui sont confectionnés sur place, sont parfaitement équipés, principalement d'armes soviétiques récupérées sur les troupes de Luanda, et organisés comme une armée régulière, avec des officiers, des sous-officiers, des hommes de troupe. Leur chef, le général Miguel N'Zou Puna, formé en Tunisie, est, en même temps, le secrétaire général de l'UNITA ».

Négocier avec Luanda

Outre les militaires, leurs familles vivent aussi là, et on trouve notamment à Jamba un hôpital et une école. « Hôpital est un grand mot, précise-t-il, puisqu'il n'y a qu'un médecin, l'essentiel du personnel médical, « chirurgien » compris, étant composé d'infirmiers formés chez les missionnaires ». M. Savimbi serait d'ailleurs désireux, selon les parlementaires, de voir venir des médecins d'organisations humanitaires internationales.

Ces aspects « civils » ne doivent pas, dit cependant M. Beyer de Ryke, masquer le fait que la société du maquis est essentiellement militaire et, en tout cas, complètement prise en main idéologiquement. « Le défilé organisé à l'occasion du 14 juillet, dit-il, n'avait rien à envier aux grandes manifestations populaires cubaines. Toutes les couches de la population y étaient représentées, des agriculteurs qui brandissaient un écho-fleur aux électriciens avec leur bobine de fil sur l'épaule, en passant par les instituteurs avec leurs livres sous le bras ».

A cet égard, notre interlocuteur émet quelques « doutes » sur la

« démocratie » promise par M. Savimbi, « qui est avant tout un chef de clan » au sens africain du terme. M. Savimbi, remarque-t-il, se dit « réaliste » et se déclare cependant prêt à « respecter toutes les composantes de la société angolaise ». Toujours selon M. Beyer de Ryke, le chef de l'UNITA assure qu'il est prêt à négocier avec le M.P.L.A. (au pouvoir à Luanda) « sans aucune condition préalable », le départ des troupes cubaines n'étant qu'« un des points essentiels de la négociation ».

De même, M. Savimbi serait prêt à entrer en contact avec le F.N.L.A. (Front national pour la libération de l'Angola), dnni les maquis (Le Monde du 13 mai) sont concentrés dans la zone caennaise au nord du pays. « Nous n'avons pas, dit-il, l'intention de lui marchander sa zone d'influence ».

L'UNITA, qui assure contrôler un tiers du pays et entretenir l'insécurité dans un autre tiers, concentre en ce moment son offensive sur la zone diamantifère du Nord-Est, près de la frontière zairoise. A ce propos, M. Savimbi met en garde les cinquante Britanniques et les dix ingénieurs sud-africains, tous employés de la De Beers, contre les risques qu'ils courent. « Nous n'avons pas l'intention de nous en prendre à eux, dit-il, mais ils sont dans une zone de guérilla ».

« Dites à notre ambassade, lui ont-ils demandé, qu'elle tente d'arriver rapidement à une solution car nous ne pouvons plus supporter cette terrible tension psychologique. Nous sommes tenus dans l'ignorance totale de ce qui se fait. Lorsque nous n'annonçons aujourd'hui votre visite, nous pensons que le jour de notre libération était arrivé car nous avons reçu des habits propres et une nourriture différente ».

Selma M. Beyer de Ryke, l'UNITA garde ses otages comme « monnaie d'échange » contre trente-six militants, dont deux femmes, toujours détenus à Luanda. L'organisation de M. Savimbi détiendrait en outre trois cents hommes des FAPLA (forces gouvernementales) et un lieutenant cubain, au sujet duquel, semble-t-il, aucune négociation n'a été engagée.

L'aide de l'Afrique du Sud, qui n'est pas née par M. Savimbi, est surtout visible, dit encore M. Beyer de Ryke, pour ce qui est du ravitaillement, fourni intégralement par Pretoria. Elle n'est pas la seule, et certains pays africains ou arabes, comme le Maroc ou l'Arabie Saoudite, apportent aussi leur concours à un mouvement qui, conduit le parlementaire belge, « est un fait politique qu'il sera difficile, sinon impossible, de nier » dans tout règlement, aussi bien, d'ailleurs, en Angola qu'en Namibie, les deux problèmes étant indissolublement liés.

F. C.

DIPLOMATIE

Hanoï demande à Pékin de « faire un geste » sur le Cambodge

La réunion bi-annuelle des ministres des affaires étrangères indochinoises (Vietnam, Laos et Cambodge) a eu lieu les 18 et 19 juillet à Phnom-Penh. Les ministres ont passé en revue la situation en Asie du Sud-Est après la conférence des ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). Ils ont jugé inacceptable la condition mise par l'ASEAN à l'ouverture d'un dialogue, c'est-à-dire le retrait des forces vietnamiennes au Cambodge à 30 kilomètres de la frontière thaïlandaise, et regretté que l'ASEAN, dans un communiqué, ait passé sous silence ce que Hanoï considère comme la « véritable cause de la tension dans la région », c'est-à-dire la « menace chinoise ». Ils ont enfin rejeté les « calomnies » selon lesquelles des dizaines de milliers de « colons » vietnamiens se seraient installés au Cambodge.

Les ministres indochinois ont toutefois à nouveau proposé à

l'ASEAN de négocier sur la base de la résolution sur le Cambodge de la dernière conférence des Nations Unies et ont accepté de discuter du projet de l'ASEAN de zone de paix, de liberté et de neutralité (ZOPFAN). Ils ont enfin suggéré que des « échanges de vues » directs ou indirects aient lieu entre Phnom-Penh et Bangkok, ou entre les Croix-Rouge des deux capitales sur la question des réfugiés khmers massés le long de la frontière. Selon l'ambassadeur vietnamien à Paris, M. Mai Van Bo, des « bons offices » français dans ce domaine seraient « bienvenus ».

Mais c'est surtout à la Chine que s'est adressé Hanoï en relançant son offre de négociations avec Pékin et en demandant à son grand voisin du nord de « faire un geste » en réponse aux « retraits partiels » de troupes vietnamiennes du Cambodge. Le Vietnam considère toujours que la solution du problème khmer passe avant tout par la Chine.

Le Monde
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires supplémentaires sur demande

PROCHE-ORIENT

Liban

Attentats et bombardements confirment la dégradation de la situation du Grand-Beyrouth

Beyrouth. — Le résultat immédiat et tangible de la visite en cours du président Amine Gemayel à Washington et des déclarations qu'il a faites à cette occasion, mettant la Syrie en accusation, sont un bombardement, mercredi 20 juillet, des quartiers chrétiens de Beyrouth (deux morts, dix-sept blessés).

Faut-il y rattacher aussi, le même jour, le grave attentat à la voiture piégée (cinq morts, dix-sept blessés) qui s'est produit dans l'autre secteur de la ville, à prédominance musulmane, et dont a été la cible en fin de soirée un des principaux hôtels balnéaires, le Summerland, dont le propriétaire est un musulman druze appartenant au clan des Joublati ? Peut-être pas directement, bien que cet attentat soit à mettre au compte de la dégradation constante de la sécurité, qui atteint de plus en plus le Grand-Beyrouth, batre de paix depuis octobre 1982, sous l'égide de l'Etat et de son armée et sous l'aile protectrice de la Force multinationale. Dégradation liée à l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé le gouvernement libanais par suite de l'impuissance où se trouve son allié et protecteur américain à mettre en œuvre sa propre politique au Liban.

Le camouflet que vient d'infliger M. Begin à M. Reagan, en ajournant sine die sa visite à Washington et en décidant simultanément de « redéploier » ses troupes au Liban —

De notre correspondant
c'est-à-dire d'opérer leur retrait partiel, craint par les Libanais et les Américains à la fois, — est venu confirmer à Beyrouth l'impression qu'Israël est aujourd'hui en position de ne faire qu'à sa tête.

Un nouveau problème confessionnel ?

Depuis des mois, l'Etat béroux a l'air de dire : « Messieurs les Américains, débrouillez-vous avec Damas, mais ne comptez pas sur nous pour des pressions ou des menaces ». C'est aujourd'hui plus que jamais son attitude. Ainsi, depuis l'accord libano-israélien du 17 mai, et selon un crescendo ininterrompu consistant à envoyer quelques obus ou fusées chaque jour sur le secteur chrétien et de plus en plus près du centre de Beyrouth même, jusqu'à toucher mercredi deux rues animées à une heure de grande affluence, la Syrie manifeste-t-elle en toute liberté et à sa façon son refus de cet accord. Le laisser-faire israélien alimente ici la thèse de la « collusion objective » syro-israélienne dont tous les Libanais ou presque, de toutes tendances et de toutes communautés, sont intimement convaincus.

On suppose néanmoins, ici, « pour l'honneur de l'Amérique »,

que le président Reagan parviendra au moins à maîtriser la situation résultant du vide que laissera l'évacuation par Israël de la montagne du Chouf, où druzes et chrétiens se battent déjà depuis un an sous l'œil placide de l'Etat hébreu. On s'y attend à des troubles graves dans lesquels l'armée libanaise serait impliquée, mais on imagine qu'une solution médiant en jeu la Force multinationale, et au premier chef le commandement français, finira par être trouvée.

Néanmoins les événements des derniers jours et l'évolution globale de la situation depuis des semaines et même des mois ont alimenté un sentiment de découragement et de résignation peu familier aux Libanais, mais qui s'implante de plus en plus parmi eux ces temps-ci : on a rarement tant parlé au Liban de « partition », voire de « dépeçage » du pays et sur un ton aussi las.

A l'occasion de la fête d'El-Adha, une cérémonie religieuse au stade municipal de Beyrouth a revêtu une ampleur telle qu'elle relevait manifestement d'une intention délibérée. C'était aussi le cas du prêche du mufti sunnite. Devant les difficultés rencontrées par le pays, le problème confessionnel est peut-être en train de repasser sur de nouvelles bases encore difficiles à déterminer.

LUCIEN GEORGE.

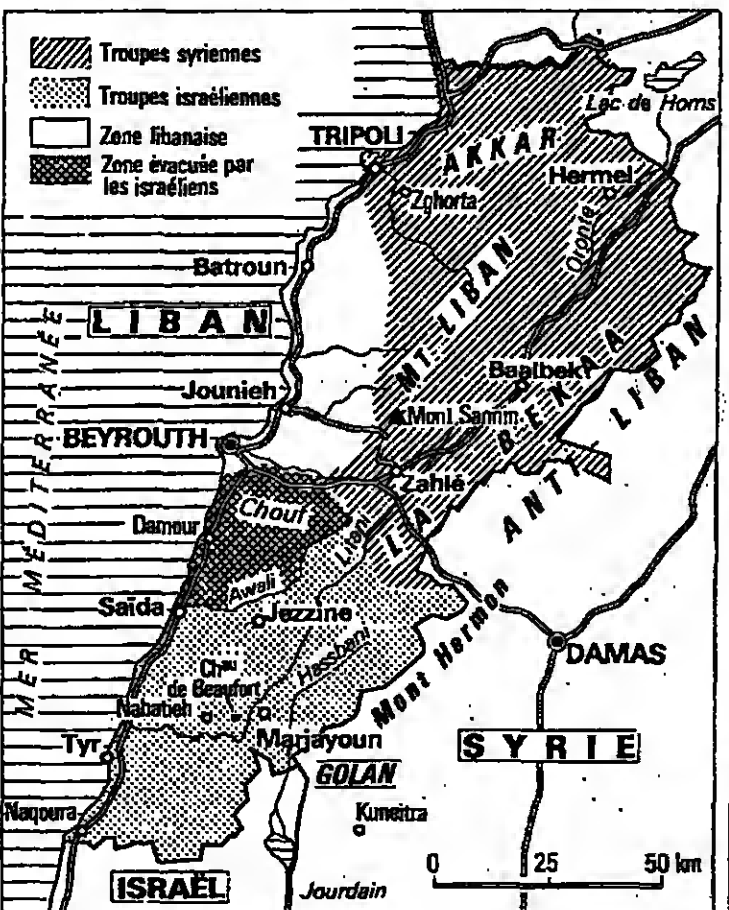
Jérusalem retire ses troupes du Chouf

(Suite de la première page.)

C'est-à-dire que la région côtière au sud de Beyrouth et le Chouf se sont évacués, mais M. Arens a laissé entendre que l'ensemble des positions jusqu'alors tenues dans la Bekaa seront conservées. Ce repli devrait permettre d'alléger les effectifs israéliens actuellement au Liban. Aucune date n'a été fixée officiellement pour la mise en œuvre de ce redéploiement. Cependant des correspondants militaires de la presse israélienne indiquent qu'il pourrait être achevé en octobre ou en novembre.

Les difficultés rencontrées par l'armée israélienne au Liban sont loin d'être terminées et contrairement à ce que répètent les dirigeants israéliens depuis des mois, la sécurité de la Galilée, plus d'un an après, n'est toujours pas assurée. En effet, au cours de l'après-midi du 20 juillet, pour la première fois depuis l'invasion du Sud-Liban, des obus de mortier de 120 millimètres appartenant tirés depuis la région de Tyr, ont touché divers endroits de la partie côtière de la Galilée, sans causer d'autres dommages que la destruction d'un tracteur. Toutefois la population des villages environnants a été obligée de descendre dans les abris alors que le premier ministre et d'autres membres du gouvernement répétaient encore récemment que les habitants de la Galilée n'auraient « plus jamais » à le faire.

FRANCIS CORNU.



Israël

Le cimetière « oublié »

Jérusalem. — Etrange découverte dans un endroit désert de Haute-Galilée, sur les pentes d'une colline rocheuse dominant le Jourdain : un quadrilatère d'environ 100 mètres de côté, entouré de barbelés et une pancarte avec cette inscription : « Cimetière des victimes de l'armée israélienne ». La plupart des tombes — de simples monticules de terre parfois marqués d'un piquet portant un numéro — disparaissent sous les hautes herbes et les chardons, mais d'autres sont manifestement beaucoup plus récentes, et la végétation n'a pas encore eu le temps de les envahir.

Une journaliste indépendante américaine, Mme Tamara Kohns, après quatre mois d'enquête, vient de révéler l'existence, jusqu'alors ignorée, de ce cimetière au cours d'une conférence de presse organisée le 19 juillet à Jérusalem par Mme Lea Tarnet, avocate israélienne (qui, après de longues démarches, a obtenu dernièrement l'autorisation d'assurer la défense de certains détenus palestiniens du camp d'Anser, au Sud-Liban), et M. Gérard de la Pradelle, professeur de droit à l'université de Paris-X, représentant le Centre international d'information sur les prisonniers, déportés et disparus palestiniens et libanais, qui a son siège à Paris.

A l'appui de son témoignage, Mme Kohns a produit de nombreux documents photographiques montrant l'état des lieux qui ont changé depuis sa première visite en mars. Elle a déclaré avoir constaté, lors des visites sui-

De notre correspondant
vantes (la dernière datant du 16 juillet), que de nouvelles tombes avaient été ajoutées, qu'il régnait partout une odeur pestilentielle et que certaines parties du terrain avaient été fraîchement nivelées sur plusieurs mètres carrés. A ce propos, Mme Kohns demande qu'il s'agisse pas là de l'emplacement de « fosses communes ».

Elle a, d'autre part, exposé différents objets retrouvés à l'intérieur de l'enclos : des gants de chirurgien, une blouse blanche, un drap taché de sang et plusieurs boîtes de conserve remplies d'écoups, qui servent d'ordinaire à l'armée israélienne pour nettoyer la nuit le lieu d'atterrissage d'un hélicoptère. A côté du cimetière, une plate-forme semble avoir été aménagée pour servir d'hélicoptère.

A la suite de ces révélations, le porte-parole de l'armée israélienne a reconnu l'existence de cette nécropole en indiquant qu'elle contenait quarante-quatre tombes où ont été enterrés les corps de combattants identifiés, ceux de vingt soldats syriens et de vingt-quatre fedayin palestiniens ou miliciens libanais tués durant les combats au début de l'intervention israélienne au Liban, l'an dernier, ou morts depuis, durant leur détention, ou leur hospitalisation.

Il a précisé que, dans deux autres tombes, ont été déposés « les restes de plusieurs individus » qui n'ont pu être identi-

fiés. Il a ajouté que toutes les sépultures sont marquées et que l'Etat ne les a pas encore mises à la disposition de la Croix-Rouge internationale et d'autres organisations humanitaires. Enfin, le porte-parole a admis que le cimetière était mal entretenu (des travaux de nettoyage ont été soulignés entre le 20 juillet) et il a fait savoir que, voici peu de temps, en juin, un détenu du camp d'Anser tué lors d'une tentative d'évasion avait été enterré dans le cimetière. Mais d'autres témoins que Mme Kohns ont affirmé avoir découvert ces derniers jours au moins six tombes nouvellement créées.

Les explications fournies maintenant par l'armée israélienne ne répondent pas à toutes les questions qui se posent après la révélation de la journaliste américaine. Pourquoi, on en a après, autant de sépultures récentes ? Y aurait-il eu ces derniers mois, parmi les détenus d'Anser, plus de morts qu'on ne l'a dit officiellement ? N'existerait-il pas d'autres cimetière de ce genre ? S'il est exact que des corps ont été transportés nuitamment par hélicoptère, pourquoi tant de discrétion, alors que le communiqué du porte-parole de l'armée tend à dissimuler ? D'autre part, M. Tarnet a rappelé que, selon la convention de Genève, une puissance occupante ne devait pas créer un tel cimetière hors du territoire qu'elle occupe. — F. C.

AMÉRIQUES

Diplomatie et préparatifs militaires avancent parallèlement dans l'isthme centre-américain

L'Amérique centrale demeure le théâtre d'une intense activité diplomatique visant à éviter une escalade militaire que tout fait redouter.

La journée du mercredi 20 juillet a été consacrée, dans les cercles intéressés, à peser les six propositions formulées la veille par le commandant de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution nicaraguayenne.

Ainsi que le ministre des Affaires étrangères du Honduras — le pays qui est au premier plan de la confrontation avec Managua — a rejeté vertement le plan de paix des sandinistes comme « orienté vers leur seule protection ». Les Etats-Unis ont été légèrement plus nuancés. Prenant publiquement la parole, pour la troisième fois en une semaine, au sujet de l'Amérique centrale, le président Reagan a déclaré, le mercredi 20 juillet, que les propositions sandinistes, reconnaissant le caractère « régional » des conflits qui agitent l'isthme, constituaient « un pas positif ».

Cependant, le porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat ont relevé « des lacunes graves » dans les six points de M. Ortega. En particulier, la position de Managua fait abstraction des importants « efforts d'armement du Nicaragua ». En outre, les sandinistes tentent de placer sur le même pied les rebelles salvadoriens et le gouvernement élu de ce pays.

Washington souhaite, cependant, que le discours de M. Ortega soit versé au dossier qui sera étudié, le 28 juillet à Panama, par les ministres des Affaires étrangères du groupe dit de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama), qui se réunira pour la septième fois depuis janvier dernier.

Quatre pays d'Amérique centrale, le Salvador, le Honduras, la Guatemala et le Costa-Rica, dont les ministres des Affaires étrangères se sont réunis les 19 et 20 juillet à Guatemala, ont appuyé les démarches du groupe de Contadora et pourraient participer à la réunion du 28 juillet à Panama. Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, le Père Miguel Escoto, n'avait pas officiellement parce qu'il était retenu par les cérémonies de commémoration de la victoire sandiniste. Il a pourtant précisé, dans une interview, que l'objectif du Nicaragua était de permettre la poursuite du « processus de Contadora ».

Le relatif « déblocage » provoqué par l'acceptation nicaraguayenne d'un processus de négociations « multilatérales » — alors que Managua, jusqu'à présent, ne voulait entendre parler que de discussions bilatérales, avec le Honduras et avec les Etats-Unis, auteurs, selon cette capitale, de toutes les tensions existantes — arrêtera-t-il l'escalade militaire à laquelle on assiste parallèlement ?

Le gouvernement sandiniste a protesté, le 20 juillet, contre un incident délibérément provoqué, le même jour, par deux vedettes honduriennes, qui auraient couvert le feu, dans le golfe de Fonseca, sur le Pacifique, contre un garde-côte sandiniste. Le même communiqué affirme que des avions « en provenance du territoire hondurien » ont violé à huit reprises, le 19 juillet, l'espace aérien nicaraguayen.

Plus gravement, des sources anonymes du Pentagone ont indiqué, le 20 juillet, que les huit navires envoyés au large de la côte pacifique du Nicaragua conduiraient des « manœuvres de blocus ». Les mouvements navals qui viennent de commencer s'inscrivent, da même source, dans le cadre d'un plan opérationnel de l'état-major interarmes pouvant s'étendre sur une période de six mois. Les mêmes responsables ont encore précisé qu'un second porte-avions, le *Coral Sea*, actuellement en Méditerranée, pourrait être envoyé dans le mer des Caraïbes pour bloquer les livraisons d'armes au Nicaragua. Un autre porte-avions, le *Ranger*, avec soixante-dix avions, est le pivot de la flotte de huit navires envoyée près de la côte pacifique du Nicaragua.

Salvador

L'administration américaine accorde le certificat de « conduite acceptable » aux autorités

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a signé, le mercredi 20 juillet, le document par lequel, deux fois par an, l'administration atteste de la conduite acceptable des autorités salvadoriennes en matière de droits de l'homme, afin que le Congrès accepte la prolongation de l'aide militaire des Etats-Unis.

Le rapport indique : « Il est évident que le bilan ne correspond pas aux progrès importants et continus souhaités par le Congrès et le gouvernement » et qui sont nécessaires pour établir « une société juste et démocratique au Salvador ». Egalement préoccupant, indique le document, est « l'échec du gouvernement salvadorien dans ses efforts pour assurer la discipline au sein des forces de sécurité et garantir que les responsables de violations importantes des droits de l'homme, militaires ou civils, soient déferés devant la justice » (1).

Malgré cela, le certificat assure que « des changements intervenus » et que le gouvernement salvadorien agit pour « réduire les abus de ses forces de sécurité ».

La signature semestrielle de ce document est l'occasion, traditionnellement, de faire un bilan de la ré-

pression. Selon l'ambassade américaine à San-Salvador, le nombre des civils tués ces six derniers mois est de 1 054, contre 961 lors du dernier semestre 1982. Ce chiffre, assure pourtant le document, est « bien en dessous du niveau atteint en 1981 et début 1982 ».

Pourtant, selon la Tutela Legal, une organisation humanitaire dépendant de l'Eglise catholique salvadorienne, le nombre des victimes est sensiblement plus élevé encore : 2 527 civils ont trouvé la mort du fait d'actes de violence politique ces six derniers mois — contre 2 340 au dernier semestre de 1982.

Selon l'archevêché de San-Salvador, la proportion entre les assassinats perpétrés par la guérilla et ceux des forces de l'ordre ou des groupes d'extrême droite qui « travaillent » avec elles est de 1 à 50.

(1) Bien que récemment relancé, l'enquête sur l'assassinat, le 2 décembre 1980, de quatre religieux américains pris de la déroute salvadorienne, n'a toujours pas conduit à des résultats définitifs. Cinq membres des forces de sécurité ont été inculpés du crime, mais le procès est toujours en attente de preuves complémentaires.

Chili

L'armée, dernier rempart du général Pinochet

(Suite de la première page.)

L'unité syndicale qui s'était progressivement forgée entre les centrales modérées comme l'Union démocratique des travailleurs (U.D.T.) et la Coordination nationale syndicale (C.N.S.), à tendance socialiste et communiste, n'a pas survécu à l'échec de la grève générale. La C.N.S., par ailleurs, fait l'objet d'une répression particulièrement sévère qu'il était resté par les cérémonies de commémoration de la victoire sandiniste. Il a pourtant précisé, dans une interview, que l'objectif du Nicaragua était de permettre la poursuite du « processus de Contadora ».

Enfin, les partis politiques disposent aujourd'hui d'une marge de manœuvre encore plus réduite qu'avant le 11 mai, en raison de l'application stricte du *recesso político* (suspension des activités politiques) et de la censure imposée aux médias. L'arrestation de M. Valdes, et les conditions très dures de sa détention, lui ont certes conféré une stature de chef de l'opposition qu'il n'avait pas auparavant. Il est vrai aussi qu'en reconnaissant « le droit de protester », la cour d'appel a infligé un camouflet au pouvoir. Il n'empêche que les possibilités d'expression des partis sont très limitées. Ces derniers éprouvent en outre, de grandes difficultés à se mettre d'accord sur une solution de remplacement. Le Proden (Projet de développement national), qui a adopté le statut de société anonyme pour tourner la législation répressive, a en le mérite de regrouper des hommes politiques, de la droite modérée à la gauche non communiste, ainsi que des représentants des forces sociales et économiques, sans perdre le contact avec les forces armées. Son rôle par rapport à la « multipartie » n'est pourtant pas très clair. Quant à cette dernière, elle constitue, pour l'instant, beaucoup plus une addition de signatures qu'un regroupement autour d'un programme commun.

Si à l'issue des premières batailles livrées contre la dictature, les pertes de l'opposition sont lourdes, le régime du général Pinochet ne sort pas plus indemne de ces affrontements. Les trois journées de protes-

tation ont eu pour principal effet de creuser les contradictions au sein du gouvernement. Le maintien des poursuites judiciaires contre les militants démocrates-chrétiens, alors que ceux-ci poursuivent déboucher sur la démission préventive du président de la démocratie chrétienne, et la décision d'implanter durant quatre heures l'état de siège à Santiago et à Concepcion sont loin d'avoir fait l'unanimité. Le ministre des Relations extérieures, M. Miguel Schweitzer, ne nous a pas caché que « le coût d'une telle mesure est élevé » et que « le gouvernement a fait un véritable cadeau à l'opposition ».

Un « mal nécessaire »

Le général Pinochet apparaît de plus en plus aux yeux des partisans du régime comme un « mal nécessaire » tant qu'un accord n'aura pas été établi entre la droite, les milieux d'affaires et les forces armées pour engager le pays, sans risques de dérapage, sur la voie de l'ouverture politique. L'échec du Mouvement civico-militaire — mélange de nationalisme, d'autoritarisme et de populisme — lancé au mois de mai sans grande conviction par le chef de l'Etat pour essayer de se construire une base politique, montre clairement qu'il est incapable de donner une nouvelle impulsion à la dictature. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant si l'on tient compte des contraintes économiques et financières qui pèsent sur le Chili. Le programme d'ajustement conclu avec le F.M.I. ne permet pas, en effet, de relancer la machine et de rétablir le chômage. Le général Pinochet n'a donc pratiquement rien à offrir aux « forces vives » et aux « secteurs populaires » en échange de leur appui.

La fraction de la droite qui n'a pas rejoint l'opposition cherche à maintenir le schéma de transition établi à l'occasion du plébiscite de 1980, tout en réduisant les prérogatives du chef de l'Etat. Le général Pinochet resterait en place jusqu'au terme de son « mandat », c'est-à-dire jusqu'en 1989, mais il serait accompagné d'un premier ministre. Des mesures de libéralisation telles que la suppression de l'état d'exception, le retour massif des exilés et l'allègement de la censure qui pèse sur la presse seraient prises rapide-

ment pour détendre le climat. Sur-tout, un calendrier précis serait établi, prévoyant, en particulier, la promulgation à bref délai de la loi sur les partis politiques et de la loi électorale.

Un tel projet n'est pas pour déplaire à Washington, où l'on a récemment manifesté une désapprobation envers les excès répressifs du général Pinochet, mais où l'on se méfie aussi de toute aventure. Nul doute également que l'Eglise catholique, moins combative qu'à l'époque du cardinal Raúl Silva Henríquez, et donc mieux acceptée dans les milieux conservateurs, œuvre efficacement en faveur du dialogue. La question est de savoir si les forces armées sont disposées à soutenir cette idée. La réponse semble positive en ce qui concerne la marine et l'aviation : ces deux forces n'ont, en effet, jamais accepté totalement la férule du général Pinochet. C'est cependant l'attitude de l'armée de terre qui sera décisive. La préoccupation des cadres d'active ne fait pas de doute. Il est clair, également, que d'importants officiers à la retraite maintiennent des contacts avec les secteurs modérés de l'opposition. Mais il est difficile de connaître l'ampleur de ces mouvements, ne serait-ce qu'en raison de l'étroite surveillance auxquels ils sont soumis.

La droite souhaiterait évidemment que la démocratie chrétienne entre dans ce schéma. Cela paraît toutefois peu probable. Les dirigeants démocrates-chrétiens sont, en effet, convaincus que la pression sociale ira en augmentant et que le départ du général Pinochet devra nécessairement se produire avant 1989. La D.C. serait alors la pièce maîtresse d'un large accord incluant l'ensemble de la gauche.

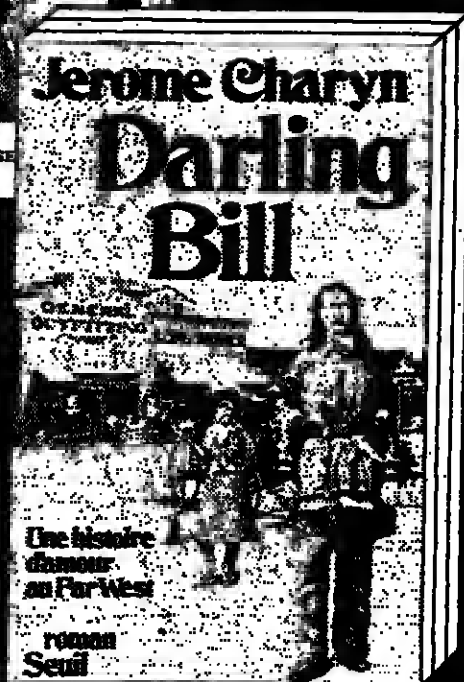
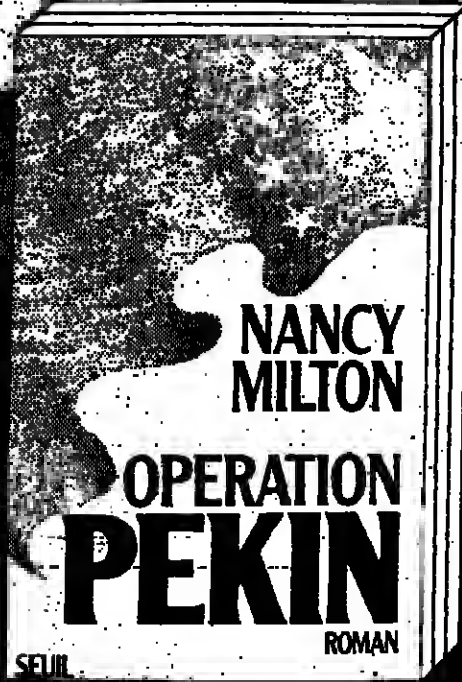
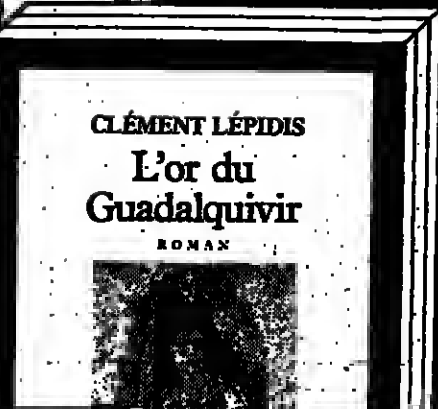
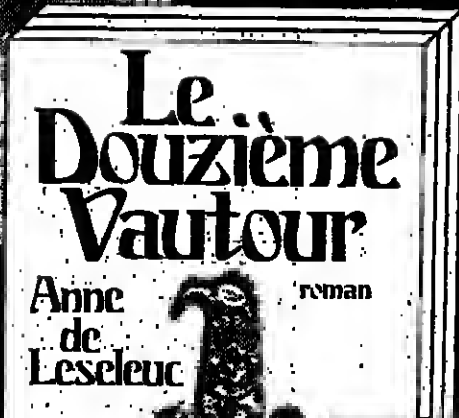
Le chemin qui conduit au rétablissement de la démocratie au Chili risque donc d'être plus long et plus tortueux que ne l'avaient cru certains membres de l'opposition portés à prendre leurs désirs pour des réalités. Les « protestations » des trois derniers mois ont eu, cependant, deux résultats d'une grande importance : le peuple chilien a vaincu sa peur et le général Pinochet a montré que sa seule arme face à la montée des mécontentements était l'escalade répressive.

JACQUES DESPRÉS.

كتاب النحل

**“Je voulais vous faire comprendre
que les hommes ne peuvent pas
se passer d’habitations magiques.”**

Jean Giono



Au Seuil

Le Monde

société

APRÈS L'ARRESTATION D'UN TERRORISTE DE L'ASALA

La contradiction nécessaire

L'arrestation de l'auteur de l'attentat d'Orly constitue assurément une belle opération de police, mais c'est aussi, et peut-être surtout, un succès politique pour le gouvernement. C'est même un succès personnel pour François Mitterrand qui ne laisse à personne d'autre le soin d'orienter le combat de l'État contre le terrorisme depuis l'attentat antérieur de la rue des Rosiers, en août 1982. Le pouvoir n'en doit pas moins assumer à court terme une contradiction.

Face au terrorisme, le président de la République refuse tout compromis. Consigne est donc donnée à la police de faire preuve d'une efficacité maximale. Mais il refuse aussi qu'un nom de cette efficacité soit balayé par les principes fondamentaux : intangibilité du droit, protection des libertés individuelles, respect de la séparation des pouvoirs.

Cela ne va pas sans ambiguïté ni sans mal. Dans son intervention du 17 août 1982, sur TF 1, M. Mitterrand avait exposé lui-même les limites d'une telle ambition. « Avec un succès de mesures répressives, on finit par toujours tomber du côté où il ne faut pas tomber : celui qui fait tomber les républicains, disait-il. Ce qui est important, c'est la volonté de respecter la loi, de la faire appliquer, d'être intransigent et implacable dans son application. Ce qui compte, c'est la volonté de faire reculer le terrorisme partout où il se tient, de le traquer jusqu'à la racine. L'épée dans une main, la vertu dans l'autre.

Dans la pratique quotidienne du travail policier, un tel équilibre est difficile à trouver. Très vite, M. Mitterrand a donc été obligé d'étendre au domaine de la lutte antiterroriste le « domaine réservé » de l'Élysée. Au point d'apparaître lui-même comme un super-chef des services secrets dans l'affaire Virgil Tanase, l'écrivain d'origine roumaine porté disparu mais caché, en vérité, par les soins du service français de contre-espionnage. Au point aussi — retour de manivelle — de se retrouver en situation ridicule un peu plus tard, dans l'affaire des Irlandais du Vincennes, présentés par l'Élysée comme de dangereux terroristes après leur arrestation à grand spectacle, puis libérés par la justice quelques mois plus tard, faute de preuves, le comportement illégal de certains gendarmes ajoutant à la déconvenue.

C'est pour éviter que ne se reproduise pareille « bavure » que M. Mitterrand s'est montré très directif après l'attentat d'Orly, et les premiers résultats de l'enquête l'encourageront sans doute à persévérer. À l'Élysée, on affirme volontiers que le président de la République accepte tous les risques d'une telle stratégie, même si, il est vrai, la réussite de celle-ci implique que le pouvoir exécutif et la police œuvrent en parfaite harmonie, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent.

La détermination est d'autant plus forte qu'il attend à une recrudescence du terrorisme international au cours de la « période de grande tension » qu'il prévoit pour la fin de l'année dans la controverse sur les euro-missiles.

ALAIN ROLLAT.

Publicité

SERITOUR
15, avenue Gourgaud
75017 Paris

Le GAN Incendie Accidents, Compagnie Française d'Assurances et de Réassurances Incendie, Accidents et Risques Divers, ayant son Siège Social à PARIS 9^e - 2, rue Pilet-Will

avisé le public : que la garantie accordée, dans le cadre de la loi du 2 janvier 1970, à la société SERITOUR, 15, avenue Gourgaud, 75017 PARIS, au titre des activités « Gestion Immobilière » et « Transaction sur Immeubles et Fonds de Commerce », prendra fin, à l'égard de SERITOUR, dans le délai de trois jours francs à compter de la date de la présente publication et, à l'égard des tiers, dans le délai de trois mois à compter de la même date, conformément aux dispositions des articles 44 et 45 du décret n° 72.678 du 20 juillet 1972.

Imprévisible ?



(Dessin de PLANTU.)

(Suite de la première page.)

Il méritent les qualificatifs les plus élogieux. Et pour une fois, parce que leur prise est vraiment très importante, l'État, la presse, leurs collègues des autres services leur adressent des louanges flatteuses. Le gouvernement par la voix de son porte-parole, M. Max Gallo, a rendu hommage à leur « efficacité », pour avoir arrêté, et plus encore, confondu, un terroriste de premier plan, quelques jours après un attentat meurtrier.

Pourtant, les policiers de la brigade criminelle et leur chef, le commissaire Jacques Genthial, destinataires de ces éloges appuyés, n'ont pas en le loisir de goûter le miel du succès. Mercredi 20 juillet, dans l'après-midi, leurs bureaux du 36, quai des Orfèvres, étaient vides après trois jours d'une activité de ruée. Les policiers étaient allés se coucher, au terme d'une formidable course contre la montre.

Car la réussite, aujourd'hui reconnue, a bien failli leur échapper. Varadjian Garbidjian n'a en effet reconnu être l'auteur de l'attentat d'Orly que mercredi à 4 heures du matin, soit deux heures avant la fin de la garde à vue. Au lever du jour, celui qui admet être « le responsable militaire de l'ASALA en France » pouvait espérer se reprendre, échapper aux aveux, réclamer la présence d'un avocat.

Mais la tension nerveuse avait été trop forte : Varadjian Garbidjian, âgé de vingt-neuf ans, Arménien de nationalité syrienne, a expliqué aux enquêteurs que le vendredi 15 juillet, dans la matinée, il s'était rendu à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) au domicile des Semerci, des Arméniens de nationalité turque, chez lesquels il avait entreposé un lot d'armes automatiques et de grenades, ainsi que des dispositifs de mise à feu. Il a confessé aussi avoir — une charge dissimulée dans un appareil photographique et trois bouteilles de gaz — en compagnie d'Othman Semerci, vingt-trois ans, serbisteur de diamants.

Puis, toujours selon ses déclarations, il s'était rendu en début d'après-midi à l'aéroport d'Orly, dans la file d'attente du vol 929 à destination d'Istanbul, devant les comptoirs de la Turkish Airlines. Il avait confié son sac, contre un billet de 500 francs, à un passager turc qui est sans doute mort dans l'attentat. Garbidjian a également déclaré que la bombe devait exploser en vol, mais les enquêteurs ne cachent pas leur scepticisme sur cette dernière affirmation. Le contenu du sac ne pouvait pas échapper en effet aux contrôles électroniques. Il est donc plus probable que le terroriste se soit contenté de s'éloigner en attendant l'explosion, la commandant même peut-être à distance.

« L'occasion »

Varadjian Garbidjian avait été repéré en France depuis plusieurs mois par les renseignements généraux (R.G.) et la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). Il avait été vu à Paris en compagnie d'Hagop Hagopian, chef présumé de l'ASALA, que l'organisation clandestine avait prétendu mort, l'été dernier, pendant la guerre de Beyrouth. Les policiers avaient suivi et photographié Hagopian, au début de l'année, venu réorganiser le réseau arménien à Paris, à l'occasion de ses visites à certains de ses complices. C'est par cette méthode qu'ont été connus les membres du groupe logistique et leurs domiciles. Il ne manquait plus que l'occasion « judiciaire » de procéder à des perquisitions et à des interrogatoires.

Celle-ci a, hélas, été fournie le 15 juillet, par l'attentat à l'aéroport d'Orly. Lundi 18 juillet à l'aube, les enquêteurs ont découvert des armes, des explosifs et des documents rédigés en turc chez les Semerci, chez Antoine et Othman Aschokyan et l'épouse de ce dernier, Marie-Claude Binteau, chez Bedros Halabian et chez Ouhannes et

Ayenis Katanassian, militants de l'ASALA — la plupart de nationalité turque.

Chez les membres du réseau français de l'ASALA, inculpés de détention d'armes, de dépot et de fabrication d'explosifs, ainsi que d'association de malfaiteurs, les policiers ont trouvé des systèmes « très particuliers », explique-t-on, de mise à feu à retardement, logés dans des boîtes d'allumettes ou dans des boîtiers de montres, dont on a découvert la trace dans plusieurs attentats commis ces derniers mois en Europe. Le groupe français de l'ASALA avait vraisemblablement fabriqué ces systèmes pour des complots installés dans d'autres capitales. Les policiers, selon certaines informations de source sûre, seraient même parvenus à avoir arrêté toute la branche militaire de l'ASALA, au niveau international. Contrainte de quitter Beyrouth l'été dernier, l'organisation clandestine se serait provisoirement repliée en Grèce et à Chypre.

Lors d'une réunion du mouvement à Athènes en janvier, Hagop Hagopian, qui s'était montré publiquement assez éliminé les « modérés » de l'ASALA, Français, Américains et Anglais, en somme, l'origine européenne du mouvement, et ordonné le déplacement vers la France de la branche « mili-

taire », composée essentiellement d'Arméniens de nationalité turque, iraniens ou syriens. Les uns après les autres, ils seraient alors venus s'installer à Paris ou dans la région parisienne. Seuls, demeureraient en Syrie et à Beyrouth les responsables politiques de l'organisation et des animateurs d'un camp d'entraînement installé au Liban, dans la plaine de la Bekaa.

Allées et venues

Les enquêteurs vont désormais s'attacher à retrouver le fil des allées et venues des membres de l'ASALA en Europe, ces derniers mois. Déjà on laisse entendre que l'enquête à Paris permettrait de remonter jusqu'aux auteurs de l'assassinat, le 14 juillet, du chef de l'ambassade de Turquie à Bruxelles, et d'établir un lien direct entre le groupe installé en France et certains Arméniens de nationalité turque et iranienne résidant en Grande-Bretagne. Ces derniers seraient, notamment, responsables de la tentative d'attentat commise le 15 juillet, à Old Bally, près de Londres. Un sac avait été découvert, qui contenait, comme à Orly, le système de mise à feu et des bouteilles de gaz. Les autorités françaises paraissent désormais la partie « diplomatique » de l'enquête sur l'attentat d'Orly. Aucune charge judiciaire n'a pu être retenue contre une vingtaine des Arméniens interpellés lundi. Une dizaine d'entre eux devraient être remis en liberté. Pour les autres, de nationalité turque et iranienne, il est envisagé une mesure d'expulsion car le gouvernement considère que ces étrangers représentent « un danger pour l'intégrité de l'État ». Ils sont, en effet, suspects d'être des terroristes de l'ASALA. Ce soupçon pose le problème de leur lien de destination. Le gouvernement, qui ne peut les expulser vers l'Iran ou vers la Turquie, où ils seraient fort mal accueillis, doit, de jeudi 21 juillet, se mettre en quête d'un pays qui accepte des hôtes aussi embarrassants. En attendant, ils ont été placés sous contrôle judiciaire et restent étroitement surveillés.

PHILIPPE BOGGIO.

L'ATTENTAT NE POUVAIL PAS ÊTRE ÉVITÉ

estime-t-on au ministère de l'intérieur

Il est faux de prétendre que l'attentat d'Orly aurait pu être évité, indique-t-on de source officielle, au ministère de l'intérieur. Certes, la D.S.T. avait « logé » un certain nombre de personnes suspectées d'appartenir à l'ASALA, mais rien ne laissait supposer que celles-ci allaient préparer un attentat. La D.S.T. ne disposait pas d'éléments précis. Elle supputait simplement qu'une action pourrait être entreprise, le 30 juillet 1983, jour anniversaire de la mort d'un militant arménien tué par l'explosif qu'il manipulait.

Beaucoup de réfugiés politiques de nombreux pays étrangers vivent en France, et il est difficile, fait-on remarquer place Beauvau, de procéder à des rafles préventives qui ne donnent rien, puisqu'on ne dispose le plus souvent d'aucun élément matériel sérieux. Il est d'ailleurs de bonne méthode policière, ajoute-t-on, d'attendre d'avoir des éléments précis pour procéder à des interrogatoires et à des perquisitions dans les communautés étrangères en France.

Rien ne permettait d'affirmer que ces suspects détenaient des armes et des explosifs.

Après l'attentat d'Orly, certains hauts fonctionnaires de la police voulaient même attendre plusieurs jours avant de procéder aux interrogatoires, afin d'essayer d'en savoir plus. C'est M. Defferre lui-même qui a décidé dès samedi matin 16 juillet de frapper « vite et fort ». Cette méthode s'est finalement révélée efficace d'autant que la police a immédiatement bénéficié de renseignements précis et a pu utiliser les indications fournies par la D.S.T. On ajoute au ministère de l'intérieur qu'il est quelque peu malaisé de faire la fine bouche devant le succès de cette opération de police, au succès qu'il n'est même pas besoin de chamoiser puisqu'il est évident. Enfin, même si on prend très au sérieux les menaces de l'ASALA, on espère au ministère de l'intérieur que le coup porté à la branche militaire et l'important matériel saisi permettront d'être à l'abri pendant quelque temps.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Maurice Papon assigne M. Michel Sittinsky en diffamation

M. Michel Sittinsky auteur du livre « L'affaire Papon » ainsi que MM. Gilles Perrault, préfacier de l'ouvrage, et Alain Moreau éditeur, viennent d'être assignés en diffamation sur citation directe par M. Maurice Papon, ancien ministre, actuellement localisé, à Bordeaux, de crimes contre l'humanité, en raison de ses fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944.

M. Papon avait déjà demandé en référé la saisie du livre de M. Sittinsky que le président du tribunal de Paris, M. Pierre Drai, lui avait refusé le 6 mai par une ordonnance que la cour de Paris avait confirmée le 22 juin. (Le Monde des 9 et 10 mai et du 24 juin.)

Dans la citation qu'il vient de délivrer, M. Papon précise qu'il ne vise pas les parties de l'ouvrage le mettant en cause pour son activité de secrétaire général de la préfecture de la Gironde, de tels passages étant liés à la procédure pénale en cours à

Bordeaux et pouvant justifier un sursis à statuer du tribunal correctionnel.

L'ancien ministre fonde donc son action uniquement sur les affirmations et les commentaires de l'auteur du livre qui contestent ou mettent en doute son appartenance à la Résistance et estime diffamatoire « l'allégation selon laquelle il revendiquerait à tort des actions, des appartenances et des titres ».

L'affaire doit être appelée, le 22 septembre, devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris, qui, ce jour-là, fixera une date pour ce nouveau débat. M. Papon demande à ceux qu'il poursuit l'F de dommages et intérêts et l'insertion du jugement à intervenir dans dix journaux de son choix.

● L'affaire Barbie. — M. Christian Riss, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier Barbie, a procédé, mercredi 20 juillet, à deux nouvelles confrontations entre l'inculpé et des témoins. Elles avaient pour objet d'établir les relations qui ont pu exister à Lyon, à la fin de l'occupation, entre les services allemands de Barbie et la milice lyonnaise.

Efficacité et légalité

La police savait-elle, pouvait-elle, devait-elle, agir avant ? Agitée de bonne foi ou à des fins politiques, une telle série de questions ne souffre guère de réponse péremptoire.

Un truisme d'abord doit être rappelé : les attentats du type de la tuerie d'Orly ne sont pas un mal facile à prévenir ni à guérir. Les volontés, les moyens, les hommes s'y engagent par des desseins, par des méfaits qui n'ont rien à voir avec la raison. C'est un handicap aussi grand que le secret qui en entoure la préparation.

Qui est chargé de combattre ces forces et ces hommes de destruction ? Services de police, services secrets et, à leurs niveaux respectifs, justice et responsables politiques. La vraie question serait donc plutôt : que peuvent, que veulent, les uns et les autres pour assurer la sauvegarde des personnes et des biens et une paix civile sans troubles ?

D'autres évidences encore, que laisse trop volontiers de côté — négligence ou malveillance — la philosophie du soupçon ou du « il n'y avait qu'à... ». Dans un État de droit, la police agit en liaison avec la justice, et dans une logique de l'indice et de la preuve. Que l'un ou l'autre s'en dégage, de son propre chef ou à l'invité du pouvoir politique ou de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion publique et le risque est grand de bavures, excès et abus de pouvoir divers dont on a vu assez d'exemples pour n'en soulever à personne la répétition.

Dérives

Limitées, les actions de la police et de la justice ? Codifiées, réglées à l'extrême, et c'est un bien. Voilà pourquoi les services de la police, la D.S.T., pouvaient avoir fiché tel ou tel, surveiller l'un ou l'autre sans pour autant agir à l'avance : soutenir la contrainte, c'est accepter les déviances les moins justifiables, et les moins contrôlables.

Séjournant de terrorisme, les services secrets sont souvent mieux placés pour recueillir à l'intérieur (D.S.T.) ou à l'extérieur (D.G.E.) les bribes de ce qui se

trame dans l'univers souterrain des groupes terroristes eux-mêmes plus ou moins liés à d'autres services ou manipulés par eux. Des renseignements doivent être collectés et, chaque fois que c'est souhaitable, mis en commun. Passer à l'acte ? Là encore il ne faut pas être naïf. La légalité n'est pas, par définition, le territoire des services secrets. Mais la séparation des rôles est claire, leur demander d'agir avec vigueur, préventivement sur le territoire national, sur la base de « convictions » et d'informations, avant et en marge de la police et de la justice, c'est réclamer ce qui est rapidement du côté du pire.

Ces considérations élémentaires conduisent toutes à la même évidence : la menace terroriste est un risque perpétuellement suspendu. Les moyens réguliers de la combattre sont impuissants à l'éliminer absolument. Les moyens exceptionnels sont de nature — à supposer qu'ils soient plus efficaces — à compromettre, y compris pour ceux qui sont prompts à le réclamer, la nature même de l'État de droit. Le pouvoir politique, qui le sait, ne doit pas se contenter de féliciter — légitimement — ses policiers après leur rapide succès. Il doit renoncer à l'occulte volontarisme qu'engendrent quelquefois des considérations abstraitement diplomatiques ou concrètement commerciales. Il doit veiller à ce que, dans leur sphère, ses services secrets puissent fonctionner efficacement et sans à-côté, sans renier et prévenir, qu'ils soient, pour les autorités administratives à violer en connaissance de cause la règle de la France « terre d'asile ».

C'est peut-être la leçon la plus dure des récents événements : rejetés dans une certaine désorganisation après le départ de celui-là même — M. Marion — qui avait entrepris d'y mettre de l'ordre et obtenu un arrêt de la dangereuse sympathie syrienne pour toutes sortes d'actions sanglantes, les services de la D.G.E. n'ont sans doute pas pu jouer à Beyrouth ? en Syrie ? à Chypre ? leur rôle, partiel certes, mais décisif.

MICHEL KAJMAN.

Qui a peur de la Syrie ?

Le terrorisme n'est, en Syrie, ses lettres de noblesse, si l'on ose dire. Le mot français « assassin » a été rapporté par les Français du Moyen Âge qui, lors de croisades, avaient eu à subir les assauts des hachichins, ces terroristes qui se dépeignaient au hachich. Retenues dans les montagnes de la région, ils n'en descendaient que pour perpétrer des attentats personnels, visant d'ailleurs aussi des musulmans. Des attentats dont l'auteur rappelle étonnement, par-delà les siècles, ceux que subissent depuis quelques années des nationaux, comme la France ou le Liban, ont le tort de contester les plans bégémeniques de Damas au Proche-Orient.

On s'étonne, on réprouve même que l'Élysée, sous ce sapinnet où sous le prétexte, ait tenté, à travers divers discrets émissaires, sans compter les échanges officiels, de parvenir à un modus vivendi avec la Syrie. Mais Saint-Louis lui-même organisa, pour les mêmes raisons, des tractations avec la secte des Assassins... Cette tradition syrienne de vendetta politique a pris un coup de jeune avec l'arrivée au pouvoir à Damas, en 1970, à travers le général Hafez el-Assad et sa famille, de la communauté montagnarde alaouite. Ces musulmans hétérodoxes issus du chiisme ont été perçus, ou, au mieux, méprisés depuis dix siècles par les musulmans sunnites orthodoxes majoritaires en Syrie. Les alaouites syriens qui n'ont pas de rapport avec la dynastie du même nom au Maroc, si ce n'est que les deux se rattachent à Ali, gendre de Mahomet) avaient jadis fourni des adeptes aux hachichins dont ils conservèrent, comme moyen de défense du fief, l'usage de la vengeance politique par le biais d'assassinats de personnes.

Cette funeste habitude s'est toujours exercée en s'entourant du maximum de secret et en laissant le moins de preuves possibles. Elle s'est « affinée » encore à notre époque, en adoptant les techniques plus perfectionnées que la dague ou le lazar. Comme l'écrit cette semaine Le Canard enchaîné, « le tableau de chasse attribué aux Syriens et aux groupes terroristes contrôlés par leurs services secrets est des plus riches ». Cela va, pour les seules actions situées en France ou à l'étranger, de l'assassinat de l'ambassadeur français à Beyrouth, Louis Delamare, en septembre 1981, à l'explosion d'une voiture piégée (onze morts) à l'ambassade de France dans cette ville, en mai 1982, en passant par un autre véhicule piégé (sans mort) sautant devant un magasin arabe pro-iraquien (Damas est en « conflit idéologique » avec Bagdad) de Paris, El-Hatim el-Arabi (la Nation arabe), et par l'assassinat du représentant palestinien adjoint à Paris, Fadel Dani, pour ne citer que les opérations les plus meurtrières. Au Liban, on rappellera que l'attentat fatal contre le président élu Bechir Gemayel paraît devoir être attribué à un chrétien libanais affilié au Parti populaire syrien, une formation libanaise proche de Damas.

On ne peut manquer aujourd'hui de relever que l'auteur du sanglant attentat d'Orly est un jeune Arménien de l'une de ces familles qui furent accueillies dans ce pays après les massacres d'Anatolie. Cette filière permettra-t-elle enfin de désamarrer sans détours — car jusqu'à présent Paris n'a jamais eu de preuves suffisantes pour le faire — la très vieille et très moderne secte des Assassins ? J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

清中國
朝國

La Chine des Ts'ing
CADEAUX

Bijoux et petits objets d'art ancien
de 50 F à 1000 F
14, RUE DE L'UNIVERSITÉ - PARIS VII

هكمان النحل

AUTEUR DE L'ATTENTAT D'ORLY

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Un bravo unanime mais des questions

Pour une fois la presse est unanime. « Bravo ! écrit L'Express, dans le *Matin* de Paris, L'histoire de l'arrestation éclair du poseur de bombe d'Orly a une morale : la volonté politique paye (...). L'homme arrêté sera le germe d'un harcèlement de menaces terroristes et peut-être plus. Le danger était évident mais incontestable. Reste maintenant à savoir comment se protéger contre de tels risques tout en restant fidèles aux principes d'une justice socialiste ».

« Il s'agit d'un succès incontestable des policiers dans leur lutte contre le terrorisme international, souligne Bernard Grobstein dans le *Parisien libéré*. Mais beaucoup se demandent aujourd'hui, devant la relative facilité avec laquelle les enquêteurs ont pu, dès lundi matin, effectuer un coup de filet précis, si l'attentat d'Orly et ses morts n'auraient pu être évités. Résumant les faits, l'*Humanité* consacre son titre principal, en première page, à l'arrestation de l'auteur de l'attentat ».

Pour *Libération*, « c'est une première, et pas seulement pour le gouvernement socialiste. Le septennat giscardien n'avait pas montré beaucoup d'efficacité dans l'élimination des affaires de terrorisme, note Jean-Michel Bongueron. La prise est d'autant plus spectaculaire qu'elle fait figure d'exception, romment menée dans une série d'enquêtes où la police, dépitée, s'était depuis longtemps habituée à faire chouer blanc ».

Les quotidiens d'opposition ne sont pas en reste. Le *Quotidien de Paris* estime que « l'arrestation de Varadjan Garibidjan (...) constitue de la part de la police française une promesse qui doit être saluée ». Le *Figaro* affirme, lui aussi, qu'il s'agit d'un « incontestable succès pour la police et les services secrets français ». Mais, plus que les autres, ces deux journaux expriment diverses interrogations. Dans le premier, Gérard Leclerc écrit : « Il n'est pas possible de croire un soupçon que se soit fait plaisir à insérer qu'un républicain fut froidement. Ce Varadjan Garibidjan, la police le connaissait très bien et depuis longtemps. (...) Comment se fait-il alors que les mesures immédiates qui s'imposaient n'aient pas été prises. (...) La police française serait-elle en proie au « complexe des Irlandais » ? (...) Le G.L.G.N., avait eu quelques bonnes raisons d'agir comme il l'avait fait à Vienne. Désormais après avoir été louangé, il est désormais plus prudent. Mais l'exemple risque d'être contagieux et de contaminer la police. Est-ce parce qu'elle ne voulait pas commettre d'impair et être à son tour désavouée qu'elle s'est abstenue d'agir la semaine dernière ? L'affaire est trop grave pour ne pas être tirée parfaitement au clair ».

Dans le *Figaro*, Max Cio se pose deux questions : « La première est de savoir si le gouvernement français est prêt à assumer les risques de la fermeté. En clair : des morts. Ou s'il se contente de battre l'estradale, comme d'autres avant lui, avant de capituler. La seconde est de savoir s'il dispose des moyens nécessaires pour, d'abord, limiter le danger à un niveau acceptable par la population, ensuite, obtenir des résultats dans un délai raisonnable. Malheureusement, nous sommes sceptiques sur les deux plans ».

LES MESURES DE SÉCURITÉ DANS LES AÉROPORTS : TRÈS DISCRÈTES

« Les mesures de sécurité habituelles sont renforcées », annonce-t-on à la direction d'Aéroport de Paris. Sans précision. La police de l'air et les frontières (PAF) ne veut pas en dire plus « pour ne pas renseigner les terroristes ». En fait, le filtrage des voyageurs et les fouilles « à l'israélienne » ne concernent que les passagers de Turkish Airlines et les clients d'Air France à destination d'Istanbul.

Des renforts de police ont bien été envoyés à Orly et à Roissy, mais leur présence reste très discrète. Les passagers des vols Air France accèdent librement aux comptoirs d'enregistrement et ne font l'objet d'aucun filtrage particulier. Seule note témoignage d'un surcroît de précautions : les appels à refuser tout colis d'une personne inconnue répétés sur les panneaux de carton et sur les écrans de la télévision intérieure. Cette indication aussi : « Embarras impérial après l'enregistrement des bagages ». Si un voyageur ayant enregistré des bagages se présente pas dans l'avion, tous les passagers doivent descendre et identifier leurs bagages de suite. Cette précaution, d'usage courant dans les aéroports, deviendra donc systématique.

LE CONGRÈS MONDIAL DE LAUSANNE

« Ressusciter la cause arménienne »

De notre correspondant

Lausanne. — Au lendemain des attentats de Bruxelles et d'Orly, le deuxième congrès mondial arménien, qui s'est ouvert mercredi soir, 20 juillet, à Lausanne, se propose de dépasser les divisions de la diaspora arménienne pour constituer un organisme représentatif pouvant parler en son nom. Véritable cheville ouvrière de ce congrès, un pasteur suisse d'origine arménienne, M. James Karmasian, ne cache pas la difficulté de l'entreprise, mais il estime que le moment est venu de trouver une troisième voie entre le légalisme stérile des partis traditionnels et l'activisme des groupes terroristes.

« Notre idée, explique-t-il, est de mettre tous les Arméniens sous un même toit, au-dessus de toute divergence idéologique. Nous voulons sortir la diaspora de sa léthargie en mobilisant la majorité silencieuse autour d'une place-forme politique dans laquelle chaque Arménien pourra se reconnaître. Actuellement, seule une petite minorité d'Arméniens sont affiliés à des partis qui prétendent parler en notre nom. Pour le moment, nous n'avons pas cette prétention, mais tel est bien notre projet : unir le peuple arménien dans sa lutte pour la reconnaissance du génocide de 1915 et la libération des territoires occupés par la Turquie ».

Selon ses promoteurs, le Congrès mondial arménien se veut à mi-chemin entre le Congrès juif mondial et le Conseil national palestinien. Il se réclame de bases idéologiques nationales et démocratiques s'inscrivant dans la ligne des mouvements de libération nationale du XIX^e siècle. Se situant ni à gauche ni à droite, il aspire à devenir un parlement démocratique et se veut ouvert à toutes les tendances de la diaspora. Plusieurs dizaines de participants arrivés des quatre coins du monde s'étaient retrouvés lors de la réception d'ouverture dans les salons de l'hôtel Beau Rivage, au bord du lac Léman.

Comme le rappelle une plaque commémorative, c'est là que fut conclu, le 24 juillet 1923, entre les Alliés occidentaux et la Turquie, le traité de Lausanne, qui devait sacrifier les droits nationaux du peuple arménien. Parmi les délégués, des représentants du Mouvement national arménien, quelques militants proches de l'ASALA, mais la plupart venus à titre individuel. Les partis traditionnels, notamment le

« Des gens pacifiques »

L'ambiguïté de cette rencontre est apparue dans l'attitude du président de l'Union arménienne de Suisse, M. Sarkissian, qui a accepté de prononcer une allocution de bienvenue tout en s'abstenant de participer aux délibérations. M. Sarkissian a cependant laissé entendre que son association pourrait se rallier au Congrès « si ses thèses finales sont acceptables pour tous ».

Tout en lui conférant un relief inattendu, les attentats de l'ASALA font aussi planer une ombre sur la rencontre de Lausanne. « C'est horrible. Je suis choqué par ce qui s'est passé à Orly, nous a dit le pasteur Karmasian. Mais ce sont les autorités turques qui portent la principale responsabilité et qui, par leur intrépidité, provoquent de tels actes. En général, les Arméniens sont des gens pacifiques. C'est l'histoire de leur histoire. Ils ont toujours combattu sur le plan spirituel. » Pour autant, ajoute-t-il, il existe des moments qui engendrent la violence quand, depuis soixante-huit ans, le monde se voit sur un problème qui n'est pas résolu. On voit aujourd'hui les signataires du traité de Lausanne. Pour préserver leur responsabilité et qui, par leur intrépidité, provoquent de tels actes. En général, les Arméniens sont des gens pacifiques. C'est l'histoire de leur histoire. Ils ont toujours combattu sur le plan spirituel. »

Utopie

Pragmatique, le pasteur Karmasian n'attend pas de miracle et reconnaît que pour l'instant son projet d'une Assemblée indépendante relève encore de l'utopie. Mais il ne baisse pas les bras pour autant, convaincu qu'il est de la justice de sa cause. « Comme tout peuple, affirme-t-il, nous avons le droit à vivre à l'intérieur de nos propres frontières avec notre propre gouvernement. » Dans l'immédiat, il s'agit de convaincre

les pays occidentaux de faire reconnaître le génocide des Arméniens par l'ONU, conformément au paragraphe 30 d'un rapport présenté à la commission des droits de l'homme et que la Turquie avait refusé de faire supprimer. Cette revendication satisfait, la Turquie serait amenée à son tour à reconnaître le génocide, et un dialogue pourrait alors s'engager.

Le pasteur Karmasian estime que les États-Unis d'abord et l'Union soviétique ensuite auraient tout intérêt à agir en ce sens. De la France, il attend un geste comparable à la déclaration franco-mémoiriste qui avait reconnu la « représentativité » de l'opposition révolutionnaire au Salvador. Si l'impasse persiste et qu'aucune issue ne se dessine dans un proche avenir, le pasteur Karmasian craint que la violence ne s'intensifie, créant ainsi de nouveaux problèmes à la communauté internationale.

La réunion de ce congrès, qui se terminera dimanche 24 juillet, a suscité des protestations dans les milieux turcs de Suisse, qui ont vainement demandé au président de la Confédération de l'annuler.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

UNE LETTRE DE L'AMBAassadeUR DE GRÈCE EN FRANCE.

M. Christos Rokoffos, ambassadeur de Grèce en France, nous a adressé la lettre suivante :

C'est avec un certain étonnement que j'ai vu, dans *Le Monde* daté du 20 juillet, l'examen des dossiers des fonctionnaires traduits devant lui après les manifestations du 3 juin (*Le Monde* du 20 et 21 juillet) et proposé de nouvelles sanctions au ministre de l'Intérieur.

Elles sont les suivantes : pour M. Jacques Gausse, gardien de la paix au commissariat du douzième arrondissement à Paris, la révocation ; pour M. Nadine Joly, commissaire principal, chef de la brigade du métro, et M. Joël Roux, gardien de la paix à la même brigade, des mutations ; pour MM. Antoine Alessandrini, secrétaire général du syndicat C.F.T.C.-Police, et Jean Susini, inspecteur à la deuxième brigade territoriale, des blâmes.

Je m'imaginais, en effet, mal comment la Grèce — ou tout autre pays civilisé — serait légitimée d'extraire de la Turquie des personnes ayant commis en Grèce des infractions d'origine contre un pays tiers.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 20 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été publié :

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le premier ministre a présenté une communication sur la présence des Français dans les organisations internationales intergouvernementales. Deux mille de nos compatriotes travaillent à ce jour dans plus de trois cents organisations internationales et, notamment, aux Communautés européennes et dans les organisations dépendant des Nations unies. Leur nombre et leur diversité sont traduits l'attachement de la France à ces organisations.

Le gouvernement respecte l'indépendance de ces agents dans l'exercice d'une mission qu'ils accomplissent au bénéfice de la communauté internationale tout entière. Il tient cependant à être à leur écoute et à les aider dans les problèmes qu'ils peuvent rencontrer à l'étranger ou lors de leur retour en France.

En particulier, grâce à des mesures législatives et réglementaires spécifiques, les années passées dans une organisation internationale sont désormais comptées comme des années de service public au sens du droit administratif français. Les intéressés pourront s'en prévaloir pour se présenter aux concours internes de la fonction publique française ou être intégrés dans l'administration française au tour extérieur.

Investissent, les fonctionnaires français pour des raisons d'accueil plus aisées leur mobilité dans les organisations internationales.

Pour renforcer l'action des pouvoirs publics, un délégué aux fonctionnaires internationaux sera institué auprès du premier ministre. Il aura pour mission, avec l'assistance du service des fonctionnaires internationaux du ministère des relations extérieures, de connaître de l'ensemble des problèmes touchant à la

situation des Français dans les organisations internationales.

Pour donner le maximum d'efficacité au comité des fonctionnaires internationaux, placé auprès de la direction générale de l'administration et de la fonction publique et réunissant les directeurs du personnel des administrations centrales de l'État, les associations représentatives des Français servant dans les organisations internationales seront invitées à participer à ses travaux.

MARCHÉS PUBLICS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté une communication sur les marchés publics.

Les commandes publiques jouent un rôle essentiel dans l'économie française. Elles soutiennent l'activité et l'emploi dans de nombreuses entreprises et dans des secteurs importants.

L'action des pouvoirs publics a pour but de permettre aux collectivités publiques d'accéder aux meilleurs produits, tout en stimulant l'effort de compétitivité de nos industries.

D'une part, la commission centrale des marchés s'attachera à développer l'information des administrations et collectivités intéressées, la formation des acheteurs publics, l'accès de toutes les entreprises, et notamment les petites et moyennes entreprises, aux marchés publics.

D'autre part, le rôle de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) en matière de conseil d'orientation et d'information des pouvoirs publics et des industries sera développé.

Enfin, la réglementation en vigueur sera rapprochée de ceux qui ont la charge de passer des commandes publiques, afin que le paiement des fournisseurs, travaux et prestations intervienne dans des délais normaux.

CORSE

Pour permettre la prochaine mise en place des offices agricoles de la Corse, le conseil des ministres a approuvé un décret étendant la

concession de la Société pour la mise en valeur de la Corse (Somivac).

SITUATION INTERNATIONALE

Conférence de Madrid. — Au terme de près de trois ans de travaux, la troisième réunion de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui réunit à Madrid les trente-trois pays signataires de l'acte final à Helsinki, est sur le point d'adopter définitivement le texte de ses conclusions.

Le gouvernement marque sa vive satisfaction de cet aboutissement qui permettra notamment, selon le vœu de la France, que s'ouvre au début de 1984 une conférence sur le désarmement en Europe, dont la première tâche sera de rétablir une plus grande confiance de l'Atlantique à l'Oural.

Amérique centrale. — Le conseil a été informé des réunions qui viennent d'avoir lieu à Caracas entre les quatre présidents du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela). Il estime que leur déclaration sur la paix en Amérique centrale mérite l'appui de tous les pays qui souhaitent un développement pacifique et indépendant dans l'hémisphère américain. Cette déclaration insiste en effet sur la limitation contrôlée des armements, le départ des

LES SUITES DE L'AFFAIRE ORSONI

Une dixième personne a été inculpée

M. Philippe-Emile Vincenti, soussigné sus, interpellé la semaine dernière à Ajaccio où il était assigné à résidence (*Le Monde* du 19 juillet), a été inculpé d'association de malfaiteurs et éconduite, dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Guy Orsoni. Vincenti — dixième inculpé de l'affaire — aurait été en contact direct avec les principaux protagonistes et serait susceptible de connaître le mobile de la disparition.

La plaque commémorative du souvenir de Guy Orsoni, inaugurée à Véro le 10 juillet par un commando masqué de l'ex-F.L.N.C., a été enlevée sans incident, mercredi 20 juillet, par une équipe de policiers et de gendarmes agissant sur ordre du commissaire Broussard.

D'autre part, onze personnes ont été interpellées à Bastia, mardi soir 19 juillet, après la découverte la veille de cinq cents grammes d'explosifs dans une rue de la banlieue de Bastia. Sept d'entre elles ont été remises en liberté après vingt-quatre heures de garde à vue. L'enquête s'est orientée vers le personnel d'une boîte de nuit, car une veste de serveur de cet établissement se trouvait dans le sac contenant l'engin explosif.

Enfin, un quatrième attentat a été commis en Corse dans la nuit du

mardi 19 au mercredi 20 juillet (*Le Monde* du 21 juillet) contre le domicile de M. Pierre Béard, administrateur en chef des affaires maritimes à Ajaccio, causant d'importants dégâts matériels.

Le préfet de région de la Corse du Sud, M. Paul Bernard, a été appelé en consultation à Paris, mercredi 20 juillet, pour faire le point sur la situation dans l'île.

De son côté, le secrétaire général du parti républicain, M. Philippe Léotard, qui effectuait une tournée en Corse dans le cadre de l'été républicain, a déclaré mercredi 20 juillet : « Une nouvelle fois dans notre histoire, le socialisme s'est fait complice, par légèreté et impudence, d'une forme nouvelle de fascisme. Les socialistes sont désormais pris au piège, en Corse, de leur complaisance passée. Les terroristes, qui utilisent le vocabulaire de la guerre d'Algérie, se trouvent maintenant face à ceux qu'ils ont jadis aidés quand ils étaient installés sans risque dans l'opposition. Nous ne devons pas répondre sur le même terrain. Les poseurs de bombes se sont engagés d'eux-mêmes dans un processus de type fasciste. Les républicains sauront trouver les réponses de la démocratie », a conclu M. Léotard.

POLICE

LES PROPOSITIONS DE SANCTIONS APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 3 JUIN

Le conseil de discipline de la police nationale a poursuivi, mercredi 20 juillet, l'examen des dossiers des fonctionnaires traduits devant lui après les manifestations du 3 juin (*Le Monde* du 20 et 21 juillet) et proposé de nouvelles sanctions au ministre de l'Intérieur.

Elles sont les suivantes : pour M. Jacques Gausse, gardien de la paix au commissariat du douzième arrondissement à Paris, la révocation ; pour M. Nadine Joly, commissaire principal, chef de la brigade du métro, et M. Joël Roux, gardien de la paix à la même brigade, des mutations ; pour MM. Antoine Alessandrini, secrétaire général du syndicat C.F.T.C.-Police, et Jean Susini, inspecteur à la deuxième brigade territoriale, des blâmes.

Le conseil a classé sans suite les dossiers de MM. Raymond Loize et Jean-Luc Querrien, commissaires. Le ministre de l'Intérieur dispose d'un mois pour faire savoir aux intéressés s'il accepte ou non les propositions du conseil de discipline.

M. Delferre avait, à l'origine, sanctionné directement MM. Paul Cousseran, directeur général de la police nationale, qui fut démis de ses fonctions, André Bague, directeur de la sécurité publique à Paris, mis à la retraite d'office, Rémy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels (U.S.C.), révoqué ainsi que M. Didier Gaudouet, l'un des dirigeants de la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.F.I.P.). Pour sa part, le conseil de discipline a proposé à ce jour quatorze autres sanctions, allant de l'avertissement à la révocation.

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 20 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre :
Sont élevés, dans la 1^{re} section, aux rang et appellation de général de corps aérien les généraux de division aérienne Bernard Cornavin.

Est élevé, dans la 1^{re} section, aux rang et appellation de général de corps aérien et nommé commandant des écoles de l'armée de l'air le général de division aérienne Nicolas Fèvre.

Est élevé, dans la 1^{re} section, aux rang et appellation de général de corps aérien et nommé commandant des forces aériennes stratégiques le général de division aérienne Michel Ghesquière.

• Air :
Est élevé, dans la 1^{re} section, aux rang et appellation de général d'ar-

au nom du groupe de Contadora sera entendu par les pays centra-américains et par les autres gouvernements intéressés.

C.E.E.

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a rendu compte des travaux des conseils des Communautés qui se sont réunis récemment à Bruxelles, et notamment du conseil des ministres de l'Agriculture et du conseil des ministres des relations extérieures.

Ce dernier conseil a adopté, en particulier, le mandat de la Communauté et des États membres en vue de la négociation d'une nouvelle convention A.C.P.-C.E.E.

M. Jean-Pierre Vincent est nommé administrateur de la Comédie-Française

M. Jean-Pierre Vincent a été nommé administrateur de la Comédie-Française (*Le Monde* du 21 avril).

Cette nomination a « valeur de symbole », a souligné le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, en notant que Jean-Pierre Vincent est ainsi le plus jeune administrateur de la Comédie-Française, et que c'est un metteur en scène à part entière qui accède à cette fonction.

D'autre part, à la Cour des comptes, M. Pierre Moine, président de chambre, est nommé procureur général ; de son côté, M. Jules Leprieux, inspecteur général de l'INSEE, est nommé conseiller maître en service extraordinaire.

Enfin, M. Jacques Le Bihan sera nommé prochainement directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
0 387 25 00
33, rue des Dames, Paris 17^{ème}
les cours continuent en juillet et août.

LA PREMIERE BIOGRAPHIE CONSACREE AU PERE DE L'EGYPTOLOGIE

Une entreprise que nous souhaitons tous sans trop oser y croire !

Ch. Desroches Noblecourt
Inspecteur général honoraire des Musées de France.



Une incomparable initiation au grand savant et au grand honnête homme que fut Champollion.
Jean Lacouture.

524 pages
PYGMALION
GERARD WATTELET

Le Monde DE L'EDUCATION

PALMARES 83:

CLASSES PREPARATOIRES LES MEILLEURES
GESTION LES MAITRES FACE AUX ECOLES
ECOLE D'INGENIEURS LES PATRONS JUGENT LES ENSEIGNANTS
UNIVERSITES LES PLUS EFFICACES
(DOCTORATS, CAPES, AGREGATIONS, SC. ECONOMIQUES, SC. POLITIQUES, GEOLOGIE, GESTION)

Les devoirs de vacances: OUI ou NON ?

Diesel moins cher ! Une offre exceptionnelle !

• 3 HORIZON EX diesel
• 2 604 turbo diesel
• 1 TAGORA turbo diesel

Véhicules d'exposition 1983, 0 km
PRIX SPECIAL

Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

VALMONT clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 GLION-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. de Genève - Tél. 1941-21, 6348-51 (10 lignes) - Téléc. 453.157
600 m d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie, Physiothérapie - Kinésithérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie - Electrocardiographie - Rayons X - Examens de laboratoire.
TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE

ÉDUCATION

Admissions aux agrégations

Nous publions ci-dessous une nouvelle fois les résultats de l'agrégation de philosophie qu'il était impossible d'identifier dans nos premières éditions du 21 juillet en raison d'une omission typographique.

● Philosophie
M^{me} et M^{lle} Maria Agier (34^e ex.); Laurence Ayache (32^e ex.); Claire Barberis (36^e ex.); Bruno Barthelme (27^e ex.); Marie-Hélène Belin (12^e ex.); Christian Bouchet (36^e ex.); Denis Clouet (41^e ex.); Jacques Colson (31^e ex.); Chantal Collet (34^e ex.); Marie-Dominique Couzinet (17^e ex.); Jacques Crozier (27^e ex.); Syl. Derouineau (7^e ex.); Marie-Hélène Gambier (17^e ex.); Francis Guibal (2^e ex.); Yves Harder (3^e ex.); François Huard (21^e ex.); Marc Israël (4^e ex.); Sandra Langier (21^e ex.); Jérôme Laurent (6^e ex.); Jean-François Lavigne (1^e ex.); Jean-Michel Le Lanou (17^e ex.); Antoine Leandri (24^e ex.); Lionel Leroy (25^e ex.); Hélène L'Huillier (17^e ex.); Bernard Mahille (38^e ex.); Jean-Pierre Marcos (13^e ex.); Clélia Morali (13^e ex.); Myriam Pariente (9^e ex.); Marc Parmentier (4^e ex.); Roger Pouivet (13^e ex.); Yves Prouet (31^e ex.); Michel Puech (16^e ex.); Charles Ramond (7^e ex.); Hadi Rizk (25^e ex.); Anne-Marie Sakai (21^e ex.); José Saureret (39^e ex.); Eric Schmitt (9^e ex.); Carole Talon (39^e ex.); Fr. Tellier-Lambin (24^e ex.); Pierre Terrail (11^e ex.); Stéphane Thibierge (41^e ex.); Isabelle Thomas (29^e ex.).

● Génie mécanique
M^{lle} Michel Agullo (16^e ex.); Jean-Guy Barreau (6^e ex.); Joël Berthelot (31^e ex.); André Billouet (4^e ex.); Jean-Pierre Boisson (47^e ex.); Philippe Bonnet (7^e ex.); Daniel Bouton (27^e ex.); Jean Bouvier (31^e ex.); Daniel Brissaud (16^e ex.); Pascal Cartron (43^e ex.); Jean-François Chabrier (20^e ex.); Claude Charnat (43^e ex.); Michel Chevre (18^e ex.); Marcel Clobet (47^e ex.); Jean-Luc Cossalter (13^e ex.); Hervé Coullias (15^e ex.); André Dambach (42^e ex.); Philippe Delaire (37^e ex.); Fabrice Georges (35^e ex.); Marc Gillet (30^e ex.); Jean-Pierre Giroud (37^e ex.); Jean Goulas (20^e ex.); Bernard Graffe (37^e ex.); Laurent Grebl (18^e ex.); Christophe Huon de Kermaecq (27^e ex.); Christian Inguez (25^e ex.); Robert Jaulet (8^e ex.); Didier Lamy (43^e ex.); Thierry Levallois (29^e ex.); Dominique Le Coq (8^e ex.); Eric Lebrun (5^e ex.); Etienne Lefur (2^e ex.); Stéphane Luce (20^e ex.); Jean-Paul Mace (43^e ex.); Michel Nowe (23^e ex.); Robert Papanicola (25^e ex.); Marc Paycolle (8^e ex.); Benoît Poulet (33^e ex.); Philippe Quaegebeur (1^e ex.); Pierre Said (8^e ex.); Philippe Taillard (8^e ex.); Luc Thomas (13^e ex.); Jean-Michel Thourin (24^e ex.); Jean-François Tournier (33^e ex.); Claude Trincat (41^e ex.); François Villeneuve (3^e ex.); Didier Voisin (35^e ex.).

● Sciences physiques (option physique)
M^{me} et M^{lle} Brigitte Abisset (12^e ex.); Jean-François Arvis (24^e ex.); Rémy Barbet-Massin (6^e ex.); Christophe Bauder (42^e ex.); Daniel Beaufils (38^e ex.); Hervé Bergeron (4^e ex.); Denis Bernard (2^e ex.); Anne-Marie Bernier (23^e ex.); Christophe Blondel (7^e ex.); Jean-Michel Bouvier (73^e ex.); Alain Brenier (71^e ex.); Catherine Cachet (17^e ex.); Alain Calvet (15^e ex.); Alain Campagne (19^e ex.); Michèle Chauvin (71^e ex.); Sophie Cribier (45^e ex.); Jean-Gabriel Cuby (55^e ex.); Pascal Dellouze (29^e ex.); Christine Deplis (30^e ex.); Charles Desfrancis (18^e ex.); Jacques Des-

moulin (49^e ex.); Sophie Despres (42^e ex.); Evelyne Deville Duc (47^e ex.); Yves Dupont (10^e ex.); Christophe Dupraz (16^e ex.); Benoît Eloueguy (41^e ex.); Elisabeth Fleck (33^e ex.); Antoinette Fleisch (40^e ex.); Antoine Focacci (30^e ex.); Patricia Fournier-Lagarde (27^e ex.); Vincent Fraticelli (5^e ex.); Pierrette Gaudé (57^e ex.); Maryvonne Gerin (3^e ex.); Bertrand Girard (59^e ex.); Dominique Guest (34^e ex.); Anne-Marie Heron (21^e ex.); Pascal Hornung (26^e ex.); Daniel Husson (70^e ex.); Etienne Jammes (53^e ex.); Bruno Jeaufray (74^e ex.); Alain Lafond (61^e ex.); Danièle Launer (35^e ex.); Pierre Le Fur (64^e ex.); Marc Le Palud (66^e ex.); Françoise Leca (60^e ex.); Christine Leygac (24^e ex.); Frédéric Masset (61^e ex.); Dominique Meneret (51^e ex.); Hélène Mensch (22^e ex.); Nicole Michaut (32^e ex.); Marie Millet (9^e ex.); Pascale Monier (61^e ex.); Elisabeth Mutin (39^e ex.); Frédéric Nallet (12^e ex.); Gilles Panfili (67^e ex.); Claire Pierre dit Méry (47^e ex.); Sophie Pigne (57^e ex.); Jean-François Pinton (37^e ex.); Alain Pocheux (55^e ex.); Brigitte Pondaven (52^e ex.); Alain Pumié (20^e ex.); Michel Renard (8^e ex.); Florence Rerolle (74^e ex.); Catherine Ronze (36^e ex.); Yves Roussel (69^e ex.); Paul Roux (11^e ex.); Daniel Ruzé (65^e ex.); Hubert Saleur (1^e ex.); Pierre Sallé (46^e ex.); Walter Schon (27^e ex.); Jean Scremin (67^e ex.); Philippe Signoret (49^e ex.); Christian Tanguy (14^e ex.); Fabrice Vallée (53^e ex.); Michel Zagala (44^e ex.).

FAITS DIVERS

Orages : sept morts en France

Les orages qui se sont abattus sur plusieurs régions françaises dans la nuit du 19 au 20 juillet, ont provoqué la mort de sept personnes, fait de nombreux blessés et causé de très importants dégâts matériels.

Dans le Morbihan, un orage d'une rare violence s'est concentré sur la presqu'île de Quiberon, où le vent a atteint la force 7 et a entraîné des dommages considérables, notamment sur les terrains de camping, dont les occupants ont dû être évacués par les services de la municipalité.

La Dordogne a particulièrement souffert des orages de grêle et la préfecture a dû faire appel à des détachements de militaires pour venir en aide aux sinistrés, essentiellement dans les communes de Terrasson, de Vergt et de Thénon. Plus de trois mille maisons et bâtiments publics ont été endommagés et de nombreux commerces et entreprises ont dû interrompre leurs activités.

Dans la Gironde, les campings de la côte aquitaine ont été très éprouvés par une tornade au cours de laquelle on a enregistré des vents de force 9. Un touriste néerlandais a été tué et plusieurs autres campeurs blessés.

La Loire-Atlantique a subi d'importants dégâts, particulièrement la ville de Nantes et sa région, dans un rayon de 20 km.

Le C.D.I.A. (Centre de documentation et d'information de l'assurance) indique que toutes les personnes victimes de dégâts matériels dus aux récentes intempéries doivent adresser au plus tôt une déclaration à leur assureur afin d'être indemnisées.

INFORTUNÉ GROS LOT

On les avait baptisés « les fiancés millionnaires de la Saint-Valentin ». Marie-Christine et Joël, qui n'avaient pas encore vingt ans, avaient gagné le gros lot en 1980 : 4 700 000 F un tirage du Loto. Deux ans plus tard, ils sont ruinés et séparés. Joël ne peut plus compter sur les indemnités de chômage qu'il touchait avant son coup de fortune et Marie-Christine essaie de partager avec un autre homme les joies saines et bon marché de la nature. Ils ont été contraints de vendre aux enchères, mardi 19 juillet, la maison qui leur avait coûté 1 300 000 F.

Trop jeunes et tendres; on leur a tendu la laine sur le dos. 2 millions par ci, pour acquiescer, sans reconnaissance de dettes, un fonds de commerce, 23 500 F par là pour investir dans une affaire, douteuse, quelques centaines de milliers de francs généreusement distribués aux parents et aux amis... Le magot a fondu à vue d'œil.

Enfin, les voilà débarrassés de tant d'argent et sortis de ce conte de fée cruel qui les a criblés de dettes et accablés de soucis. A vouloir jouer ses rêves, on est trop souvent perdant. Les coups simples, en tout cas, s'en remettent... Marie-Christine et Joël avaient en le temps de s'offrir un voyage à Disneyworld en Floride.

MÉDECINE

La gestion de l'hôpital Sainte-Anne à Paris

Après la publication dans le Monde du 5 juillet d'un extrait du rapport de la Cour des comptes consacré à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, M. Oswald Rouquet, qui dirige cet établissement de 1963 à 1979, nous écrit :

Je m'étonne que l'hôpital Sainte-Anne à Paris soit le seul hôpital pris à parti dans ce rapport. Je pense que s'il avait été procédé à la vérification des comptes des hôpitaux psychiatriques qui dépendent du même receveur des finances, on se serait rendu compte que tous les avantages réservés au personnel sont appliqués dans tous les hôpitaux psychiatriques de Paris et de la région parisienne.

Je tiens solennellement à affirmer qu'aucune décision importante, tout au long de ma gestion, n'a été prise sans les avis favorables des comités techniques paritaires (C.T.P.), des commissions médicales consultatives (C.M.C.), du conseil d'administration de l'hôpital et approbation de la tutelle - Direction des affaires sociales et sanitaires (DASS) - préfet de Paris.

Ce sont donc ces mêmes organismes qui ont approuvé, sur proposition du président du Conseil de Paris, en 1975, de nommer l'architecte et le confirmer après un essai concluant de trois ans, en 1978.

La Cour signale « de nombreuses irrégularités dans l'exécution des contrats de modernisation, qui au-

ront coûté au total 40 millions de francs au lieu des 19 millions qu'avaient prévus les estimations initiales ». Je tiens à affirmer qu'il s'agissait d'une première étape du plan directeur, entièrement financé pour 17,1 millions de francs à mon départ. Les autres dépenses, qui ont abouti à la somme de 40 millions, ont été engagées depuis mon départ.

La solution adoptée a été prise dans le cadre des dispositions du paragraphe 4 de l'art. 312 bis du code des marchés publics, qui ne prévoit pas de mise en compétition des concepteurs lorsque les travaux sont conformes à un projet technique de base résultant d'études faites par la collectivité publique.

Que pèsent ces « irrégularités », purement formelles face aux efforts déployés pendant seize ans pour sortir l'établissement de la vétusté qui le gagnait ? Après des années de lutte, le plan directeur fut présenté au conseil d'administration en 1974 qui l'adopta. Il fut soumis à la commission régionale des opérations immobilières de l'architecture et des espaces protégés en 1975, puis au Conseil de Paris en 1976, pour être enfin agréé par le ministre de la Santé, le 2 août 1976; les marchés ont été approuvés par l'inspecteur général de la DASS et par le préfet de Paris de l'époque, et confirmés par les décisions ministérielles des 4 et 10 avril 1979.

Vous comprendrez que je tiens à défendre mon honneur, certes, mais aussi celui de ce grand hôpital de réputation internationale et où des médecins et neurochirurgiens sont venus se former du monde entier. Je ne peux regretter qu'à cette occasion on ait pris à parti le personnel et certains professeurs et médecins du corps médical.

UN ADOLESCENT TUÉ PARCE QU'IL FAISAIT TROP DE BRUIT

Un jeune homme, âgé de dix-sept ans, d'origine algérienne, Ahmed Benkhidi, a été tué mercredi soir 20 juillet vers 22 heures, dans le centre de Grenoble (Isère), d'une balle de pistolet, parce qu'il faisait « trop de bruit ».

Le jeune homme faisait partie d'un groupe de jeunes qui discutaient sur le trottoir lorsqu'un homme est apparu à nos yeux, d'un immeuble surplombant la place Notre-Dame et a tiré une balle de pistolet. Ahmed Benkhidi a été touché en plein cœur et est décédé dans la nuit à l'hôpital.

Le meurtrier, un Portugais, père de cinq enfants, Armando Francisco, trente-sept ans, a été arrêté peu après. Il a expliqué aux policiers que les jeunes gens l'empêchaient de dormir.

Un quinzaine de jeunes gens ont manifesté sur mardi 19 juillet, dans l'après-midi, sur les Champs-Élysées, pour dénoncer l'arrestation en Moselle, samedi 16 juillet, d'un adolescent et d'un jeune homme, Jean-Pierre Moumouh. Les manifestants, interpellés rapidement par la police, ont été conduits au commissariat pour vérification d'identité, puis relâchés.

● Les sections F.O. et C.F.D.T. de l'hôpital Sainte-Anne déclarent, dans un communiqué, après le rapport de la Cour des comptes, que « les scandales de gestion retenus par la Cour et repris par le ministre des affaires sociales visent à porter atteinte aux acquis obtenus par la lutte des travailleurs de Sainte-Anne. Il est clair qu'il s'agit de reprendre à nouveau des travailleurs les primes, et certains congés compensatoires. Nous tenons à signaler que 40 % des travailleurs gagnent un peu plus du S.M.I.C. (3 800 F à 4 500 F). Or tous les arguments tendent à laisser croire que les hospitaliers seraient des « nantis » aux multiples avantages (...). Le scandale, concluent les deux sections syndicales, n'est pas du côté des avantages acquis par les travailleurs. C'est pourquoi les syndicats F.O.-C.F.D.T. demandent l'ouverture des livres de compte sous contrôle des travailleurs afin que la transparence sur la gestion de l'hôpital Sainte-Anne soit faite. »

L'HISTOIRE COMPLÈTE

DE NOS PLUS GRANDS ROIS

Déjà parus : Henri IV - Louis XIII - Louis XIV - Louis XV



C'est magnifique... Bernard George (Jours de France).
Remarquable... Jacques de Ricumont (Le Figaro).
Le sens de l'histoire trouve ici un sens vivant.
Gilles Pudjowski (Paris-Match).
... bien écrit, abondamment documenté, d'une haute tenue.
Tamara Thorgevsky (Le Matin).

320 pages
PYGMALION
GERARD WATTELET

كتاب النحل

Le Monde

LIVRES

Dix écrivains et la gloire

La lumière paradoxale

« O'EST-CE que la gloire, selon vous, pour un écrivain d'aujourd'hui ? », avouez-vous demandé à des romanciers et à des philosophes. La gloire, la notoriété, la popularité, le postérité : autant de notions qu'on mélange à loisir mais qui restent associées au travail d'écrivain.

La gloire, selon le dictionnaire Larousse, est « renommée brillante que méritent les vertus, et les grandes actions ». On ne peut plus guère aux vertus, et les grandes actions, on connaît leurs zones d'ombre. La gloire, c'est encore, au jeu des définitions, « béatitude céleste », ou cette « auréole lumineuse entourant le corps entier du Christ ». Les vocations à la sainteté sont rares. Reste, au cœur de ces images caduques, l'idée de lumière, de rayonnement. La gloire, au fond, c'est de la lumière, tout simplement. Le concurrent que l'homme fait au soleil, autre entreprise prométhéenne.

Raymond Roussel écrivait, au bord de la folie : « J'avais peur de la moindre fissure qui ait laissé passer au dehors les rayons lumineux qui sortaient de ma plume, je voulais retirer l'écran d'un seul coup et illuminer le monde. » Aujourd'hui, il y a partout des flashs qui cristallisent, des spots, des projecteurs avec leur lumière froide et blanche. Quel rayon humain peut rivaliser avec tous ces watts ? Étrange paradoxe de la société du spectacle. L'honneur et la gloire ne sont plus synonymes. Pour cause de bruit, de fureur, d'images. Trop de lumières, trop de vacance. Et pourtant la gloire continue de nous hanter. Orde de fanatisme, honneur et terreur. Qui ne cherche même plus à se faire passer pour un romancier au silence, ou à la solitude. La gloire est morte. La célébrité est vulgaire. Reste le besoin de se faire entendre et reconnaître.

GENEVIÈVE BRISAC.

MICHEL SERRES

L'éclair et le trou noir

La gloire est la pire peste, je ne parle pas par image. Elle se répand dans l'espace à la façon de l'épidémie, aussi vite, aussi abondamment, et elle fait autant de morts. Elle tue à coup sûr. La gloire tue ceux qui ne l'ont pas, elle tue ceux qui la désirent et, par l'intermédiaire de ceux-là, elle tue ceux qui elle est indifférente. Le peuple et les doux ont toujours été mis à mort ou réduits en esclavage par des hommes de gloire. Elle est sanguinaire, elle blesse, elle rend malade. Elle transforme un corps vivant et calme en une sorte de cadavre hâve, tendu, amaigri, aux yeux fiévreux, cercés de noir, elle baigne ses adeptes dans un ressentiment visqueux et amer, elle est une forme pauvre de la haine, une forme sotte de l'envie, une forme vulgaire et bête, déjà. La gloire, c'est le meurtre et le désir de meurtre, c'est-à-dire peut-être le propre de l'homme, je veux dire le propre de la force qui le fait vivre en commun avec ceux qu'il ne veut pas sembler, ses semblables.

La gloire ne change pas seulement les hommes en fauves, elle change, entre nous, les choses elles-mêmes. Elle transforme une idée médiocre en trait de génie, un geste ignoble en exemple héroïque, un grimoire en livre-événement, un bavardage ringard en découverte scientifique. Il faut bien regarder le mot publicité, il dit, comme le mot fraternité, par exemple, la nature même du public, c'est-à-dire du collectif. Celui-ci est collé par la gloire. Tous les journaux ne sont pleins que de gloire, des trente mille morts de la dernière bataille aux placards qui vantent les œuvres plâtres. Ils réunissent de cette gloire, ils ont pour but de la communiquer, de la répandre, et ils se répandent eux-mêmes par elle.



(Dessin de CAGNAT.)

Je ne parle pas par image. La gloire est un faisceau de rayons qui descend du soleil, comme une sorte d'auréole. On me demande ce que je pense ou sais de la gloire et je réponds que je l'ai vue. Oui, je l'ai vue dans mon enfance, inoubliable. J'ai vu l'éclair d'Hiroshima. J'ai vu s'élever, depuis, souvent, la colonne de feu de la bombe atomique. Toutes nos gloires vont là, tout ce flux visqueux, hautement désirable, qui circule entre nous, se dirige vers cette conséquence-là.

Tout ce cours vers la gloire, petite ou grande, riche soit dans un bar entre voyous pour flouir les filles ou grandiose débat d'idées dans les gazettes, toutes ou visuelles, qui passionnent les foules, désignent comme fin, comme but, comme vérité, cette lumière-là, au milieu des ténèbres. Nous savons enfin où mène la gloire, c'est pourquoi nous pouvons être un peu plus sages que nos pères. Ceux parvenus nous ont obtenus la plus grande des récompenses de pouvoir produire, d'une poussée de la main, cette immense gloire-là au-dessus de leur tête, au-dessus de nos têtes, définitivement supprimées. Comme on l'a dit jadis, le ciel et la terre sont remplis de leur gloire.

Nous savons depuis quarante ans que celui qui désire tant soit peu la gloire met la main à Hiroshima. Cela est-il si désirable ?

Je voudrais me laisser aller à rêver, à raisonner. L'imaginez, je conçois, une nouvelle forme de contrat, passé entre ceux qui ont vu Hiroshima. Chacun de nous a une part de gloire, celui-ci pour sa monnaie, celui-là pour son talent. Cela se glisse dans les stades, dans les bordels ou les palais, qu'importe. Supposons que chacun, détenteur de cette part et la trouvant maudite, économe à jamais de penser que par elle il participe à l'apocalypse atomique, se décide à la jeter dans une sorte de poubelle. Toute la question est de fabriquer la poubelle ou de savoir où elle ira le poser.

Il est évident que ce lieu doit être lointain, si lointain que nul jamais ne puisse rattraper ce qu'il vient de jeter. Celui qui s'en dessaisit doit se dessaisir à jamais. Il doit balancer cette fripe si haut, si haut qu'il ne grandira pas assez pour être un jour à sa portée : les pots de confiture ou

les produits de pharmacie sont toujours dans l'armoire sur la dernière travée, tout à fait hors de portée.

On pourrait imaginer au milieu de la poubelle ou dans ces lieux retirés ou infiniment élevés une sorte d'extracteur, une sorte de trou noir, qui l'avalerait ou la pomperait mais ne pourrait jamais la rendre. Chacun mettrait au trou sa petite part de gloire, son petit morceau ridicule d'auréole. Ce puits alors aurait tous les honneurs, toutes les renommées.

Je répète qu'il faudrait qu'il habite un lieu inaccessible pour que nul n'ait l'idée ni la possibilité d'aller jamais lui réclamer ce qu'il lui a donné. Tenez, il faudrait concevoir qu'il soit, même, absent. Dans un espace incertain, une chose ou un être impossible recevrait ainsi la puissance et la gloire. Dans la langue archaïque, des mythes cela se résumait à peu près ainsi : Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.

Si nous désirons la paix, si nous désirons subsister désormais, si nous voulons vivre, survivre, c'est une question de vie ou de mort collective, il faut vite jeter notre petite part de peste en un lieu très hautement inaccessible ou sur une île impossible, inconcevable, absente. Cela est écocassant, je n'ai pas dit que c'était suffisant. Si nous faisons ainsi, jamais peut-être nous ne reverrons la gloire de Nagasaki. Bien sûr, c'est une utopie. Les gens qui sont et font sérieux préfèrent la gloire ou la peste qu'ils nomment réelles.

Notre temps cependant commence d'être instruit de quelques problèmes réels de ce genre. Nous commençons à voir circuler entre nous, comme des furets, des substances, des ordures, des tomesaux que nul ne sait où mettre. Nous nous prenons à rêver de les jeter hors du monde, pour que le nôtre reste encore un peu habitable.

La gloire est de ces tonnes-là. Nous en avons, calculez-les, plusieurs tonnes par personne, en ce moment, explosives.

M. S.

Lire, page 11, les textes de Serge Doubravsky, Jean Dauterd, Edmond Jabès, Roger Jadin, Yves Navarre, Hélène Parmelin, Dominique Rolin et Claude Simon.

le feuilleton

« LE CON D'IRÈNE », SUREMENT D'ARAGON

Toute lecture est érotique

L'ABSURDE, dans l'insaisissable débat sur érotisme et pornographie, c'est la manie bien française de la classification qu'il suppose. Ailleurs, on ne s'embarrasse pas de telles distinctions. Artaud disait que toute écriture est cochonnerie ; du moins est-elle jouissance, et la lecture, une érotique. C'est d'abord du plaisir qui se transmet à travers les textes, ces contrabandiers. Libre à chacun de placer l'obscène où cela lui chante. Pour Céline, il correspondait avec le sentiment, et non avec l'évocation directe de nos fonctions. Le roman est « une épopée subjective dans laquelle l'auteur a licence de traiter le monde à sa manière ». Ce n'est pas un pornographe qui le dit, c'est Goethe, dans les *Écrits sur l'art*, que rédigea Klingsieck, avec une belle introduction de Todorov.

L'imperceptible frontière entre littérature et coquinerie, on y songe en relisant le *Con d'Irène*, dont les persécutions qu'il a subies ont fait un classique de l'érotisme, alors que la libido s'écrit et y tient lieu de fait sexuel, le narrateur ne s'en cache pas.

AVOIR les « exhibitions » qui s'étaient cet été à l'affichage, on a peine à croire que le *Con d'Irène* ait pu être censuré il y a encore quelques années. Les éditions de 1953 (Pauvert) et de 1968 (Régine Deforges) n'ont pas connu une diffusion normale, et le texte, hier encore, restait introuvable. C'est Jean-Jacques Pauvert qui, sur la lancée de ses *Lectures érotiques*, patronne des rééditions d'érotiques classés par époques. Un volume consacré au Directoire a déjà paru avec *Ilyrine* ou *l'Écueil de l'Inexpérience*, de Suzanne G. de Morancy. L'époque romantique, le Second Empire et le fin de siècle dernier sont annoncés. Le *Con d'Irène* illustre l'érotisme des années folles, avec les *A-côtés de l'ombrelle*, de Jean Lurçat.

Le *Con d'Irène* a paru pour la première fois en 1928. En ces jours de maigre bilan, on se prend à rêver sur la fertilité de ces quelques mois de l'entre-deux-guerres, au cours desquels ont vu le

par Bertrand Poirot-Delpech

jour *Nadja*, d'André Breton, *Belle de jour*, de Joseph Kessel, le *Dieu des corps*, de Jules Romains, *Histoire de l'œil*, de Georges Bataille, et le *Traité du style*, d'Aragon.

A propos : est-ce lui, Aragon, qui a écrit le *Con d'Irène* ? Pauvert rappelle, en préface, que le poète n'a ni avoué ni démenti sa paternité. Selon Pascal Pia, celle-ci serait attestée par des documents autographes. Sans vouloir jouer les experts, elle paraît évidente, pour plusieurs raisons.

La première tient à l'effacement du récit derrière une confidence personnelle de l'auteur. Celui-ci dénonce comme une « manie bourgeoise » le fait de « tout arranger en histoire ». Ce défi lancé aux fabricants de fictions est typique des surréalistes, et d'Aragon en particulier. D'autre part, la confidence d'auteur va de pair avec un refus de l'écriture classique, au rythme de laquelle les professeurs et leurs chouchous « s'envoient en l'air » (le mot est de Mandiargues). L'écrivain inaugure une union nouvelle, gracieuse, entre la forme et la pensée, à la fois sous le signe de Vauvenargues et de Lautréamont.

J'ai dit que le sexe comptait moins, dans le *Con d'Irène*, que le plaisir pris à former des phrases. L'auteur revendique en clair cette préférence, avec des accents très aragoniens. Il dit en effet ceux dont l'érotisme est la langue. « Moi, ajoute-t-il, mon érotique c'est l'écriture, et l'écriture ma seule méthode de pensée. » Cette profession de foi recoupe celle d'Aragon dans *Je n'ai jamais appris à écrire* ou les *Incipit*, réédité en 1981 par Flammarion et Skira dans la collection « Champs ». L'auteur y fait état d'un manuscrit de quinze cents pages — la *Défense de l'Infini* — qu'il aurait brûlé dans une chambre d'hôtel, à Madrid, en 1927. Le *Con d'Irène* est peut-être un fragment rescapé de cet autodéfi. Comme la *Défense de l'Infini*, et comme l'*Ulysse* de Joyce, qui a pu influencer les deux textes, Irène se passe dans un bordel, considéré comme symbole de toute vie sociale.

D'AUTRES signatures se repèrent au coin des métaphores et des trouvailles de mots. C'est du pur Aragon de trouver à un repli de peau le douceur du « sein griffé de l'auréole » et le « couleuvre de l'éclat quand on ferme les yeux », de reconnaître le soir à sa « grande odeur violette ».

Ailleurs, ce trait de sensibilité que ne renierait pas le biographe d'Elsa, Dominique Desanti : « J'aimais une femme, j'étais son chien, c'est ma façon. » A plusieurs reprises, l'auteur intime l'ordure, à des ennemis indéterminés, de le lâcher, comme dans d'autres livres, dont *Théâtre-roman*. Plus irréconcilables encore : certains « regards bêtards », aperçus dans d'autres textes d'Aragon et, page 78, un « c'est pourtant simple, petit », apostrophe et diminutif rarement rencontrés sous d'autres plumes.

Le *Con d'Irène*, on l'a dit, se passe dans un bordel, dans l'est de la France, durant un « triste mois d'août à l'échelle ». Une pensionnaire fait du crochet. Une autre lit la vie de Guy-Mannet, par Henry Bordeaux. Le narrateur est tiré de son sommeil, que, en bon surréaliste, il regarde comme le terrain de son inspiration. Le sexe d'Irène, dans la grisaille de ce matin sans fraîcheur, lui semble une promesse de félicité. Mais il attend davantage de sa plume coulant sur le papier.

Comme le rappelle Annie Le Brun dans sa préface brillante au texte de Lurçat, « la liberté du corps est profondément garante de celle de l'esprit ». Aragon semble ne cultiver la première que par passion pour la seconde. Aux merveilles mécaniciennes dont un Laclos s'enchaîne à mesurer les angles et les énergies, le poète des *Yeux d'Elsa* préfère les articulations de la syntaxe et l'irruption des mots qu'on n'attend pas, de la pensée carnavalesque.

On sait que Bert, Driau, Aragon et Malraux étaient à se retrouver, vers ces années folles, au bar des maisons de passe, notamment rue de Provence, où Bert avait ses habitudes. On les imagine consuevant peu — c'est avéré —, mais trouvant, comme Joyce, l'ambiance propice aux jeux de l'imagination et de la parole.

Il faut entrer dans un livre comme dans un mauvais lieu.

* L'Érotisme des années folles : le *Con d'Irène* et *Roger ou les A-côtés de l'ombrelle*, Carrière, 1983 p. 63 F.

MAURICE BLANCHOT

Nous travaillons dans les ténèbres

VOUS êtes les premiers à savoir que votre questionnaire est déconcertant, tant il peut paraître dénué. Et puis, comme tout questionnaire qui ne s'impose pas par une nécessité intérieure, il constitue un piège où l'on tombe, quoi qu'il arrive. Ou on n'y répond pas, et ce silence est une réponse hautaine et dédaigneuse. Ou, on y répond sérieusement, et le sérieux, toujours un peu ridicule, quand il ne s'agit pas de notions sérieuses, est seulement le signe qu'on accepte déjà les devoirs de la notoriété à laquelle, par ailleurs, on prétendrait se soustraire. Ou bien, la réponse est d'Irène, c'est-à-dire une banalité d'écriture, le *Dieu* surréaliste ou fénelien par lequel on s'engage sur le mode du divertissement, donc toujours plus qu'on ne le croit.

A mon tour, donc, de vous interroger. Pourquoi ces questions que vous qualifiez vous-même de « saugrenues » (pour que chacun y ajoute son grain de sel) ? Je remarque seulement que vous ne parlez plus d'immortalité, tant cette revendication qui fut pourtant de tous les âges peut paraître excessive. Pauvre Gide, malheureux Proust, infortuné Malraux, et même le cher Sartre avec ses rêves d'enfant, qui ne le quitteront jamais. Est-ce que nous devons nous débarrasser d'eux sans essayer de comprendre leur souci ? Gide, en 1922, révèle ce qu'il croit être la « raison la plus secrète » qui le pousse à écrire : « mettre quelque chose à l'abri de la mort ». Quelque chose ou bien lui-même ? Ce serait le nouveau le souhait traditionnel : écrire pour ne pas mourir, se confier à la survie des œuvres. Le « génie », qu'il soit classique ou romantique, affirme la mort, et qu'est-ce que l'œuvre, sinon la mort rendue vaine ou transfigurée, ou, selon les mots évasifs de Proust, rendue « moins éternelle », « moins inglorieuse », et « peut-être moins improbable ».

Dix ans plus tôt, c'est-à-dire à peu près dans le même temps, — Kafka, se livrant à un journal qui n'est pas destiné à paraître, dit presque le contraire dans des phrases qui ne s'opposent que par la manière volontairement abrupte dont nous les traduisons. Je les résume : écrire, oui, mais pourquoi écrire ? pour pouvoir mourir (content) ; et comment ce vœux s'écrit-il à écrire ? s'il consent à se retrancher du monde, et à entrer dans la solitude mortelle :

d'où cette autre formule : mourir pour pouvoir écrire. Or Rilke, toujours à la même époque, s'affirme presque rien d'autre : le poète n'est poète que par la familiarité avec le non-familier, et il n'est pas simplement mortel, il est le plus mortel des êtres, doublement, infiniment mortel ; ce qui revient à rappeler que l'écrivain tient son pouvoir d'écrire d'une relation anticipée avec la mort, la mort « aux yeux tendus », selon la métaphore de Tolstoï qui bouleversait Leskov (ainsi que me le disait récemment le poète russe Vadim Kozovov).

Dans quelle mesure de tels rêves ou ces exigences (apparemment contradictoires) nous sont-ils encore présents ? Dans quelle mesure nous sent-ils devenus définitivement étrangers ? Il y eut un temps où les « artistes » prétendaient rivaliser avec les grands personnages historiques, les héros, les grands hommes de guerre — comme eux, ils voulaient entrer dans la mémoire des peuples ; comme eux, ils continueraient d'être, par-delà les temps, des présences agissantes. Nous sommes assurément devenus plus modestes ; c'est-à-dire plus immortels. Il nous paraît désormais de nous contenter de la gloire des musées afin d'y persévérer dans l'éternité paresseuse des idoles. Et pourquoi la renommée, la réputation, cet appel à être un pur nom oisif ? Écrire est certes un travail, mais parfaitement désaisissable, qui ne demande rien, ne se justifie pas et que, nulle récompense ne saurait satisfaire. Écrire : une exigence singulière (appelons-la bizarre), plus érotique qu'esthétique, puisqu'elle répond à un « il faut » sans obligation ni sanction.

C'est encore à notre vieux maître Henry James qu'il serait peut-être le plus juste d'en appeler pour dire l'étrangeté de cette exigence, telle que ni gloire, ni renommée, ni popularité peuvent y avoir part.

« Nous travaillons dans les ténèbres », nous faisons ce que nous pouvons, — nous donnons ce que nous avons. Notre doute est notre passion, et notre passion notre tâche. Le reste est la folie de l'art. (La folie d'écrire.)

Est-ce un aveu ? Est-il orgueilleux ou pathétique ? A chacun d'en juger.

M. B.

philippe curval

AN! QUE C'EST BEAU NEW YORK

«... un roman-poème festonné d'un néon d'images.»

JACQUES CHAMON / LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

roman/denoël

L'HISTOIRE COMPLETE

DES PLUS GRANDS ROMANCIERS

de 1800 à 1900

Les Rois de France

1800-1900

Centre Culturel International de Geriey-la-Salle

RÉSURRECTION D'ANDRÉ SUARÈS

Longtemps méconnu d'oubli, l'œuvre considérable d'André Suarès (1868-1948) est en voie d'être redécouverte. Plusieurs éditions de titres majeurs, épuisés depuis des dizaines d'années, sont prévues — comme le fameux « Voyage du Condottiere ».

De son côté le Centre culturel international de Geriey-la-Salle organise un colloque Suarès (joint à un colloque V. Larbaud), du 3 au 9 septembre 1983. Seront réunis, autour d'Yves-Alain FAVRE, de fervents suarésiens : J.-M. BARNAUD, P. BESNER, M. DROUIN, C. LIGER. Les communications seront suivies d'une Table Ronde, avec M. DECAUDIN, F.-X. JALLARD, Y. LEROUX.

Tous renseignements et inscriptions au C.C.I.C., 27, rue de Boulainvilliers, PARIS 75018.

Brouillez-vous
avec vos amis, offrez-leur une fois pour toutes

LES VIES PERPENDICULAIRES D'ISIDORE D'ARNICA

Nouvelles Éditions RUPTURE

(Publicité)

COMMUNIQUÉ

Contrairement à ce qui a été dit et écrit, les *Immémoriaux* de Victor Segalen ne sont pas dans la collection « Terre Humaine » aux Éditions Plon.

C'est donc par erreur que les Éditions de Seuil ont annoncé et entrepris la publication de cet ouvrage qui vient d'être retiré de la vente.

Les Éditions Plon confirment qu'elles se proposent de publier prochainement *Les Immémoriaux* dans l'édition poche de Terre Humaine, « Terre humaine/Presses-Pocket ».

Ce communiqué est rédigé par les Éditions Plon en accord avec les descendants de Victor Segalen.

LE DIVIN AU CORPS

Autrement

Autrement

POULBOT
mon père des gosses

POULBOT
« mon père des gosses »

Ce livre est le premier édité sur ce grand artiste. C'est un recueil d'anecdotes, de souvenirs, plein de vie, plein de sincérité. Il a été écrit par sa fille, qui a vécu plus de trente ans auprès de lui. Les jeunes découvriront un grand personnage, les anciens y retrouveront les images de leur propre jeunesse.

En vente en librairie. Ed. ASTRID
47, rue de Cléry - 75002 PARIS

Mario VARGAS LLOSA

La guerre de la fin du monde

roman

traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan

«Un conte furieux et splendide»
Mona Ozouf/Le Nouvel Observateur

«Un merveilleux livre pour l'été»
Claude Couffon/Le Monde

GALLIMARD nrf

L'art de répondre aux auteurs

S'il est impertinent et dépourvu d'imagination, l'éditeur refusera le manuscrit d'un auteur en paraphrasant la formule célèbre de Samuel Johnson : « Votre manuscrit est à la fois bon et original. Mais la partie qui est bonne n'est pas originale et la partie qui est originale n'est pas bonne ».

Si, en revanche, il est à la fois très poète et subtilement hypocrite, il adoptera la formule de renvoi qu'avait mise au point un célèbre éditeur japonais : « Si nous éditons votre livre, S.M. l'empereur nous l'imposera comme modèle et ne nous permettra plus de publier une œuvre inférieure : ce qui nous mettrait dans l'impossibilité de poursuivre notre activité pour dix mille ans au moins ».

Ces deux réponses figurent dans l'ouvrage fort spirituel de Jean-Paul Lacroix : « H comme humour » qui rassemble mille cinq cents mots d'esprit « pour chaque occasion de la vie ». (Éd. Jacques Grancher ; 98, rue de Valenciennes, Paris ; 288 p., 69 F.)

Les aspirants journalistes y trouveront également la lettre-circulaire que Charles Monselet, à peine débarqué à Paris, adressa à tous les directeurs de journaux : « Monsieur, je ne suis rien, mais j'ai écrit un livre et j'ai besoin de vous. Je vous prie d'être assez aimable pour m'envoyer une lettre de recommandation auprès de vous-même ».

L'auteur se révèle payant : il recut diverses commandes d'articles. « Cette initiative m'avait fait gagner cinq ans », devait-il confier par la suite. — R. J.

Un poème méconnu d'André Gide

Lorsque Gide, alors âgé de vingt et un ans, amoureux de celle qui sera l'Emmanuelle des *Cahiers d'André Walter*, puis l'Alissa de la *Porte étroite*, c'est-à-dire sa cousine (et future épouse) Madeleine Rondeaux, — entre-

la vie littéraire

prend de réunir les *Poésies* de cet *alter ego*, à la fois double inquiétant et frère, André Walter, il omet de joindre à l'ensemble un poème fort long, écrit lors de sa crise à la fois intellectuelle et sentimentale d'Uzès : le *Pèlerinage*. Nous sommes en juin 1891. Ce poème, il va l'envoyer à son complice-ennemi, Pierre Louys, son condisciple de l'École elzévirienne, son démon familier, son initiateur. Pierre Louys, en 1891 et 1892, publie une revue : la *Conquête*. La vocation de cette feuille est clairement indiquée : il s'agit d'une « anthologie des plus jeunes poètes », et cette anthologie ne comptera que douze livraisons, chaque livraison étant d'un tirage de cent exemplaires. En frontispice, un poète connu — et aimé — donnera l'un de ses textes inédits. C'est ainsi que la *Conquête* propose Leconte de Lisle, Dir, Heredia, Mallarmé, Swinburne, Verlaine, etc. Le poème d'André Gide paraîtra dans la deuxième livraison de la *Conquête*, celle de décembre 1891. Dans ce numéro, l'ouverture est due à Maurice Maeterlinck. Parmi les textes de ce mois figurent des poèmes de Léon Blum, Henry Bérenger, Camille Maucclair, Maurice Quillot. Les quelques feuillets se closent sur un poème signé P. L., c'est-à-dire Pierre Louys : *Glaucé*. Il s'agit d'une pièce — et je tiens ceci pour important — en vers libres.

Or Henry de Paysac, qui nous restitue le texte même d'André Gide, démontre aisément que Pierre Louys, dans cette livraison de la *Conquête*, a modifié le titre du manuscrit de Gide, qui du *Pèlerinage*, devient la *Promenade*. Pour le reste, l'éditeur respecte la version de l'auteur, modifiant un vers uniquement : « Nous avons déploré l'aurore », écrit Gide, alors que Louys imprime : « Nous avons déploré que fut si brève l'aurore ». L'essentiel cependant est la suppression par Louys de la dédicace inscrite par Gide en tête du *Pèlerinage* : « A Francis Viel-Griffin ». On peut penser que la *Glaucé* de Louys, poème en vers libres et destiné à la même livraison de la *Conquête*, interdisait cette dédicace, Viel-Griffin étant, aux yeux de tous, le maître incontesté et incontestable du vers libre. Il y a là

comme l'écho plus ou moins manifeste d'une longue querelle qui ne fit qu'opposer et se déchirer deux caractères aussi inconfortables que ceux de Gide et Louys. Il n'est pas possible de le *Pèlerinage*, non plus que sous son titre tronqué de la *Promenade*, ne figure pas dans les œuvres complètes du pseudonyme André Walter. On nous le restitue, et c'est tant mieux. — HUBERT JUI.

★ **LE PÈLERINAGE**, d'André Gide. Préface d'Henry de Paysac. Les Cahiers des Indes, 28 pages.

La poésie au Sud

Il y aura dix ans le 30 août, Jean Sénac, le grand poète algérien d'expression française, était assassiné à Alger dans des conditions qui restent à élucider. Une partie des archives de l'écrivain se trouvent à Marseille, ville qu'il aimait particulièrement, y seront organisées du 22 au 24 septembre des Rencontres internationales ayant pour thème, à partir de l'œuvre de Sénac et de celle de ses disciples maghrébins, « La poésie au Sud ». Ces rencontres seront notamment animées par le poète marseillais Tahar Ben Jelloun, les écrivains algériens Jamel-Eddine Banchelk et Rabah Belamir et le Père Jean Déjeux, spécialiste mondial de la littérature francophone d'Afrique du Nord ; elles seront suivies, toujours dans le palais Napoléon-III où se trouvent les archives communales de Marseille, d'une grande exposition Jean Sénac présentant notamment des œuvres de peintres nord-africains que connut le poète, tels que Baya, Maisonneuve, Benanteur, Almoun ou Martinez.

En même temps, trois éditeurs du Midi, Actes-Sud, Jeanne Lafitte et Edmond Charlot (le dernier fut à Alger le premier éditeur de Camus), publieront des inédits importants de Sénac, principalement des poèmes des années 70 et des *Journaux intimes* des années 40 et 50. — J.-P. P.-H.

★ Renseignements aux Archives communales, 1, place Curi, Marseille, tél. : (91) 48-14-66.

au fil des lectures

Romans

Résistance « à une remise en ordre »

L'ordre. Dès qu'il règne, nous savons ce que cela veut dire. Dans un pays qui pourrait être la France — les noms des personnages sont bien de chez nous, — les vainqueurs d'un coup d'État entreprennent de le rétablir. C'est là, évidemment, le rôle de leur. Pour ce faire, femmes et enfants des principaux membres de l'opposition sont assignés à résidence à Ordo, un ancien couvent devenu centre de rééducation. Bien sûr, les enfants sont les premières victimes de la persécution pédagogique et nous en suivons les destins à travers le cas de Marie et de son fils Axel, soumis aux volontés de M^{me} Rosier, infirmière-major. Il y a aussi, à Ordo, un pavillon 7 avec des caves où l'on déstocke les résistants à l'ordre nouveau.

Le propos de Max Gervaise est clair. D'entre nous, nous savons où nous allons ; aux lieux et personnages de la fiction se superposent réalistes lieux et personnages trop connus. Ce qui ne facilite pas la critique. Car nous sommes là en présence d'une littérature de bons sentiments et de saine dénonciation de l'horreur, qu'elle paraisse dans le problème de l'écrivain privé de la liberté d'expression ou dans l'acharnement à couler les jeunes esprits dans le même moule ; pourtant, après tant de témoignages et romans sur le sujet, il y faut un ton et une rigueur qu'on ne trouve pas toujours ici.

Des jeux littéraires et sémantiques, tels passages trop explicites, reviennent parfois le charme — l'envoûtement qu'on attend de cet univers carcéral qui ne dit pas son nom. Reste la résistance angoissée de cette mère résolue à rendre au père, prisonnier allégué, un fils qui elle aura protégé des psychologues appliqués à façonner de nouvelles âmes ; une lutte contre le désespoir qui est le meilleur de ce roman.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ **ORDO**, de Max Gervaise. Stock, 238 p., 75 F.

Jean-Claude Carrière

entre Dieu et le diable

Il y a près d'un siècle, un père jésuite, le R.-P. Lefebvre, publiait à Paris une œuvre portant pour titre : *De la folie en matière de religion*. Il y soutenait que les athées ne pouvaient être que des fous. Il était conséquemment inutile de les combattre ou de les anathématiser : il suffisait de les soigner dans des établissements appropriés.

La théorie du R.-P. Lefebvre — un nom prédestiné — connaît aujourd'hui une vogue qui le surprendrait s'il lui était miraculeusement donné de ressusciter dans un de ces pays à l'athéisme fervent où les gouvernants ne méprisent pas leurs efforts pour extirper du cœur de leurs concitoyens tout ce qui peut faire obstacle à l'avenir radieux qu'ils leur promettent.

Notre bon prélat constaterait simplement que ce ne sont plus les athées mais les croyants qui sont pour eux-mêmes, suspects, et qui sont, parfois, enfermés dans des hôpitaux psychiatriques pour être guéris de leurs lubies. Ce fut le cas,

notamment, de l'historien ukrainien Volodymyr Hnatchuk, dont le *Mémoire* relate la triste aventure et qui inspira à Jean-Claude Carrière, écrivain et scénariste de Bunuel et de Wajda, un récit : *Credo*, ainsi qu'un téléfilm réalisé par Jacques Deray.

Les dialogues imaginés par J.-C. Carrière sont éblouissants : ils opposent un professeur de sociologie-facochement croyant à une psychologue convaincue du caractère morbide de ces rages d'illusions religieuses. La question n'étant bien entendu, pas de savoir qui a raison mais qui a le pouvoir. Ce dernier est représenté ici par un commissaire bonhomme, certes, mais aussi efficace et scrupuleux. Aucun maniérisme dans ce récit, mais l'occasion d'observer, une fois de plus, que jamais la vérité ne s'est accrochée aux bras d'un fantasme et que, si la foi extrême, en une religion ou en une idéologie, peut soulever des montagnes, c'est toujours au prix de l'essentiel : la liberté.

R. J.

★ **CREDO**, de Jean-Claude Carrière. Ed. Belfond, 149 p., 49 F.

Poésie

William Cliff et les « horreurs du réel »

Dès les premiers poèmes, parus en revue il y a sept ans, la position de William Cliff se fait précise : ne rien cacher de ses errances homosexuelles et de ses rêves en France, un *hobby* ou un *hobby* aussi loyal que ceux des États-Unis. Cette vocation, elle se résume en deux vers, dans son recueil *Écrasez-le*, en 1976 : « Je vis alors une crépuscule en blouson noir, son œil me regardait avec gourmandise ».

Avec *America*, suite de poèmes consacrés à des voyages aux deux Amériques, l'écriture est là, avec ses angoisses, ses dégoûts, ses dévotions, une tendresse et une fronde nouvelle. Le flot, est inégal, la langue est quelquefois facile ou plate, mais un je-ne-sais-quoi de tragique s'insinue entre les phrases, les attitudes, les défis. Certains poèmes sont libres ; ce ne sont pas les meilleurs. On trouve plus de rythme et de bizarre séduction dans les pièces à la forme presque régulière. Le premier choc absorbé, on

se laisse porter par cette poésie charnue, vraie, terrible et en somme assez unique. Disons-le : le lecteur peut s'arrêter, William Cliff est déjà son Verlaine révisé. En tout cas, il sait nous donner de notre société des raccourcis qui nous consolent des poèmes en mal de substance. Et quelle ironie dévastatrice !

« des poils de Noirs ; en a plein la bouche tout plein le bord des vêtements ou restaurant hier j'ai trouvé dans le beurre du moût paillard un poil de Noir »

« ça ne m'a pas trop dégoûté si tant est que des poils on en trouve partout : les poils se perdent les poils renaissent qu'ils soient noirs blancs ou rouges les gens sèment leurs poils et leurs morpions dans tous les lieux publics ils se perdent ils se trouvent les poils changent de portance ils entrent dans les bouches et dans le fond de nos derrières partout les poils ennuient et coupent nos muscuques pour rappeler nos origines malheureuses et que malgré notre orgueil monté sur deux poches nous n'en venons pas moins des vieux velus à quatre pattes ».

ALAIN BOSQUET.

★ **AMERICA**, de William Cliff. Gallimard, 104 p., 59 F.

Une violence implicite

Dans *L'Écrite-Lesine*, Leslie Kaplan retracait, en pages brèves, la vie en bribes, celle que rythme le travail à la chaîne. Sans description, sans commentaire, fixant des points de repère (la cour, la machine à café, l'escale de fer), elle faisait ressortir l'anonymat, l'effacement des sensations, la dégoûtation.

Le Livre des ciels est un autre volet de cette évocation : l'espace est celui qui entoure l'usine. Le long d'un canal, dans le jardin d'un pavillon de banlieue, il y a des moments de détente, des fêtes. Parfois la chaleur d'être ensemble « voyage contre visage ». Par petites touches, la narratrice laisse entrevoir une rencontre, la vie à deux et le partage quotidien des gestes.

Ce n'est pas un document social ni un récit intimiste : simplement un regard posé sur les choses et les gens. La violence est implicite : elle vient de ces étonnements qui le plus souvent manquent faute de pouvoir être formulés. Les mots sont simples, efficaces, mais la façon dont ils sont ajustés donne à ce petit livre une tension extrême.

MONIQUE PÉTYLON.

★ **LE LIVRE DES CIELS**, de Leslie Kaplan, Hachette Poésie, 115 p., 45 F.

en poche

Des fleurs pour Anatole France

De son vivant, les deux ne lui avaient rien refusé : Anatole France était la gloire de la France. Académicien, prix Nobel de littérature, il incarnait, comme Sartre cinquante ans plus tard, la conscience nationale. La « bonne conscience » bien sûr, c'est-à-dire, celle de gauche, celle qui se reconnaissait dans ses articles de *L'Humanité*.

En 1922, l'Église elle-même lui rendit un hommage involontaire en mettant ses livres à l'index. Deux ans plus tard, en 1924, à l'âge de quatre-vingts ans, celui qu'admiraient aussi bien Proust que Freud mourut. Des obèques nationales couronneront alors une œuvre promise à l'éternité, chacun en aurait juré.

Erreur : France ne connut pas le purgatoire réservé aux gloires littéraires. Il fut directement plongé en enfer, insulté par les surréalistes pour qui il représentait « tout le malheur de l'homme », peureux, conciliateur à tout prix, dédaigné par Gide qui ne trouvait pas dans son œuvre ce « tremblement » qui est le marque de toute littérature authentique, insolentement passé sous silence par Valéry qui lui succéda à l'Académie française. Anatole France se métamorphosa en vieille sauteuse ; il convint de le livrer au soir en buvant une canonnelle pour mieux s'endormir. Les plus indulgents lui concédèrent un scepticisme souriant et un regard parnoyais. C'était déjà beaucoup.

Sans doute serait-ce trop leur demander que de parcourir la *Vie en fleur*, ce livre de souvenirs, admirablement présenté par Emile Carrasus. Dans une langue d'une élégance souveraine, Anatole France y raconte ses enfance. Il doutait fort que la personnalité qu'il avait formée. « Je crois à présent que tous tant que nous sommes, grands et petits, nous n'avons pas plus de personnalité que n'en eurent les derniers écrivains de l'Antiquité latine, et que l'Europe nouvelle sera trop différente de l'Europe qui s'élève à cette heure sous nos yeux pour se soucier de nos articles de notre pensée. » Regrettons de ne pas pouvoir le contredire ; posons quelques fleurs sur la tombe de cet écrivain paisible et subtilement ironique.

ROLAND JACCARD.

★ **LA VIE EN FLEUR**, d'Anatole France. « Folio », Gallimard, 284 pages.

● Étrange récit que ce *Romances* — devenu en français l'*Aventure* — né d'une non moins étrange collaboration. Ford Madox Ford avait écrit, en 1902, un roman, *Séraphine*, et l'avait confié à Joseph Conrad. Celui-ci s'imaginait d'autres péripéties, et en a fait l'un des plus novateurs et l'un des plus heureux romans de son temps. À la fois roman d'aventures et de chevalerie. On est entraîné des Antilles aux Indes occidentales, au début du XIX^e siècle, ballotté dans une suite d'événements, d'abordages, de naufrages, d'assauts, d'emprisonnements et d'évasions. Avec un contrepoint, comme un mirage, l'amour de John Kemp et de Séraphine. Ces folles aventures sont désormais disponibles dans la collection « Biblio » du Livre de poche, traduites par Marc Chodoume.

enquête

Dix écrivains et la gloire

SERGE DOUBROVSKY

Interview imaginaire

L'ÉCRIVAIN et la « gloire » ?
Droble de question.
« Elle ne vous paraît pas pertinente ? »

— Cela dépend. A qui l'adressez-vous, au juste ? Au professeur, géant des glories littéraires, au critique, leur penseur et recenseur, à l'écrivain, censé être aspirant ?

— Décidez vous-même.
— Comme professeur et critique, je suis un zélé de la gloire, par formation, on déformation professionnelle, je m'en nourris, je gère et digère notre patrimoine de grands hommes ; en Amérique, je travaille au service import-export. Ce qui a la taille au-dessous de Corneille ou de Proust ne m'intéresse guère.

— Signé de la gloire ?

— C'est mon métier. Si je m'en nourris, elle me nourrit. On est qu'un. Je ne parle pas en cynique, mais en administrateur sincère.

— Chez le grand écrivain, il y a quel-que chose d'incomparable.

— Quoi ?

— Le je-ne-sais-quoi du génie, bien sûr, qui se traduit par cette façon unique dont une vie et une œuvre, indissolublement liées, forment exemple et légende, à la Hugo, à la Malraux, à la Sartre, pour leur génération et pour celle d'après. Une fonction d'idéal du moi, qui dure des siècles.

— Comme « amour » rime avec « toujours », « gloire » est suivie d'« immortelle » ?

— Par principe, puisque la gloire est ce qui assure une survie dans l'impérissable du langage. Horace disait : « J'ai écrit un monument plus durable que l'airain ».

— Qu'est-ce qu'un inscript sur ce monument ?

— Soit, ses passions, leurs objets, signes où se retrouvent et se condensent idées, aspirations, fantasmes diffus de son temps. Et de tous les temps.

— Et vous, là-dedans, comme écrivain, quel est votre rapport à la « gloire » ?

— Vous voulez rire, la gloire et moi, aucun rapport, c'est cent points au-dessus. La gloire n'est pas dans mes moyens, elle n'est pas, pour moi, une fin. Rien avoir avec.

— Pourtant vous écrivez pour être lu ?

— Certes. Barthes ajoutait : « On écrit pour être aimé. »

JEAN DUTOURD

Le gros lot

POUR ce qui concerne la postérité, je partage absolument l'opinion de Stendhal : « La littérature est une loterie dont le gros lot est d'être lu après sa mort ».

— A chaque livre que j'écris, j'essaie de gagner un gros lot. J'ai déjà

acheté une quarantaine de billets depuis que je publie des romans et des essais.

— Je ne pense pas que tous les billets gagneront, mais peut-être un ou deux.

J. D.

ROGER JUDRIN

Quiproquos

« Chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persister dans son être. »

SPINOZA.
Éthique III (Prop. VI).

L'AMBITION se nourrit de ce qui lui manque ; comment serait-elle assouvie de ce qu'elle obtient ?

Il y a toujours un jeune homme dans un vieux ambitieux.

— L'écho le plus beau n'est pas un remède contre la solitude. Un écrivain, fût-il infatué de lui-même, a besoin qu'on le rassure puisqu'il interroge la critique et les personnes qui sont assez en place pour lui marquer la sienne. Quant au public, il vole au secours de la victoire.

Nature, c'est paradoxal. Pourquoi cette vanité-là serait-elle vain ?

— La poussière de la course nous cache le visage de ceux qui la gagnent.

— Le qui-proquo est le maître de la gloire. Sartre ne s'est pas lassé d'écrire pour ceux-là justement qui ne le lissent pas.

Glück et Wagner ont été sur le point d'être célébrés avant d'avoir mérité d'être illustrés. Ils ont pourtant fini par commencer d'avoir du génie.

— Le talent est trop insolite pour ne pas paraître insolent.

R. J.

EDMOND JABÈS

Un astre qui scintille

L'E mot gloire ne concerne que les militaires. Il se mesure au nombre de batailles gagnées, d'ennemis tués.

— L'écrivain œuvre à l'ombre d'un livre. Il n'a de comptes à rendre qu'à lui-même ; c'est pourquoi la gloire,

pour lui, est un astre qui scintille au cœur des nuits qu'il n'habite pas.

— Quant à sa notoriété, elle est tributaire du nombre de citations tirées de ses ouvrages et généralement rapportées par ceux qui ne l'ont pas lu.

E. J.

YVES NAVARRE

C'est les autres

L'A gloire, c'est ce qu'on n'attend pas. On l'attend, c'est qu'on veut la voir. La gloire n'est pas une récompense pour les tri- cheurs. Elle ravit les rêveurs.

— Pour moi, la gloire, c'est les autres. Comme l'enfer. Ce que les autres imaginent, et vous prêtent pour pou-

voir vous tenir, vous parquer, vous défilier. La gloire n'est jamais ce que l'on croit, encore moins ce que l'on veut. Je n'ai que de mauvais souvenirs de gloire. Le pion anonyme, le passant collabataire, en moi revendi- que, indique, échappe.

Y. N.

HÉLÈNE PARMELIN

Continuer contre vents et marées

L'A gloire ?... Pour un « écrivain d'aujourd'hui » ?... Avec ou sans gloire ?... Mais l'« écrivain d'aujourd'hui » ne peut être défini. Clown de plume ou seigneur de l'esprit, il ne jouit que d'une célébrité due au hasard. Les œuvres sont

encore trop chaudes, les présences trop présentes, les juges et les inter- médiaires trop agissants, la publicité trop déterminante, les obscurités trop insupportables, et les renommées trop banales.

— La gloire en général ? Pour le créateur en littérature ? Avoir fait à la vie des enfants inventés plus réels que les réels, et de surcroît immor- tels. Avoir engendré noir sur blanc des lieux, des situations, des person- nages qui battent la réalité sur son terrain, se substituent à ses exem-

ples, lui servent de repères et de symboles, fléchissent les hommes et les idées : Hamlet ou Roméo, l'Enfer de Dante ou le Paradis, tous les Tar- tuffes, Don Juan et autres Sgan- delles, Don Quichotte et Saneho Pança, Gulliver, Fabrice del Dongo, le Bateau ivre, le brave soldat Schweik, les voyages extraordinaires ou au bout de la nuit, et tant d'au- tres...

— Quant à la gloire en ce qui me concerne et en tant qu'écrivain, elle signifie, entre moi et moi, l'auto- gloire de continuer, contre vents et marées, à exercer le métier d'écrire ce que je sais, avec toute la désinvol- ture nécessaire.

H. P.

DOMINIQUE ROLIN

Elle ne peut être que posthume

L'A gloire a partie liée avec le temps. Et si le temps appar- tient un peu au vieil, il est le fief éternel du mort. Au cours de son bref séjour en ce « bas monde » (comme on dit), l'homme peut être frappé par un coup de gloire — du genre coup de soleil, coup de foudre, coup de froid. Seul un merveilleux hasard a le don de provoquer ce phé- nomène de chance. Soudain, sans qu'on sache pourquoi, une œuvre d'art, un livre, une chanson, un crime, un acte sacré, l'image d'un beau corps, d'une crapule ou d'un saint, repoussent le choc de la célé- brité, dont l'éclat est plus ou moins durable : arbitraire et gratuite, elle est exaltée par les moyens les plus sophistiqués qui soient, presse, ra- dio, télévision. Et c'est toujours une bonne chose dans la mesure où le bé- néficiaire s'efforce alors d'échapper à la solitude, maladie originelle incur- rable.

— Mais il est évident que la vraie gloire ne peut être que posthume, c'est-à-dire sourdement propagée

dans la profondeur obscure, et comme distraite, d'une époque. Elle est la mise au point d'une logique immanente, irréversible, qui s'ignore. D'ailleurs, ceux qui la mé- ritaient s'en désintéressent totalement puisqu'ils ne sont plus là pour en jouir.

— Il me semble cependant que cha- que artiste — qu'il soit superbe, dou- teux ou raté — a la révélation déli- cieusement irréal de la gloire en un moment très secret de son travail, lorsqu'il est branché en direct et sans témoin sur le mystère aigu de la création. Exemple : à la seconde où la plume d'un écrivain touche le pa- pier, tout se passe comme s'il le tra- versait pour atteindre en éclair la re- sumée. Une telle illusion est tou- jours sublimée. Elle permet d'exulter clandestinement. Elle est l'affirmation folle, erronée ou men- songère d'une certaine raison d'être et de se survivre à soi-même.

D. R.

CLAUDE SIMON

Le soleil des morts

COMME toujours dans ces cas, j'ai ouvert le diction- naire. Je n'ai pas ici mon gros Livre mais parmi les exemples que donne le Robert figure cette ci-

tation de Balzac : « La gloire est le soleil des morts. » Je trouve ça pas mal, non ? Et même, à la réflexion, fulgurant dans son ambiguïté.

— Peut-on dire mieux ?

C. S.

Baudelaire et le poncif

Il n'y a de grand parmi les hommes que le poète, le prêtre et le soldat, l'homme qui chante, l'homme qui bête, l'homme qui sacrifie et se sacrifie. Le reste est fait pour le fouet.

— Être un grand homme et un saint pour soi-même, voilà l'unique chose importante.

— Vouloir tous les jours être le plus grand des hommes... Étant enfant, je voulais être tantôt pape, mais pape militaire, tantôt comédien.

(MON CŒUR MIS À NU.)

— Un peu de travail, répète trois cent soixante-cinq fois, donne trois cent soixante-cinq fois un peu d'argent, c'est-à-dire, une somme énorme. En même temps, la gloire est faite. De même une foule de petites jouissances composent le bonheur.

— Créer un poncif, c'est le génie. Je dois créer un poncif.

(FUSEES.)

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

« Il serait temps que Donleavy devienne best-seller en France ».

MATHIEU LINDON
LE NOUVEL OBSERVATEUR

j.p. donleavy

le destin de darcy dancer gentleman

roman/denoël

L'été 83 a sa couleur



La Bicyclette Bleue

Régine Deforges

PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE 1983

JEAN-PIERRE CHABROL
PORTES D'EMBARQUEMENT

Ces quinze « Portes d'embarquement » ouvrent sur tout autre chose que la seule aventure. En Afrique, sur la mer Noire, dans les rues de New York, à Hambourg, Moscou, Naples, Hong Kong, Chabrol a engraissé quinze petits romans où le décor et le dépassement sont aussi des personnages de l'action.



lettres étrangères

Les amours d'un mandarin et d'une courtisane

• Les déconvenues d'un lettré

« **D** E nos jours, il semble que les honneurs aux examens ne correspondent plus à rien. Pour avoir de l'avenir, il faut étudier et connaître la politique et les affaires occidentales, entrer au bureau des affaires étrangères et partir en mission diplomatique. » Ainsi s'exprime, à la

fin du siècle dernier, le héros Wenqing, après avoir été admis à l'examen triennal de l'Académie. Et il devient légat de l'Empire mandchou en Allemagne, puis en Russie.

Fleur sur l'océan des péchés raconte ainsi les expériences et les déconvenues d'un mandarin de haut rang, en poste à l'étranger, et de sa concubine Fa Caiyun. Celle-ci, d'une beauté sans égale et d'une intelligence peu commune, assimile

rapidement les valeurs occidentales et se met à la cour d'Allemagne — où elle se lie intimement avec l'impératrice — que dans les milieux de nihilistes russes. Son tempérament voluptueux la pousse d'un amant à un autre, et ses aventures si ouvertement anticonfucéennes finissent par provoquer la mort de son mari, qui ne supporte pas, après avoir été rappelé en Chine, les querelles de la rue-meur publique.

Si les amours malheureuses du mandarin pour sa belle concubine constituent l'intrigue principale du roman, de nombreuses autres anecdotes mettant en scène quantité de personnages secondaires viennent se greffer sur l'histoire de Wenqing et Caiyun. Elles nous renseignent abondamment sur les mœurs de la classe politique mandarinale de l'époque, sur la corruption des bureaucrates et sur les malversations des élites confucéennes au pouvoir, ou sur les visions chinoises de l'Occident.

Les intrigues de la Cité interdite, les turpitudes des hauts fonctionnaires avec leurs mignons, les destins tragiques des courtisanes, tout est évoqué avec un luxe de détails qui n'exclut pas l'ironie. Et on comprend alors pourquoi l'obscurantisme et les attentements des fonctionnaires-lettrés ont pu conduire la Chine à la dérive, surtout après la défaite de 1895 face au Japon.

Une œuvre classique

La forme et le contenu mêmes du roman de Zeng Pu (1872-1935) fournissent d'ailleurs un exemple révélateur des hésitations et des tergiversations des intellectuels de l'époque. A plusieurs reprises, notamment aux chapitres 18 et 21, Zeng Pu assure qu'il convient, en littérature, de ne pas « répéter à l'infini l'histoire de la belle et du lettré », que son roman « n'est pas un roman comme les autres » pour ce qui est de la composition ou qu'il « faut créer une autre langue écrite dont on pourrait user comme de la langue parlée ».

Fleur sur l'océan des péchés est pourtant une œuvre essentiellement classique, à l'opposé même de ce que recommandait Zeng Pu. A l'instar des récits traditionnels, le roman est découpé en chapitres qui débutent par un résumé succinct de la section précédente et se terminent par l'annonce d'un événement « à suivre ». Enfin, la langue est classique à outrance, une langue difficile pour les élites cultivées, à mille lieues de la langue parlée, qui avait découragé jusqu'à présent non seulement

les traducteurs, mais aussi les lecteurs sinistants, qui se sont rarement aventurés au-delà des premiers chapitres.

La traduction d'Isabelle Bijon, proche du texte chinois, n'a sauté aucune difficulté et fournit au lecteur un important appareil critique pour l'aider à comprendre les références mythologiques et les allusions historiques qui ponctuent régulièrement le récit. Elle a su restituer précisément les ambiances dans lesquelles évoluent les personnages, en gardant parfois en français la même lourdeur qu'on trouve en chinois. On ne peut que se réjouir de cette très bonne version française de **Fleur sur l'océan des péchés**, qui a été, au moment de sa parution à Shanghai, en 1905, un des plus grands succès de l'époque.

ALAIN PEYRAUBE

★ **FLEUR SUR L'OCEAN DES PÉCHÉS**, de Zeng Pu, traduit du chinois et annoté par Isabelle Bijon. T.E.R. Éditions, Ferns de Bragança, 32120 Mawezin: 423 pages, 59 F.

« Vagabondages »

Le numéro 48 de la revue **Vagabondages** est consacré à la poésie chinoise. Au sommaire, un choix de poèmes des trois grands maîtres de la dynastie Tang (VII^e-X^e siècles) : le taoïste Li Po (701-762), Tu Fu le confucéen (712-770) et Wang Wei (701-761), l'adepte du bouddhisme zen. On y trouve aussi une excellente introduction didactique sur la poésie chinoise du XX^e siècle, et des œuvres de sept poètes modernes : Ping Hsin (née en 1902), Feng Chih (né en 1905), Mu Tan (1918-1977), Tang Ch'ü (né en 1920), Lu Yün (né en 1922), I Men (1907-1967) et Ai Ts'ing (né en 1910).

Certaines de ces traductions ont été reprises de recueils édités par les soins des Publications orientalistes de France (traductions d'Anne Cheng pour Ping Hsin, de Catherine Vignal pour Ai Ts'ing). Mais la plupart sont inédites et ont été assurées par François Cheng, qui a pris le parti de présenter des poèmes moins connus mais mieux à même de refléter la diversité et la richesse de la poésie chinoise contemporaine. Un excellent numéro. — A. P.

★ **VAGABONDAGES**, n° 48, Poésie chinoise, 21 F.

document

Actualité de la Chine des Han

• Les racines profondes d'une société

BEAUCOUP des images et des œuvres de cette Chine des Han nous sont presque familières. Ce cheval africain chevauchant une hirondelle, ces visages de guerriers figés dans la glaise, ces fruits d'une sidérurgie florissante à l'heure où l'Occident sortait à peine de l'âge de bronze, tout cela fait aujourd'hui partie d'un patrimoine commun, où chacun a appris à identifier quelques-unes des sources et des créations fondamentales du génie humain.

Moins connu — du moins des non-sinologues — est le discours politique d'une époque dont nous séparent vingt ou vingt-cinq siècles et que fait ressaïr le livre de Michèle Pirazzoli-Serstevens. La Chine d'alors compte moins de 100 millions d'habitants — 58 millions à l'époque de la naissance du Christ, soit un peu plus d'un vingtième de sa population actuelle, — mais les préoccupations de ses dirigeants sont curieusement analogues à celles de leurs lointains successeurs de notre époque.

Cela est tout à fait évident lorsqu'il s'agit des activités de base de la société. Par exemple de l'agriculture : « Le problème qui se posait (...) ou cultivateur de Chine du Nord dans la mise en valeur des sols était celui de la conservation de l'humidité des terres ». Plus singulier est le rapprochement des thèmes relatifs aux structures et aux pesanteurs de l'économie. Aux « modernistes » qui font valoir « la prospérité des principales villes de l'Empire », les « réformistes » opposent « la pauvreté de maintes régions agricoles, le surpeuplement de la zone métropolitaine, les dangers d'une bureaucratie pléthorique et peu scrupuleuse ». Voilà qui est déjà troublant quand on songe au lancinant problème que posent encore aujourd'hui les rapports — et les inégalités — entre ville et campagne.

Sur le même plan de l'économie et sur le chapitre des relations entre industrie et agriculture, on croit rêver en lisant les critiques adressées, un siècle avant notre ère, par les « réformistes » aux fonderies d'Etat, « plus soucieuses d'atteindre leurs quotas de production que de servir les intérêts publics » et qui « livrent des outils agricoles de mauvaise

qualité et mal adaptés, ce qui oblige les paysans à travailler encore plus dur ». « En outre, les prix sont trop élevés, tant pour les outils en fer que pour le sel, hors de portée des paysans pauvres. »

Déjà, en somme, ce problème des « ciseaux » entre prix agricoles et prix industriels qui causa bien du souci à Lénine avant de se poser dans la Chine socialiste. Aussi bien les remèdes appliqués par les dirigeants de l'époque évoquent-ils déjà ceux de leurs successeurs puisqu'ils « visaient à développer au maximum l'agriculture, à canaliser l'enrichissement des artisans et des commerçants ». Déjà aussi, les mêmes dirigeants s'efforcent « de moderniser les techniques, de standardiser les poids et mesures, d'unifier l'écriture ».

On pourrait multiplier à l'infini ces similitudes. Par exemple à propos de la formation des fonctionnaires, qui encourageait « l'unification — mais aussi l'uniformisation — culturelle du pays ». On enregistre de la pratique de la « recommandation » qui permettait aux seuls rejetons des élites locales de « monter » vers la capitale.

L'époque « romaine »

Parallèles abusifs ? Illustration illusoire d'une Chine prétendument éternelle et qui ne changerait jamais ? Reconnaissance plutôt, des racines profondes d'une société, voire d'un système politique qui a effectivement commencé à se former dès avant notre ère.

Est-ce d'ailleurs le privilège de la Chine de pouvoir — ou de devoir — remonter si loin dans son passé pour reconnaître les premières ébauches de son image-contemporaine ? Michèle Pirazzoli-Serstevens luge un autre parallèle, jadis établi par le régime des Han comme l'époque romaine de la Chine. Notre vieille Europe doit-elle beaucoup moins, en fin de compte, aux législateurs romains que la Chine actuelle à ces hauts mandarins qui, autour des empereurs, coiffaient avec minutie les premières lois de leur société ?

ALAIN JACOB

★ **LA CHINE DES HAN**, de Michèle Pirazzoli-Serstevens, PUF, 234 p., nombreuses planches en couleurs et illustrations, 400 F.

Vienne sans ses juifs

JUIF converti au protestantisme, journaliste dans le meilleur quotidien viennois, la *Neue Freie Presse*, auteur prolifique de romans d'actualité (souvent adaptés au cinéma comme *la Rue sans joie* réalisé par Pabst avec Grete Garbo), Hugo Bettauer sera abattu à coups de revolver, le 10 mars 1925, par un jeune nazi. C'est à ce titre qu'il figure encore dans quelques anthologies de littérature autrichienne, aux côtés de Moritz Schlick, philosophe assassiné lui aussi. Pour le reste, Hugo Bettauer est oublié. Dommage.

Domage, car son roman *la Ville sans juifs* mérite le détour. Rapide, nerveux, journalistique dans le meilleur sens du terme, il tient en haleine le lecteur et lui propose sous une forme caustique une fable pour les temps modernes. Nous sommes à Vienne, en 1922. L'Autriche, vaincue, moribonde, gangrenée par l'inflation, a perdu la maîtrise de son destin. Alors, peu à peu, une idée s'insinue dans les esprits : pour retrouver l'état du passé débarrassé-nous de nos juifs...

Au cours d'une séance mémorable du Parlement, le chancelier fédéral Karl Scherzinger explique : « Nous, aryens d'Autriche, nous n'avons pas à la cheville des juifs, nous sommes dominés, opprimés, violés par une petite minorité parce que cette minorité possède précisément les facultés qui nous manquent. » Il évoque son peuple d'origine campagnarde, si naïf, si candide, si peisible, si idéaliste, si pieux, si loyal. Et il l'oppose à ces juifs qui, grâce à leur inquisiteur libéralisme d'esprit, à leur intelligence fulgurante, à leur souplesse fé-

line, ont subjugué ce peuple et sont devenus ses maîtres.

La loi d'expulsion des juifs sera adoptée, et le chancelier Karl Scherzinger salué comme le libérateur de l'Autriche. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'au jour où nos braves Viennois constatent que leurs revenus fondent comme neige au soleil, que les affaires périclitent, et que, pis encore, leur ville a perdu tout son chic.

Certes, on n'aimait pas les juifs, mais ils étaient quand même bien utiles, ces gens-là, murmurent les déçus de l'antisémitisme. Après tout, se dit-on, que les juifs soient sympathiques ou pas, c'est sans importance. Le levain qu'on ajoute à la farine a par lui-même un mauvais goût, et pourtant, sans levain, on ne peut pas faire de pain, explique-t-on. La situation économique se dégrade infiniment plus sans eux qu'avec eux, on finit par admettre qu'on ne peut se passer d'eux. Et lorsque, après d'amusantes péripéties, le premier juif revient à Vienne, il est accueilli par la foule en liesse, comme s'il était le Sauveur en personne.

R. J.

★ **LA VILLE SANS JUIFS**, de Hugo Bettauer, trad. de l'allemand par D. Astrand, éd. Belfand, 222 p., 69 F.

40 romans de 3 pages pour les vacances

TOME II



Enfin le tome II ! Après le succès du premier recueil, **le Monde** publie, pour la deuxième année consécutive, une sélection de quarante nouvelles parues dans **le Monde** Dimanche depuis 1979.

A côté de quelques auteurs déjà familiers, Jean-Pierre Andreu, Mario Benedetti, Michel Grisolie, Roland Jaccard, André Laude, tous les autres sont de nouveaux venus, du mystérieux Agueev — ce Russe du début du siècle dont on ignore jusqu'au nom exact — au prestigieux Graham Greene ; des jeunes débutants — comme Dominique Fran-

ceschi, Régis Jeuffroy ou Régis Pineau — eux spécialistes incontestés du genre que sont Christiane Baroque, André Chedid, Jacques Chessex, Roger Grenier, Maurice Pons ou Suzanne Prou ; et d'autres voix, venant d'horizons moins célébrés par les médias, se font entendre, comme celles du Yougoslave Zivko Cingo, du Hongrois Ervin Lazar, du Turc Bilge Karasu... ou de l'Occitan Bernard Mencié.

Quarante nouvelles : quarante romans de trois pages ! Une lecture intense et brève, idéale pour les vacances et les voyages.

En vente chez les marchands de journaux et au **Monde**.
JUIN 83 - 100 pages - 25 F

Le Monde
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

هكذا من الأصل

des livres pour l'été...

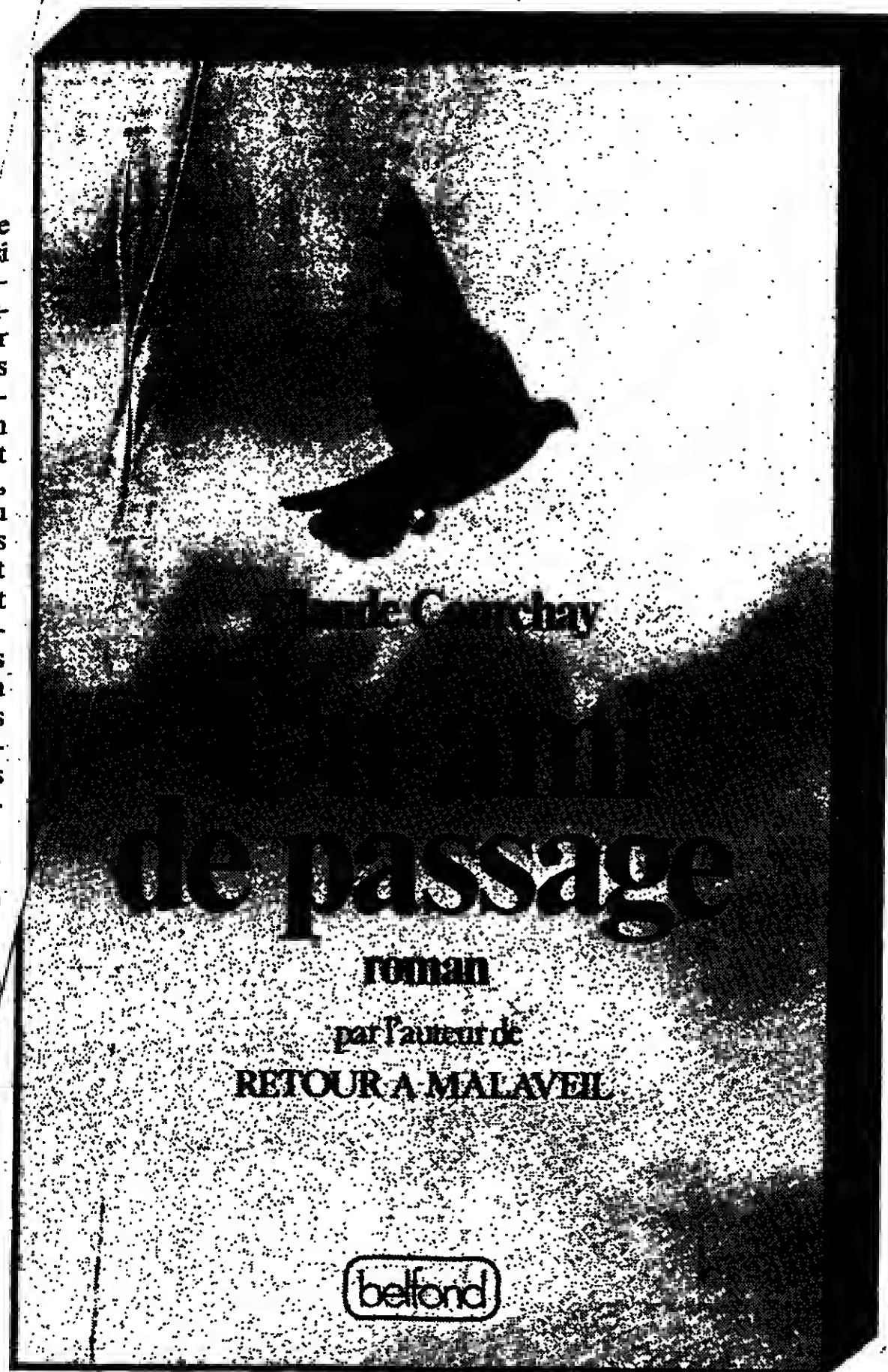
Aujourd'hui, Pierre Belfond vous propose:

"Claude Courchay, vous ne l'avez sûrement pas oublié si vous avez été de ceux, nombreux, qui ont eu, l'été dernier, le coup de foudre pour son *Retour à Malaveil*. Vous retrouverez, ici, (...) ses dialogues, vifs et nerveux, son humour, son style faussement parlé, sa tendresse, aussi, pour ses personnages un peu marginaux, à coup sûr blessés par la vie, solitaires, n'aimant pas se livrer, et qu'il nous fait découvrir, peu à peu, machiavélique distillateur de petites révélations anodines dont on s'aperçoit après coup qu'elles pesaient leur poids de sous-entendus (...). On est, très vite, ligoté par ce polar ensoleillé et tragique."

ANNIE COPPERMANN
(*Les Echos*)

"Polar? Thriller? Roman d'atmosphère? Peu importe l'étiquette quand un livre est réussi. Claude Courchay est trop ambitieux pour avoir la prétention de nous ennuyer. Son objectif est clair: raconter une histoire en allant à l'essentiel; divertir sans jamais voler bas ni tricher faux. Mission accomplie."

NOËLLE LOHOT
(*L'Express*)



"Le suspens est total et à double détente. Le plaisir de lire est complet tant Courchay dirige et manie le tout de main de maître."

Gageons qu'avec cet *Ami de passage*, l'auteur de *Retour à Malaveil* va encore faire un malheur en librairie. Ce ne serait que justice, son livre pouvant concourir dans toutes les catégories romanesques: Un ami de passage est à la fois un polar, un roman de facture classique et un excellent best-seller. Trois livres en un seul, ne vous privez pas."

JEAN-CHARLES LAJOUANIE
(*Les Nouvelles Littéraires*)

"Courchay a de l'humour et de l'humour à revendre, il pince sans rire, il gouaille, il tonne, il tricote jeux de mots sur jeux de mots, il prend ses distances, il chatouille, le finaud, notre impatience, il est dans son intrigue comme un poisson dans l'eau (...). La machine Courchay fonctionne à merveille."

JÉRÔME GARCIN
(*Le Provençal Dimanche*)

Par l'auteur de

"RETOUR A MALAVEIL"

PRIX R.T.I. "GRAND PUBLIC" 1982
200.000 exemplaires vendus

belfond

portraits

DEUX BRETONS MAGIQUES

Ardent Xavier Grall

LES éditions Calligrammes de Quimper (qui ont publié *Genèse*, de Grall, et plusieurs livres de Georges Perros, etc.) viennent de rassembler un choix des « billets » que Xavier Grall publiait dans le *Monde* dimanche, sous le titre générique de « Vu de Bretagne » — la mer, la nuit, le chômage, l'alcoolisme, mais aussi Glenmor, Dan Ar Bras, Alan Stivell, la nature, l'âme celtique en constituant la trame. Et parlez-moi de la Terre, au-delà de l'anecdote, fait son poids d'encre, tour à tour rageuse, tendre, violente, pamphlétaire, rêveuse.

Dans un bref ouvrage, Philippe Mouzan, écrivain et chanteur breton, natif de cette « province de l'âme », selon la belle et juste expression de Julien Gracq, nous restitue le parcours de l'auteur du *Cheval couché*, et de *Arthur Rimbaud — La marche au soleil*. Une centaine de pages dictées par l'émotion, la ferveur, où le ly-

risme « ivre » supplée parfois à l'approche critique.

Peut-il s'en plaindre ? De Landivisiau à Paris, du journalisme de la Vie à Botzulan, nous marchons avec Xavier Grall sur un chemin balisé d'alcool, de cigarettes, de fratries, de fées, de révoltes (à Lannemezan à Rimbaud II), d'amours exaltées.

Signalons enfin que Glenmor a dédié à la mémoire de Xavier Grall son dernier disque, *Le Coupe et le Mémorial*, disque dans lequel un chant bouleversant évoque celui qui fut un « cheval de feu », allant à la mer.

ANDRÉ LAUDE.

* ET PARLEZ-MOI DE LA TERRE, de Xavier Grall. Ed. Calligrammes, rue Elie-Frère, Quimper.

* XAVIER GRALL — LA RAGE ET LA TENDRESSE, de Philippe Mouzan. Ed. Nature et Bretagne, essai, photos, anthologie, 38, rue Jeanne-d'Arc, 29000 Quimper, 102 p., 32 F.

Les « riens » de Perros

D U lointain de la mort, Georges Perros continue de nous écrire. « Je conçois la vie comme une longue conversation qui ne devrait pas finir entre les êtres et les choses ». Ses amis, depuis 1978, « ont besoin d'aller jusqu'à un cinéaste de Tréboul, à Douarnenez, des inédits, lettres et articles le perpétuant. Un gros livre, avec ses dessins et ses peintures, un entretien donné à Michel Kernou (mai 1973) et un florilège de ses propos, vient encore pour affirmer sa présence, cette façon brusque d'être là.

« Je suis toujours ce que je vais devenir ».

dit-il d'abord. Il se voit comme « en transit », entre deux trains sur un quai de gare ». Il repère de la « magie bretonne », des pierres, des vagues et du ciel. Il grogne en repensant à mai 68, où les mots ont éclaté, tels « un million d'oiseaux d'or aux futures rigueurs », pour retomber « comme le la suite ». Il raconte sa visite à Lézard, son métier de lecteur de manuscrits au T.N.P. et pour Gallimard, et revient sur les Bretons : « Il y a tout de même chez le Breton quotidien que je fréquente un fatalisme, un je-m'en-foutisme assez fortiches ».

Et ses peintures ? Elles ressemblent à des Michaux, à des Hercules Segers ou même à des Tobey et des Bryn. Des portraits de Leiris et de Klossowski, une fenêtre, un oiseau, une plage. « L'envie de dessiner plutôt que d'écrire. L'envie de dessiner ce qu'on a envie d'écrire... Sur l'ardoise magique du temps, Perros a conjuré sa peur de vivre avec ces riens.

RAPHAËL SORIN.

* JE SUIS TOUJOURS CE QUE JE VAIS DEVENIR, de Georges Perros. Éditions Calligrammes-Bretagne, 120 pages.

L'homme à la moto

par PIERRE-JAKEZ HÉLIAS

L'HOMME à la moto. Il suffisait de le voir la chevauchant, les coudées franches, pour savoir qu'elle n'était pas seulement un véhicule à circuler, mais le symbole même d'une libération toujours remise en cause au même temps que le destin de ses motardiers reconquêtes. C'est qu'il lui fallait tenir en tête et en mains ce Douarnenez d'élection où il était arrivé sur sa moto et qui dépassait singulièrement le lieu ainsi appelé. L'espace et le temps abolis, Douar-

nenez. Et pourquoi Douarnenez, Georges ? Pourquoi ailleurs, répondait-il avec son rire bref.

Il avait beaucoup d'amis et de toutes les qualités, soucieux qu'il était de compenser les uns par les autres sans injustice pour aucun d'eux. Un industriel peu soucieux de lyrisme ni d'ouverture à certaines façons de mener la vie n'a dit un jour, parlant de lui, qu'il était un homme respectable. Il avait trouvé le mot. Nous étions quelques-uns à ne pas oser empiéter sur le quant-à-soi de Georges Perros dans sa thébaïde ouverte. Mais quel plaisir de le voir arriver de lui-même, sur sa moto, à tel ou tel endroit où il savait nous trouver à trois ou quatre sans autre souci que de récréer le monde pendant une heure ou deux. Et de l'écouter quand il voulait bien se donner à entendre, faux cynique et vrai généreux. On avait toujours scrupule à fixer rendez-vous à Georges Perros. Il se rendait à ses heures où le conduisait sa moto.

Et moraliste avec ça !

Il était l'intransigeance même, sans concession, incapable de fausse semblance ou de politesses gratuites. Quand une conversation se l'interessait pas, il déclinait ostensiblement la tête, et ce seul mouvement balayait les futilités avec les lieux communs. Il attendait le prochain silence pour reprendre le fil de ses propos interrompus par nos vaines considérations. Mais toute sa personne s'excusait. Il s'excusait pas à nous déclarer qu'il était à cent lieues de nous. Et d'ajouter aussitôt : « Il est vrai que je ne suis pas très près de moi-même non plus. » Avec un geste évanescent de la main qui tenait la pipe. Étrange Perros.

Il était à la fois un personnage populaire et une tête que l'on reconnaissait pensante au-delà du commun. Son repli à Douarnenez n'était pas une rupture. Il avait seulement pris ses distances pour mieux s'appréhender. Il entretenait une correspondance avec ailleurs tout en faisant soigneusement l'inventaire de l'humanité autour de lui. Il a même été au centre d'un échaude de jeunes disciples. Ce n'était pas par envie de jouer au maître, mais par besoin d'avoir des témoins pour certains de ses monologues intérieurs qu'il libérait devant eux à haute voix. A certains moments reprenait son accent N.R.F. Une bonne virée sur le port ou en mer l'en guérissait, le remettait en surveillance à l'égard de lui-même.

Et moraliste avec ça !

Voilà ! Dès sa fin, on pouvait plus parler à l'insistant pour le reste, il m'aurait passé, moi devant lui, des petits papiers courts, interrogations, réponses qui me laissaient perplexe et désespéré à cause d'effacement que je ne faisais qu'entrevoir. Je n'étais pas de taille. Il devait m'écarter l'annuaire cacore à m'insérer dans l'homme à la moto.

Voilà ! Dès sa fin, on pouvait plus parler à l'insistant pour le reste, il m'aurait passé, moi devant lui, des petits papiers courts, interrogations, réponses qui me laissaient perplexe et désespéré à cause d'effacement que je ne faisais qu'entrevoir. Je n'étais pas de taille. Il devait m'écarter l'annuaire cacore à m'insérer dans l'homme à la moto.

* LETTRES A MICHEL BUTOR (1968-1978), de Georges Perros. Éditions Ubac, 138 pages, 72 F. Diffusion Distances, 3, rue Edouard-Jacques, 75014 Paris.

Un roman pour l'été ou pour l'éternité

L'ENLÈVEMENT

JEAN-EDERN HALLIER

Éditions J.J. Pauvert, ALÉSIA

Jamais comme dans ce livre il n'a poussé si loin la provocation, la mégalomanie, la dérive fantasmatique, le mentir-vrai. Un livre dément et talentueux.

Bernard PIVOT — LIRE

Au milieu du marché littéraire courant, toujours aussi trompeur et inessentiel, ce roman nous prévient par sa beauté trouble et nerveuse. Nous sommes à un point zéro de la vérité comme de la passion. A un tournant de la grande comédie humaine. Ce miroir vous est donc tendu : vous pouvez en juger l'auteur. Mais vous savez bien, c'est vous.

Philippe SOLLERS

O, Dali ! L'élégie paranoïa critique a un Angeus socialiste.

André GLUCKSMAN

Il n'y avait que lui pour oser faire ce livre insolent et un peu indigne. Mais sa beauté trouble est sans doute aussi dans son indigence.

Daniel RONDEAU — LIBÉRATION

Une critique de frivolité et de vindicte s'acharne sur l'Enlèvement. Impossible de lire ce roman sans être ébloui par le talent qui s'y déploie : des morceaux de polémique fulgurante, un imaginaire noir, orange, éclaté, dans la lignée dostoïevskienne, qui entreprend sa longue descente aux enfers, sous la hantise de l'abjection et au milieu des simulacres qui ne trompent que l'imbécillité des échosiers.

Paul VENDROME — LE RAPPEL (Belgique)

Tout le monde ment. Tout le monde contribue à la grande imposture et à la tarification sociale. La fonction et l'honneur de l'écrivain, c'est de vendre la mèche, de lâcher le morceau. HALLIER crache dans la soupe. Ça donne une poésie très forte, un fumet, une musique à quoi je suis très sensible. Des pages superbes, que je regrette de ne pas avoir écrites moi-même.

Jean DUTOUD, de l'Académie Française — PARIS-MATCH

L'enlèvement est un beau, un très beau livre. Un livre où il y a des pages et des pages à se mettre à genoux devant.

Jean-Michel ROYER
PARISIEN LIBÉRÉ

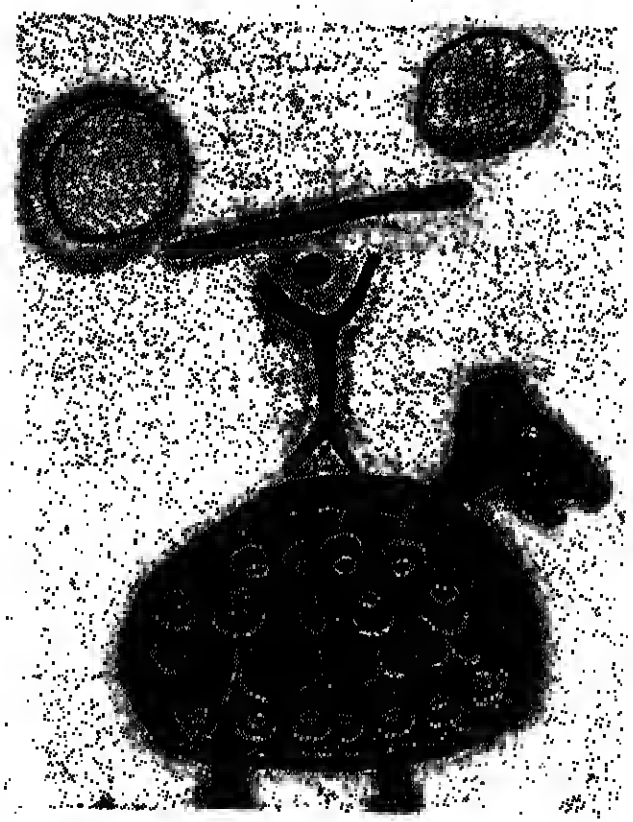
Jean-Edern HALLIER attaqué de toutes parts, parce que provocateur magnifique, parce que écrivain de race.

Jacques CHANCEL
PARENTHESES

Un véritable feu d'artifice. Un nouveau HALLIER est né, un vrai génie qui enterre les meilleurs et les plus grands.

André BORETTI
LE SOIR - MARSEILLE

« Le Yeux de la tête »



LES cahiers du « Nouveau Commerce » publient en volume, avec des reproductions de dessins, d'arts de Perros, les Yeux de la tête, paru dans le numéro 1 de l'année, en 1963.

« Un tableau, c'est une pensée sous elle : cette mine de riens que le moindre regard enlève, inquiète, rougit, ou gène. » Avec des autorismes, paradoxes et approches toutes autour de la peinture, entre Ponge et Braque. Les tics consolent ou « défont » la pâte et se « rafraîchir les idées ». R. S.

* LES YEUX DE LA TÊTE, de Georges Perros. Le Nouveau Commerce, 12 B. cont., 100 F.

(Publicité)

L'ENCADREMENT
Isabelle LAGUITTU

Qu'il soit rond, carré, ovale, hexagone, ou oblong, cadre peut tout entourer, même un objet à trois dimensions. D'une technique simple, utilisant des matériaux faciles à manipuler et bon marché, l'encadrement est à la portée de tous. Qu'il s'agisse de tableaux, d'encadrements sous baguettes, en aluminium, en plastique, de bords ou de cadres provisoires, Isabelle Laguittu vous explique tout, de façon simple et très claire, sans oublier l'entretien et les réparations de vos cadres.

SOLARAMA 17,90 F
Éditions Solar

مكتبة الأنجلو

Le Monde

culture

La route des festivals

AVIGNON

L'auberge du Cheval bleu

Le soir, place Griffon, arrive un groupe nombreux de jeunes gens et jeunes filles, roses et bien peignées. Ils portent des vêtements de musique, installent une sono modeste, et, cependant efficace, se disposent en cercle et entonnent sur un rythme simple, mais entraînant, des chants à la gloire du Seigneur, poésies d'abbés, bruns lavés et agitant les mains comme pour les sécher sans serviette.

Il ne s'agit pas d'une troupe officielle d'une sorte de secte. Nous sommes chrétiens, disent-ils, mais ces jeunes gens et jeunes filles, qui, après les chœurs, racontent un par un le jour où la révélation leur est venue, puis reprennent en solo des chants qui tiennent de Joan Baez et des gospels. Le mysticisme sauvage remplaçant les tristes et autres roudes mal rasés (qui ont, par conséquent, disparu), voilà ce que le nouveau visage d'Avignon ?

La place de l'Horloge, chaque année, se modernise. Il y a eu le déplacement de la statue hors des remparts, le nouveau quartier de la Balance, l'expansionnisme des terrasses, des brasseries qui se renouvellent activement, on est en plein travail. L'Auberge du Cheval bleu, même s'est dotée d'une façade géométrique, baies vitrées, boiseries façon vaquero au nouveau. Symbole ? (Informons les jeunes générations : l'Auberge de France était le « cantine » de Jean Vilar, et ses murs, style cripi provençal, en gardaient l'image et le souvenir). Les années 80 s'attachent au passé, et c'est tant mieux. La légendaire Civette a perdu son monopole de point de rencontre. Là où on se rencontre entre « gens de métier », là où on se pose, où on interviewe, où se tiennent des conférences de presse, où on déjeune en self-service assis sur l'herbe ou autour de blanches tables de jardin, là où s'est installé le Pop-Club de José Artur, c'est le jardin des bu-

reaux du festival. C'est là que se recueillent les informations de dernière minute. Une jeune fille à l'accent italien m'a demandé d'annoncer l'arrivée du Cheval bleu, cheval en papier mâché, qui était au centre de l'opposition incohérente à Beauport. C'est aussi le nom d'une association née à Trieste en 1973 au moment où Franco Basaglia entrait son action contre les asiles psychiatriques. L'association possède aujourd'hui une section dans le Gard et organise, les 24, 25 et 26 juillet des débats sur le thème : comment la presse, le théâtre, la poésie, la danse, la peinture, etc., peuvent contribuer à changer l'image publique de la folie. On voit bien que l'art, en général, et donc, le théâtre, n'est pas « enfermé dans le ghetto de la représentation ». A quel point le public s'intéresse à tout ce qui a'y rapporte est quand même étonnant. La preuve en est le succès inattendu des écrits philosophiques sur le théâtre (Brecht, Barthes,

Nietzsche, Platon, etc.) lus par les acteurs de Strasbourg et de Grenoble avec Philippe Lacoue-Labarthe dans la cour de l'Oratoire, à partir de 1 heure du matin. La cour, qui n'est pas grande, est pleine. Evidemment, il fait frais, et c'est gratuit, mais il faut être très tôt arrivé, car il y a une queue. Et, à chaque fois, une quarantaine de personnes restent pour débiter jusqu'à ce que les acteurs se fatiguent, tombent en miettes. C'est à croire que la philosophie (pas même nouvelle) venait autrefois, avec l'orchestre de Ligeti, au « cantato-opéra » de Marcel Landowski, la Prison, qui devait raviver en eux des souvenirs douloureux : cet homme et cette femme qui attendent avec angoisse l'arrivée de la police politique, puis l'interrogatoire sinistre auquel ils sont soumis, enfin la prison d'où elle s'évade dans la folie, et lui dans la mort. Le style très descriptif de l'orchestre (cordes, trois trompettes et percussions), qui traduit avec précision l'atmosphère

COLETTE GODARD.

AIX-EN-PROVENCE

Les concerts après l'opéra

Si l'on vient au Festival d'Aix-en-Provence pour ses opéras, on y reste volontiers pour ses concerts, tel, dimanche à la cathédrale Saint-Sauveur, l'extraordinaire *Israël en Egypte*, de Haendel, donné par le Monteverdi Choir et les English Baroque Soloists, sous la direction de John Eliot Gardiner. Et telle la création, par Vicherskaia et Rostropovitch, de *la Prison*, de Marcel Landowski.

A l'opposé des exécutions solennelles et gourmées qui étaient autrefois de tradition en Angleterre, Gardiner met à nu le texte musical saisi à sa racine, retrouve la vigueur et le réalisme fabuleux de Haendel à travers le style baroque le plus dépouillé. Il a le génie du tempo exact qui illumine la musique et du dessin qui creuse l'expression. Les mouvements les plus vertigineux étincellent de clarté, et chaque geste, chaque muscle de son corps, semblent transcrire directement cette épopée qui s'engouffre en lui, qui souffre sur ce brasier vivant.

Le soir même, Galina Vicherskaia et Rostropovitch venaient offrir, avec l'Orchestre de Lille, une « cantato-opéra » de Marcel Landowski, la Prison, qui devait raviver en eux des souvenirs douloureux : cet homme et cette femme qui attendent avec angoisse l'arrivée de la police politique, puis l'interrogatoire sinistre auquel ils sont soumis, enfin la prison d'où elle s'évade dans la folie, et lui dans la mort. Le style très descriptif de l'orchestre (cordes, trois trompettes et percussions), qui traduit avec précision l'atmosphère

obsédante de ce sujet à la Menotti, paraît un peu démodé, ainsi que les grandes plaintes en cris et vocalises de la soprano, où passe le tempérament tragique et indomptable de Vicherskaia. On regrette que le ton ne s'élève pas constamment à cet authentique lyrisme qui saisit les interventions de Rostropovitch sondant les profondeurs de la détresse humaine.

Le tempérament combatif, la conviction et la sonorité gonflée d'émotion de celui-ci parvenaient ensuite à donner vie au *Concerto pour violoncelle* de Dvorak dans l'acoustique du pavillon Vendôme où l'on ne pouvait guère apprécier les qualités de l'Orchestre de Lille dirigé par Jean-Claude Casadesu. Guschlbauer, Gardiner et Janowski risquent d'éprouver les mêmes mécomptes dans les jours à venir.

La musique contemporaine, de son côté, reprend sa place à Aix grâce à une collaboration plus active du Festival avec le centre Acanthes. Celui-ci réunit cette année cent quatre-vingt stagiaires autour de Luciano Berio et d'une pléiade d'excellents professeurs qu'on trouve dans les cinq concerts consacrés ces jours-ci aux musiciens de Circles. La journée du 20 juillet, qui sera dédiée à Anton Webern pour son centenaire, marquera l'entrée de la musique de notre temps dans le sanctuaire classique du Théâtre de l'Archevêché avec l'Ensemble intercontemporain et Pierre Boulez qui dirigera des œuvres de Webern, Stravinski, Berlioz et son propre *Eclat*.

JACQUES LONCHAMPT.

Lyrisme, terrorisme et féminisme

La parole de l'hospice Saint-Louis d'Avignon, derrière le grillage, trois femmes attendent une hypothétique visite, trois terroristes qui, semble-t-il, ont assassiné une quatrième. Une cinquantaine de spectateurs entassés servent de catalyseur muet. L'auteur et metteur en scène de ces *Visites espacées*, Jean-Claude Buchard, travaille en « décor réel pour provoquer un réel en prise directe avec l'émotion » (ce qui n'empêchera pas les acteurs de venir saluer et les assistants d'applaudir...). Un petit orchestre, l'ensemble Musique nouvelle de Liège (flûte, deux clarinettes, cors, basson, trombone, quatre violoncelles, deux percussions), fait du bruit comme quatre sous la direction de Jean-Claude Malgouyres.

Huit-clos de trois femmes qui, remâchant leur angoisse, leurs souvenirs, débloquent leur agressivité mêlée de tendresse et de pitié, l'une en face des autres, et chacune pourtant murée dans sa solitude.

Nous n'en saurons pas plus quant à cette « Interrogation sur les rapports de l'être humain et du terrorisme », sur l'acte anarchiste dans l'espace de la « subjectivité féminine », car le texte est strictement inaudible. Deux belles cantatrices cependant, Isabelle Poulenard, jillissante et spontanée, Hélène Delavant, grande Carmen de Peter Brook, et un contralto très dramatique, Anne Bartelloni, nous touchent par l'intensité avec laquelle elles vivent leur drame. Mais l'écriture vocale est faible, souvent élémentaire, mélodie invertée semée de cris

qui n'épouse guère une vérité psychologique complexe, en dehors de quelques épisodes d'essence purement musicale où les voix superposent leurs plaintes. Le problème de la déclamation moderne n'est toujours pas résolu.

Pourtant, l'intérêt est soutenu par le discours orchestral de Philippe Hersant, chargé de sons, ni descriptif ni expressionniste, mais d'un ample mouvement lyrique. Le langage nullement postallité provoque par développements originaux (apparentés à certaines pages wagnériennes ou bartoliques) qui évoluent lentement à partir d'un noyau de motifs fondamentaux, traduisant de manière assez impressionnante, malgré quelques redondances, à la fois le périmètre et l'évolution de cette situation contractuelle sans sublimation possible.

Parmi les nombreuses tentatives actuelles, cette œuvre attachante est peut-être celle qui se rapproche le plus de l'opéra. Produite par l'Atelier lyrique de Tournai, elle résulte de l'effort acharné (malgré tant de débâcles et d'aridité) du Festival d'Avignonnais et de l'Ensemble Culturel, qui, cette année, outre la présentation de trois autres spectacles prometteurs de Sciarino, Talia et Marini, ont ouvert une « maison des compositeurs » : sous la responsabilité de Georges Aperghis, trente petites formes de théâtre musical sont montrées deux fois chacune à ce banc d'essai ; ce serait bien le diable si quelques autres d'éclairer ne se dégageaient pas d'une recherche aussi passionnément poursuivie. — J. L.

« La Pièce de Scirocco »

(Suite de la première page.)

Il y a des volutes, des colonnes, des traces pâles de surfaces peintes, des tentures de soie écarlate, tout un appareil un peu féérique de château dont les faux murs pourraient soudain tourner sur eux-mêmes découvrant des galeries secrètes qui conduisent au Rhin ou dans le campagne pour des évasions de dernière seconde. Il y a de grandes baies qui donnent sur un jardin dans lequel des roses, des cornues de pierre, un figuier, les taches dantesques du vent et du soleil, apportent une douceur chaude. Il y a, debout, vêtus de noir, un acteur.

Un acteur, sa présence humaine particulière, et les paroles qu'il va donner dans ce « décor » vivant, si infusé de tant de choses, voilà tout un théâtre, déjà.

Les quelques témoins-spectateurs assis là, devant les rideaux écarlates écartés l'historie d'un homme dans une grande demeure comme celle-ci, ailleurs, qui fit le voyage de Jérusalem, à pied, sans sortir de chez lui. En compagnie de son secrétaire, il parcourait chaque jour, pendant des semaines, dans les escaliers de son palais et les allées de son jardin, des kilomètres d'un Moyen-Orient imaginaire, jusqu'à avoir accompli sur place le chemin réel du trajet jusqu'à Jérusalem et retour, trouvant après cela un repos dans une chambre secrète, silencieuse, vide, au centre de la demeure, appelée la « Pièce de Scirocco », prévue par les architectes comme un espace hors de l'espace, comme un oûil, une syncope d'air, de vie.

Jean-Loup Rivière est l'auteur de la Pièce de Scirocco. Il a imaginé quelque chose, un chercheur, n'importe quel, l'inventeur de ce singulier de pèlerin qui a fait le voyage de Jérusalem par étapes sans quitter sa maison. Pour ce chercheur, le mythe du pèlerinage est devenu une idée fixe. Il l'a gardée en lui, et puis il a ressenti le besoin de la partager avec autrui, de découvrir, avec une poignée de spectateurs, comment le pèlerin se levait, ce qu'il se mettait aux pieds, par quels couloirs de quelle aile de la maison il passait, par quelle porte, par quel cercle du portier, entre quels arbres, et à quelle villa, quel lac, Aïep ou Damas, cela correspondait sur la carte géographique où est portée Jérusalem.

Tout se passe ici comme s'il n'y avait pas de fond au jeu de vérité et d'illusion de la pièce de Jean-Loup Rivière. Car l'acteur avance pas à pas dans sa folie, en nous donnant sur le péroratoire des informations concrètes, vraies, qui toutes cependant s'inversent et nous rendent sen-

« Les Soirées de Sophie Antipolis (Valbonne) proposent de nombreuses manifestations de qualité durant l'été. Ainsi, le 3 août, les clowns Colombini, le 10 août, King Lear, de Shakespeare, par la Footbath Travelling Company. De son côté, le théâtre de plein-air de Cerami propose, le 21 juillet, une soirée argentine en hommage à Alicia Penabaz. Après la *Missa Brevis* de Mozart, donnée le 19 juillet, le *Burlesque de Séville*, de Rossini, sera représenté le 12 août place des Arcades, à Valbonne. Enfin, l'exposition « Europa 83, cent ans d'architecture française », récemment présentée au Centre Pompidou, sera ouverte en juillet et en août. Informations et réservations : Sophie Antipolis, B.P. 3, 06560 Valbonne (04) 93 33-10-18, FNAC Nice-Etelle ; Miguel (Cannes).

sibles, et comme à portée de la main, des choses immatérielles.

Si bien qu'en fin d'après-midi de juillet, dans cette pièce à double fond d'une demeure d'Avignon, l'acteur Jean-Loup Jacopin apparaît comme le moniteur d'un mirage, en fait pas moins mensonger que les affiches, ou les voitures, ou les manchettes de journaux, ce même jour dans Avignon.

Le théâtre dispensé par l'équipe Rivière-Jacopin deviendrait alors moins fictif que la course du monde réel, parce qu'il mettrait en marche, chez le spectateur, un influx de conscience plus senti, plus tendu, plus éveillé, plus « voyant ».

La première pièce de Jean-Loup Rivière annonce un auteur aventureux et passionné, et le public d'Avignon aura sa chance de retrouver l'acteur Jean-Loup Jacopin, qui, avec calme et justice, sait donner aux textes qu'il joue une énergie spirituelle rare.

MICHEL COURNOT.

CINÉMA

« LES PRÉDATEURS » de Tony Scott

Fantastique toc

Ette vampire aujourd'hui à New York n'est pas une situation enviable. David Bowie a pu s'en rendre compte. Il disparaît au bout d'un quart d'heure, après avoir vaillamment résisté à la décomposition, d'une façon qui fait honneur au talent de son maquilleur. Reste en piste sa compagne, Miriam, immortelle, éternellement jeune : Catherine Deneuve qui n'a jamais été aussi belle, aussi séduisante, avec une auréole de mystère, une élégance à laquelle on s'accrocherait sur un simple signe de sa part. Mais Miriam semble préférer les femmes.

Elle séduit la doctoresse Susan Sarandon en lui jouant au piano un air de *Lakmé*. L'enlace sur son lit, mêle son sang au sien par de voluptueuses morsures. Les deux actrices sont formidables. Elles auraient pu nous emmener, à la fois éblouis et horrifiés, dans un superbe conte de vampirisme si le scénario, construit sur un thème original, n'était pas incohérent. Si Tony Scott (le frère du réalisateur d'Alien) ne s'était pas lancé dans une frénésie d'images allant de l'esthétique façon David Hamilton, au style syncope, accroché et supercher des spots publicitaires pour parfums et bijoux.

Il y a des brumes onduyantes, des décors somptueux, des volutes qui flottent, des lachers de pigeons et, pour finir, tout un fantastique en toc. Tony Scott est un bluffeur, mais cela ne prend pas.

JACQUES SICIER.

* Voir les actualités.

Couperin l'oublié

Un anniversaire peut parfois en cacher un autre ; ainsi le trois centième anniversaire de la naissance de Rameau a-t-il fait oublier le deux cent cinquantième anniversaire de la mort de Couperin... Mais, heureusement, l'ingratitude du plus grand nombre peut être compensée par la fidélité de quelques-uns, ceux, par exemple, qui sont venus suivre le premier séminaire organisé par la claviciste Blandine Verlet autour de l'œuvre de celui qu'elle appelle son « compagnon, collègue et ami, le tant ou si mal aimé ».

A quelques kilomètres de Fontainebleau, dans les dépendances du château de Bourron Marigny, mises à disposition de la direction du théâtre du ministère de la Culture et de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (S.A.C.D.). Parmi ceux-ci : *Tenue bleue*, d'Enzo Cornia ; *Les Éclairs du Sacré-Cœur*, de C. Copi ; *La Nuit de cristal*, de Denise Chalem.

pelle du château de Fontainebleau mais l'orgue de Cléopâtre qui s'y trouve mériterait sa part de visite. Les séminaires, par définition, profitent surtout aux participants, une quinzaine, auxquels Blandine Verlet n'a pas de peine à transmettre un enthousiasme communicatif, celui-là même qui l'a conduite à imaginer ce premier séminaire. Un séminaire dont le prix de revient dépasse certainement le montant de la modeste subvention accordée. Aussi était-il naturel, pour s'ouvrir sur l'extérieur, de proposer des concerts où les œuvres de Couperin occuperaient une place de choix sans être exclusive. C'est ainsi que le 10 juillet on a pu comparer les *Leçons de ténor* de Haec, Antoine Charpentier et celles de Couperin. Blandine Verlet, comme il se doit, tenait la partie de claviciste, et parmi les acrobates on remarquait une admirable voix de mezzo, celle de Virginie Partie. Elle sait allier la naturel de l'expression à ce raffinement de tous les instants qui fait le charme particulier de la musique française du dix-huitième siècle.

GÉRARD CONDÉ.

Pour Anne Béranger

A la suite de la disparition de la cantatrice Anne Béranger (le Monde du 19 juillet), Antoine Vitez, qui, en juin 1983, l'avait dirigée dans son dernier spectacle, nous a adressé son témoignage.

La Voix humaine de Cocteau et Poulenc restera pour tous, à Chailot, un souvenir étrange et beau ; nous savions en nous-mêmes que ce drame était rare, qu'il ne se reproduirait peut-être pas longtemps, que l'interprète y jouait sa vie.

L'acharnement, l'obstination, l'endurance, le courage, la volonté, tout cela, qui fait ce qu'on appelle la force d'âme, qui, la force de l'âme qui soutient le corps frêle, tout cela qui est si rare et qui suscite naturellement l'estime et le respect de tous n'était sans doute pour elle que la moindre des choses ; elle eût dit simplement : la conscience professionnelle.

Sur la scène étroite qu'elle parcourait chaque soir, elle mimait toute l'histoire de la vie d'une femme, jusqu'au sanglot ultime, au collier déchiré, et je voudrais qu'on n'oublie pas de quelle façon elle a étudié la musique et les gestes de son rôle, avec quelle humilité de vœu l'art ; cette humilité fut son génie.

Car Setrak à son piano, et moi tournant autour d'elle, tous deux l'entourant de nos soins, la perscrutant pour un soupir, un geste de main, nous nous sommes fondus en elle, et c'est elle qui accomplissait

seule et souveraine son voyage imaginaire, comme un acrobate sur un fil, ne nous devant à la fin plus rien, ayant tout rendu au crépuscule, par la seule force de l'âme, justement, qui fait l'éclat du théâtre.

ANTOINE VITEZ.

Chercher ne lui suffisait pas. Cette femme si féminine, cette bêtissime d'utopies, était trop généreuse pour se contenter de vivre sa chance. La chance, elle veut la donner à d'autres. En 1970, elle fonda sa compagnie, où débûtaient Joseph Russillo et Carolyn Carlson entre autres. En 1978, elle réalisa le rêve d'un spectacle total mêlant comédien et danseurs : à ses côtés, Patricia Ionesco, Pierre Rameau, Jean Babilée... Elle s'entourait d'amitiés, vit dans un monde ludique, un désordre chaleureux d'objets, de bijoux de théâtre, de dentelles, un charme hors du temps.

Elle revient au chant, jamais complètement abandonné, après avoir retrouvé un ami du Conservatoire devenu pianiste. Elle le décide à monter, avec elle, la Voix humaine, convaincant Antoine Vitez. En juin 1981, elle apparaît, blanche, exsangue, lumineuse, chantant l'Appel sans réponses de l'émou, une femme, un téléphone et la vie qui s'en va avec les mots. — C.G.

Une lettre de M. Henri Duffaut

M. Henri Duffaut, sénateur socialiste du Var, ancien maire d'Avignon, nous a adressé la lettre suivante, après la publication, dans le Monde du 14 juillet, d'un entretien avec M. Jean-Pierre Roux, nouveau maire (R.P.R.) d'Avignon :

Je suis mis en cause par la phrase suivante : « Mon prédécesseur, Henri Duffaut, qui est toujours le maître du conseil général, n'a prévenu qu'il ferait subir toutes les subventions départementales de la ville d'Avignon si je touchais sa fille ».

Je précise que je suis un simple conseiller général, et non le patron de cette assemblée, dont la présidence est assurée, avec autorité et compétence, par M. Jean Garcia, que le gouvernement vient de promouvoir au grade de commandeur de la Légion d'honneur en raison de son magnétique passé de résistant, et de ses qualités administratives.

En ce qui concerne la politique culturelle portée à un haut niveau dans la ville que j'ai eu l'honneur d'administrer pendant 25 ans comme maire, j'ai, en raison de la charge qu'elle représentait pour la cité, souhaité y associer l'assemblée départementale.

Valéris, de bien d'autres encore, et notamment des grandes compagnies dramatiques d'Avignon.

En 1983, alors que j'en étais plus maître, le conseil général a dans l'ensemble majoritairement voté en faveur des concours aux associations de 8 %, taux correspondant à celui de la hausse présumée de l'indice des prix. Toutefois, j'ai demandé à mes collègues du conseil général de porter la subvention au Théâtre d'Avignon de 450 000 F à 5 millions, ce qui correspond à une majoration de plus de 10 %, de porter également, dans ce budget de 1983, la subvention à l'orchestre, support de ce théâtre, de 600 000 à 1 300 000 F.

J'ai quitté la mairie en mars avec une dignité reconnue par tous ; mon action départementale s'inspire de cette même dignité. Mais, ainsi que le conseil général l'a indigné, notre concours n'a pas pour objet principal d'atténuer les charges incombant normalement aux municipalités mais d'assurer la promotion de leur action culturelle.

Je m'inscris donc en force contre l'affirmation de M. Roux me concernant.

Quant à M. Raymond Duffaut, son œuvre est, s'il en a besoin, sa meilleure défense. S'en est-il fait autant de bruit autour de son nom s'il n'était pas le mien.

A mon successeur je dis qu'il inscrit son nom dans l'histoire de la cité s'il y réalise de grandes œuvres. Les règlements de compte s'entretiennent dans la catégorie de ces œuvres :

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Dans les coulisses de la haute couture

A la veille des présentations des collections d'été des couturiers, qui débutent le dimanche soir 24 juillet avec Nina Ricci, une journée en coulisses permet de juger du dynamisme des vingt-trois maisons parisiennes engagées dans ce « marathon ».

Les fabricants de tissus, de Lyon ou de Côme, rivalisent de créativité pour apporter aux modèles leurs plus belles étoffes de laine ou de soie. Abraham, un des plus importants - un pied à Zurich, l'autre à Lyon - fait réaliser une centaine de patrons par saison, les imprimés en Suisse, les fantaisies dans la capitale rhodanienne. La maison participe à l'étude, actuellement en cours, tendant à assurer le suivi des petites et moyennes unités de production dans la région, travaillant dans un esprit de qualité, indispensable à la diffusion des produits de luxe français dans le monde.

Bucol explique les complexités de son unique velours au sautoir, pièce de satin tissé en double, dont les ouvrières coupent, au stylo, un fil sur deux pour arriver à des dessins arachnéens sur fond de mousseline, une ou imprimée.

Carlotto se spécialise dans les étonnantes de laine et les tweeds à relief, ainsi que dans le tissu moelleux pour manteaux. Agnola offre ses célèbres cachemires et alpagas de tons naturels, profonds en draperie unie, les fantaisies bournes mariant quelques fils vifs avec des beige, des bruns ou des gris.

Tous confirment l'importance des tons mûrisés pour l'hiver,

des gris anthracite, des couleurs primaires dans les unis, plus sourdes dans les chenilles à dessin jacquard, le noir et l'or pour le soir.

Essayages chez Chanel, où Karl Lagerfeld choisit ses colliers, boutons et chapeaux dont le volume peut changer complètement l'aspect d'un modèle.

« Toute la coupe est dans la manche », ajoute-t-il, coupée en cinq morceaux pour allonger les bras », mais en veillant à l'aisance du mouvement. Il joue Chanel baroque avec d'extraordinaires vestes brodées par Lesage, représentant les motifs des commodes Régence, des meubles Boule, de rocailles et de tapis de Savonneries, sur de très simples robes de mousselines surpentes.

Un défilé de modèles de dentelles aura lieu dans le cadre de la merveilleuse exposition « Modes en dentelles » au palais Galliera, où l'on peut se faire expliquer les subtilités des points de Bruxelles, Malines, Chantilly ou Calais (10, avenue Pierre-de-Serbie, jusqu'en octobre).

Enfin, trois couturiers lancent de nouveaux parfums très caractéristiques. Ainsi Paradoxe, de Pierre Cardin, se présente-t-il en bouquet floral et épicé, relevé de notes de cuir. Diva, d'Emmanuel Ungaro, est une ombre puissante relevée de notes boisées et florales. Le Paris d'Yves Saint-Laurent se cristallise, monochrome, sur une idée de roses dans un flacon en forme de diamant.

NATHALIE MONT-SERVAN.

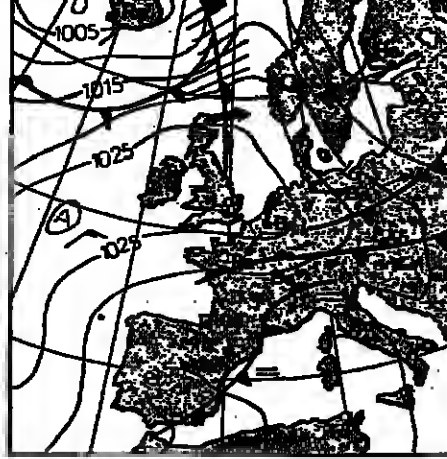


CHANEL: rue par Karl Lagerfeld, la dame en tailleur de deux blanc cassé de Burg, à manches écartées, ganses noires et blanches et jupe à omet double, émettent dans une écharpe de renard noir. Porté avec un canotier assorti de l'ensemble de velours noir.

Dessin de Karl Lagerfeld

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.7.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 juillet à 0 heure et le vendredi 22 juillet à minuit.

Le champ de pression s'affaiblit sur la France et des masses d'air chaud, humide et instable vont pénétrer sur le pays, advectées par le centre dépressionnaire du proche Atlantique.

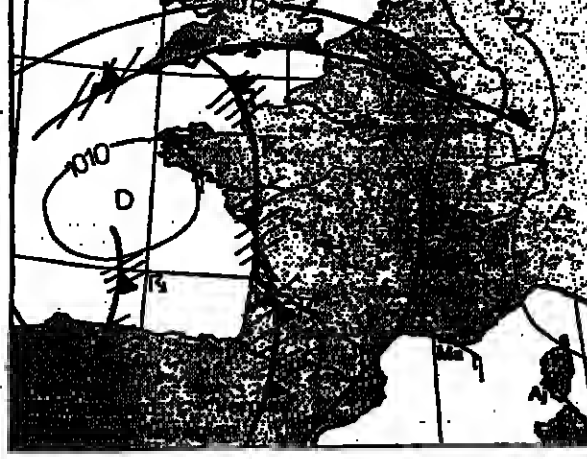
Vendredi, de la Bretagne à l'Aquitaine, les masses seront abondantes dès le matin et des ondes à caractère orageux se produiront. Cette zone pluvio-orageuse s'étendra l'après-midi aux régions situées du Nord au Centre et au Massif Central, avec des précipitations parfois fortes. A l'avant de cette zone, le beau temps chaud et ensoleillé prédominera en début de journée, mais des orages d'évolution diurne se formeront l'après-midi et le soir et pourront être localement violents. Ils s'éparpilleront que l'extrême Sud-Est et la Corse. Les températures maximales, en hausse sur les régions du Nord-Est, seront stationnaires ou en légère baisse ailleurs. Les vents faibliront.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 21 juillet à 8 heures : 1 025,1 millibars, soit 768,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet; le second le minimum dans la nuit du 20 juillet au 21 juillet):

Ajaccio, 35 et 21 degrés; Biarritz, 23 et 21; Bordeaux, 29 et 20; Bourges, 31 et 18; Brest, 24 et 15; Caen, 23 et 12; Cherbourg, 19 et 14; Clermont-Ferrand, 32 et 17; Dijon, 32 et 16; Grenoble, 35 et 18; Lille, 22 et 9; Lyon, 36 et 17; Marseille-Marijane, 34 et 20;

PRÉVISIONS POUR LE 22.7.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



Nancy, 28 et 12; Nantes, 27 et 19; Nice-Côte d'Azur, 28 et 22; Paris-Le Bourget, 26 et 12; Pau, 25 et 21; Perpignan, 30 et 20; Rennes, 27 et 18; Strasbourg, 26 et 13; Toulon, 30 et 16; Toulouse, 30 et 20; Pointe-à-Pitre, 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 35 et 21 degrés; Amsterdam, 19 et 8; Athènes, 34 et 23; Berlin, 19 et 9; Bonn, 21 et 7; Bruxelles, 21 et 9; La Ciot, 35 et 23; Les Canaries, 26 et 21; Copenhague, 18 et 8; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 33 et 20; Genève, 35 et 18; Jérusalem, 27 et 17; Lisbonne, 26 et 17; Londres, 21 et 12; Luxembourg, 23 et 9; Madrid, 33 et 13; Moscou, 24 et 16; Nairobi, 23 et 12; New-York, 32 et 26; Palma-de-Majorque, 39 et 19; Rome, 33 et 20; Stockholm, 19 et 11; Tzouar, 37 et 25; Tunis, 35 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 21 juillet:

UNE LOI

Relative au développement de certaines activités d'économie sociale.

DES DÉCRETS

Portant création d'une mission relative à l'organisation des administrations centrales; Fixant les attributions de la direction des affaires juridiques.

UNE LISTE

D'admission à l'Ecole d'enseignement technique de l'Armée de l'Air de Saintes.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 23 JUILLET

Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).
Le Marais, la place des Voies, 15 heures, façade de l'église Saint-Paul (Arcs).
Le Sénat, 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Arts et curiosités de Paris).
Vieux Montmartre, 21 heures, métro Abbesses, M^{me} Haulier.
Château de la Muette, 15 heures, 2, rue André-Pascal (Paris et son histoire).
Vieux Belleville, 15 heures, métro Télégraphe (Régénération du passé).
La Cité fleurie, 15 heures, 65, boulevard Arago (Tourisme culturel).

CONSUMMATION

COUILLAGES INTERDITS SUR LE LITTORAL DE LA MANCHE

Les commissaires de la République du Calvados et de la Seine-Maritime viennent d'interdire le ramassage et la vente des coquillages filtrants (huîtres, moules, palourdes) sur le littoral de ces départements.

Cette décision fait suite à l'apparition d'un plancton toxique, le dinophysis, dont la prolifération est due à l'excès de sel nutritif provenant des grandes crues hivernales et déversé par les rivières sur le littoral.

EN BREF

LOISIRS

VISITES GUIDÉES EN FORÊT. - L'Office national des forêts (O.N.F.) organise, comme chaque année pendant l'été, des visites guidées dans un certain nombre de massifs. Cette année, vingt-cinq massifs domaniaux de douze régions: françaises, notamment l'Aquitaine, l'Auvergne, la Bourgogne et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur, sont au programme.

Le public intéressé peut téléphoner à l'O.N.F. - « Allô-Forêt », au 551-61-71.

STAGES

DEVENIR MUSICIEN. - L'école Ars Nova organise des stages de musique à Rouen durant trois jours (27 au 31 juillet et du 17 au 21 août), à raison de trois heures par jour. Ces stages, ouverts à tous, visent à donner les connaissances techniques indispensables.

* Ars Nova, 33, boulevard de Verdun, 76000 Rouen, tél. (35) 87-17-53.

STAGES

CHANTS ET DANSES EN ÉTÉ.

Chants et danses de France proposés durant l'été prochain différents stages de musique et de danse. Du 2 au 10 août, un stage de musique sur les aspects peu connus des pratiques musicales ou peremusicales, à Saint-Trivier-de-Crotais (Ain); du 29 août au 5 septembre, un stage de danses du Pays basque, de Provence, de la Sarthe, à Moulon (Pyrénées-Atlantiques).

* Chants et danses de France, 113, rue Cassagne, 14000 Caen, tél. (33) 95-40-95.

TOURISME

UN ACCUEIL PARISIEN SUR LES AUTOUTES. - L'Office de tourisme de Paris vient d'éditer un dépliant trilingue français-anglais-allemand intitulé « Stop à Paris » qui est distribué à l'entrée dans la capitale, des autoroutes du Nord et de l'Est et informe les visiteurs sur les facilités d'hébergement et de stationnement dans Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3498

HORIZONTALEMENT

I. - Peut être envisagé quand on est vraiment épaté. - II. Sorte de petit bouc. Capable de flotter. - III. Était la moitié de son frère. Note. Son jour est férié. Coupe populaire. - IV. Un homme qui aime le grand air. Ceux qui voudraient nous dépasser. - V. Proposition. Alla rapidement du trône au poteau. - VI. Un agrément, en Russie. Beau parler. Dans l'alternatif. Ne représente qu'un petit effort. - VII. Abréviation qui peut remplacer tout un code. S'utilise coup par coup. Fournit de l'huile. Il en faut quatre pour faire un cent. - VIII. Rattus quand se va mal. Parle de glaciers. Bien noté. - IX. Comme un passage devant le feu. Mûri par le soleil. Sans effets. - X. Comme un frère dont on ne peut pas dire que c'est un fils à papa. Possessif. Conle en Egypte. - XI. Te remets à l'ouvrage. Ne doit pas être oublié quand on fait une fugue. - XII. Si en faut plusieurs pour faire un gros lot. Le pis-à-venir. Sac à vin. - XIII. Qui se pardonne tout. - XIV. Secours. (épelle). Pronom pour la moitié. Pas ordinaire. - XV. Dans le Pas-de-Calais. Crochet. Cri pour annoncer qu'on va faire une passe.

Grosses, chez les grandes perches. Article arabe. - 6. Une pierre à rechercher quand on n'a pas de pot. Fin de verbe. Conle en Bretagne. - 7. Plait généralement aux veuves. Qu'on peut considérer comme perdu. - 8. Saint. Obtem. Peut être assimilé à un rien du tout. - 9. Livre où l'on trouve beaucoup de traits. Grecque. En avion. Bien frappé. - 10. Nom qu'on peut donner à l'univers. - 11. Possessif. Note. Comme une femme qui s'est illustrée. - 12. Un joli front. Un homme fort. - 13. Priver d'un peu de superflu. Sans taches. Une préresse en sabots. - 14. Héros américain. Comme un bouquet pour le chef. Circule en Espagne. - 15. Une vallée où l'on est battu. Sans suite. Menait nef et galères.

Solution du problème n° 3497

Horizontalement

I. Canarct. - II. Alevier. - III. Roulier. - IV. Ag. Namur. - V. Mi. - VI. Bégu. Nu. - VII. Allée. - VIII. Laic. Up. - IX. Alci. Réva. - X. Genre. Tac. - XI. Ess. - Lest.

Verticalement

1. Caramboise. - 2. Alogie. Les. - 3. Tet. - 4. Galons. - 5. Rira. - 6. Animalier. - 7. Cieux. - 8. E. - 9. E. - 10. E. - 11. E. - 12. E. - 13. E. - 14. E. - 15. E.

VERTICALEMENT

I. - Est souvent emprunté quand il est grand. Quand il est mou, il faut avoir la dent dure. - 2. Peut être assimilé à un bonbon quand il est tendre. Descende de lit. Rongé. - 3. Risque de faire tache. Faire des « la » et des « ho ». - 4. Théâtre d'une grande bataille. Peut-être concentrer de flagelolets au début de leur carrière. - 5. Conjonction.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant: André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Bonville-Méry (1944-1968) Jacques Faure (1968-1982)
Imprimerie: du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IV
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN: 0395-2037.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TRANCHE DU 14 JUILLET

TRANCHE N° 6 DU 20 JUILLET 1983

TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	1 38 911 67 371 096 010	100 10 000 10 000 1 000 100	6	25 866 58 056 76 564	10 000 10 000 10 000
2	452 4 262	500 2 000	7	517 637 797 927 1 357 6 777	500 500 500 500 2 000 2 000
3	73 1 953 4 911 9 723	200 2 000 2 000 2 000	8	4 76 689 764	100 300 600 600
4	244 934 73 404	500 300 10 000	9	639 259 689 769 53 009 53 169	500 500 500 500 10 000 10 000
5	25 7 215 252 905	200 2 000 4 000 000	0	310 740 970 54 790 66 690	500 500 500 10 000 10 000
6	426 686 066 716 3 746 8 066	500 500 500 500 2 000 2 000			

PROCHAIN TIRAGE LE 27 JUILLET 1983

TRANCHE DES VACANCES À MONTROU (Dorval)

LOTO

TRANCHE N° 22

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 21

PROCHAIN TIRAGE LE 27 JUILLET VALIDATION JUSQU'AU 26 JUILLET APRÈS-MIDI

le bar à huîtres

le seul bar à Paris où vous pouvez déguster même une fois

Spécialité de poissons et de coquillages

TERRASSE OUVERTE

112, bd de Montparnasse - 14 - 330-71-91

Tous les jours de 11h à 1h de nuit

(possibilité de parking)

REOUVERTURE DU

GOLESTAN

DEGUSTATION DE

CAVIAR

ET SPÉCIALITÉS

IRANIENNES

MAISON DE L'IRAN

225.82.90

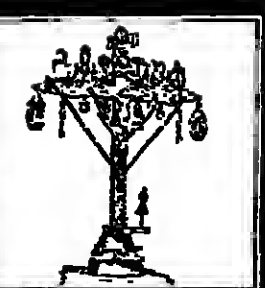
65, CHAMPS-ÉLYSÉES-8^e

مركز الأمل

CARNET

QUAND LE RHONE... ETAIT UN FLEUVE

de M. André TRACOL



Cet album de 144 pages (format 21 x 27,5 cm) présente la filiation du Rhône, de l'océan à la mer, à l'aide de photos, de cartes postales anciennes, de gravures, de plans de batailles, de documents d'archives. Histoire des hommes et du Rhône de Lyon jusqu'à Beaune, du Moyen-Age jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Il comprend une carte de répartition du Rhône en France, une carte de répartition du Rhône en Europe, une carte de répartition du Rhône en Méditerranée. Prix : 95,00 F (Frais de port inclus). Tous commandés au comptant ou par chèque. M.A.T. 69, avenue Gabriel Péri BP n° 9, 21000 TAIN-HERMITAGE

Naissances
- François L'ESPRIT et Marie-Christine, née Gaudier, laissent à Marine et Roméo la joie d'annoncer la naissance de
Clement.
A Paris, le 11 juillet 1983.
7, avenue du Louvre,
B-1640 Rhode-Saint-Genès.

Décès
- Elle fut notre source de jeunesse, elle le restera.
M^{re} Pierre Bockel,
M^{re} et M^{re} Francis Bockel-Adam,
M^{re} et M^{re} Paul Kammerer-Bockel,
M^{re} et M^{re} Gérard Kempf-Bockel.
Leurs enfants, petits-enfants et famille
font part du décès de

M^{re} Louis BOCKEL,
né Valfre, Rodenburger,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Elle s'est endormie dans la foi le 19 juillet 1983, âgée de quatre-vingt-dix ans.
Les obsèques seront célébrées vendredi 22 juillet, à 15 heures, en la collégiale de Thann.
2, rue Kléber, Strasbourg, Pfaffenlo-Christen.

- M^{re} Emilie Cathoulic,
M^{re} et M^{re} François Boulard
et leurs enfants,
M^{re} et M^{re} Claude R. Malot
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
général Emile CATHOLIC,
général de brigade
de gendarmerie (C.R.),
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survécu, à Toulouse, le 12 juillet 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Barbazan (Haute-Garonne) le 15 juillet 1983.
31510 Barbazan.

- On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-unième année, du docteur Marguerite GILLARD, dermatologue, spécialiste en chirurgie esthétique, engagée en ce domaine à l'Académie Rhin et Danube (1944-1946). Elle se consacra ensuite, à partir de 1960, au traitement de l'obésité. Décès survenu le 13 juillet 1983 au C.H. de La Fontaine à Antibes. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière des Sémousses d'Antibes, le 18 juillet. De la part de ses frères et de toute la famille. Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue Amyot, 75005 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 16 juillet 1983 à Vannes, de M^{re} Claude HERTZ, née Claude Marten-Chanetier. Ses obsèques ont été célébrées à l'église Saint-Michel de l'île-aux-Moines (Morbihan), le mardi 19 juillet 1983.

De la part : Du docteur Claude Hertz, Du Jean-Jacques Hertz, Et de toute la famille. Ker Ith, 56780 Ile-aux-Moines, 6, rue Raffet, 75016 Paris.

- M^{re} et M^{re} André Auger, M^{re} et M^{re} Jean-Marie Cheyrier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de M^{re} veuve PHILIPPE, née Léonide Ollivier.

Leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Anno et Thomas Tuzet et leur fils David, Elisabeth et Dimitri Thanasopoulos et leurs fils Alexis et Stéphane, M^{re} Ginette Tetreau et M^{re} Simone

Renard, née Thévenot, leurs enfants et petits-enfants, Corralpy, Le docteur Michel Tuzet, Les familles Tuzet, Jean, Canivet, Bernard et Thanasopoulos. Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès brutal de

Jean THEVENOT,
à l'âge de soixante-sept ans.
Le service religieux sera célébré le vendredi 22 juillet 1983, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Amouction, Paris-16^e. Cet avis tient lieu de faire-part.

9, boulevard Julien-Potin, 92200 Neuilly-sur-Seine, 35, rue Garzin, 75014 Paris, Ventour 40 Châlogos, Athènes, Grèce.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », ont le plaisir de publier leur avis de décès dans des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M^{re} Henri Zerah, née Yvonne Spitzer, M^{re} et M^{re} Kenneth Falk, M^{re} Lucien, Jacques, Maurice et Gilbert Zerah, ses frères, Et leurs familles, M^{re} et M^{re} Jolles, M^{re} et M^{re} Jacques Spitzer, ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de

M. Henri ZERAH, chirurgien-dentiste, à l'âge de cinquante-huit ans, 40, quai du Petit-Parc à Saint-Maur. Les obsèques auront lieu jeudi 21 juillet, à 14 h 30. Réunion devant la porte principale du cimetière de Pantin. Les prières des habitants auront lieu tous les soirs, à 20 heures, à la synagogue et, le samedi 23 juillet, à la synagogue de Vincennes, 30, rue Céline Robert, Vincennes, métro Saint-Mandé.

Anniversaires
- La 20 juillet 1982, décédait Jeanne GLUCKSMANN (Jeanne Volait). Son fils Michel Benak rappelle son souvenir à ceux qui l'ont connue et aimée.

OFFRES D'EMPLOI	1484	1484 T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	1484	1484 T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,95
AUTOMOBILES	33,60	39,95
AGENDA	33,60	39,95

OFFRES D'EMPLOIS

CABINET IMMOBILIER, Créé depuis 50 ans. Leader dans la région. Recherche pour le 1^{er} septembre. **JEUNE NEGOCIATEUR** dévoué O.M. licencié en droit ou équivalent. Activité : service clientèle. Form. et % E.C. sur C.V. photo n° 1622. PUBLIALE GR 27, Fg Montmartre, Paris-9^e.

PROMOTRICES PAR TELEPHONE. M. temps. Tél. pr rd-vu au 774-72-14.

emploi régionaux

BANQUE REGIONALE DE L'EST cherche **organisateur** alliant la connaissance de la technique bancaire à celle de la méthodologie de l'organisation et de l'informatique. Le poste à pourvoir, qui s'intégrera dans un service organisation structure, ne peut convenir qu'à un cadre confirmé. Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous No 75.196, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

1 INGÉNIEUR SYSTÈME. Ayant plusieurs années d'expérience dans l'exploitation d'ordinateurs et la possibilité des connaissances dans le domaine des télécommunications.

1 INGÉNIEUR. Ayant 2 à 5 ans d'expérience professionnelle, intéressés par l'exploitation d'un système.

traduction demande. Traducteur dipl. H.E.C. étudie toutes langues. Collaboration linguistique langues C.E.E., slaves. Tél. 860-78-11 matin.

DEMANDES D'EMPLOIS. J.H., 23 ans, école sup. gestion, ch. emploi, fin. contr. gestion. Ecrire P. 616, 4, rue de la Paix, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
PARIS - FORUM
IMMEUBLE RENOVÉ
GRAND 2 PCEs + possible
meublé 20 m²
Pr. exceptionnel - 440.000 F.
Me voir JEUDI/VERMOREL
(de 14 h à 18 h).
1, RUE DU CYGNE.

2^e arrdt
Bourse, A. salet, 2/3 pièces,
cuisine, tout confort.
215.000 F. hab. de suite.
Ecrire : 236-49-96 (soir).

3^e arrdt
MARAIS
Part. à part. 3 pièces carrel.
refait tout. C.C. 44, avec poutres
et cheminée + 2 chambres.
T. 278-77-44 ou 873-38-38.

5^e arrdt
NEUF
IMMEUBLE
TRÈS GRAND LUXE
DE 28 APPARTEMENTS
Livraison imminente
JARDIN PLANTÉ
1 et 3, RUE POULEVIEUX
DU 5^e AU 6^e PÉAGE
et DUPLEX-TERMINES
à partir de 18.000 F le m².
Formes et détails.

APARTEMENT TEMPLON
Tous les jours de 14 h à 18 h,
sauf mercredi et dimanche.
A.W.I. - Tél. 1-267-87-87.

propositions diverses
L'ÉTAT offre de nombreuses
propriétés d'origine stable,
bien réaménagées, à toutes et
à tous, avec des bons départs.
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée.
FRANCE CAUTIONNE (10-18)
Boulevard Pasteur 402-08 PARIS.

villegiature
GRAU-DU-ROI (30)
entre Nîmes et Montpellier,
part. tout studio, avec
part. jardin, t. conf., pour couple
1 an, avec coin cabine,
150 m² plain, commerces très
proches. Calme et agréable.
Séjournez : 2.400 F.
Tél. 847-59-25 à part. 18 h 15.

traduction demande
COTE ADRIATIQUE, Part. tous
châteaux villageurs, bord
Océan. Tél. : 180 52-24-00.

automobiles
de 8 à 11 C.V.
BMW 320i, année 1979,
74.000 km, parties très
bonne. C.V. 1.200.000 F.
Tél. 847-59-25 à part. 18 h 15.

ventes
CHASSE À LOUER
110 hectares de plaine
dont 80 d'un seul tenant.
Seine-Maritime, 80 km Paris.
Proximité forêt de Lyons.
Téléphones : DEFFONTAINE
au : 15 (35) 80-15-12.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.H., 23 ans, école sup. gestion,
ch. emploi, fin. contr. gestion.
Ecrire P. 616, 4, rue de la Paix,
75002 Paris.

1^{er} arrdt
PARIS - FORUM
IMMEUBLE RENOVÉ
GRAND 2 PCEs + possible
meublé 20 m²
Pr. exceptionnel - 440.000 F.
Me voir JEUDI/VERMOREL
(de 14 h à 18 h).
1, RUE DU CYGNE.

2^e arrdt
Bourse, A. salet, 2/3 pièces,
cuisine, tout confort.
215.000 F. hab. de suite.
Ecrire : 236-49-96 (soir).

3^e arrdt
MARAIS
Part. à part. 3 pièces carrel.
refait tout. C.C. 44, avec poutres
et cheminée + 2 chambres.
T. 278-77-44 ou 873-38-38.

5^e arrdt
NEUF
IMMEUBLE
TRÈS GRAND LUXE
DE 28 APPARTEMENTS
Livraison imminente
JARDIN PLANTÉ
1 et 3, RUE POULEVIEUX
DU 5^e AU 6^e PÉAGE
et DUPLEX-TERMINES
à partir de 18.000 F le m².
Formes et détails.

APARTEMENT TEMPLON
Tous les jours de 14 h à 18 h,
sauf mercredi et dimanche.
A.W.I. - Tél. 1-267-87-87.

propositions diverses
L'ÉTAT offre de nombreuses
propriétés d'origine stable,
bien réaménagées, à toutes et
à tous, avec des bons départs.
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée.
FRANCE CAUTIONNE (10-18)
Boulevard Pasteur 402-08 PARIS.

9^e arrdt
VUE SACRÉ-CŒUR
IMMEUBLE INTERPHONE
STUDIO : 79.000 F
URGENT. - Tél. 294-11-33.

10^e arrdt
VUE
EXCEPTIONNELLE
SUR PARIS
DU STUDIO AU 5 PCEs
Sur place ce jour et demain de
14 heures à 18 heures.
Samedi et dimanche :
11 h/13 h et 14 h/16 h
SAINT-MARTIN
GRANGE-AUX-BELLES
152, quai de Jemmapes.
Téléphones au : 246-73-13.

11^e arrdt
M^{re} FARMETIER, 5 P.
120 m², 3 p. carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

12^e arrdt
DALMESE, VIAL 3 PCEs,
cuisine, carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

13^e arrdt
Part. vend MABON 5 Pce +
jardin. Prix : 1.250.000 F.
Téléphone : 861-38-87.

14^e arrdt
BOUL. DU MONTMARTRE,
70 m², cuisine, cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

15^e arrdt
M^{re} FARMETIER, 5 P.
120 m², 3 p. carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

16^e arrdt
DALMESE, VIAL 3 PCEs,
cuisine, carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

17^e arrdt
Part. vend MABON 5 Pce +
jardin. Prix : 1.250.000 F.
Téléphone : 861-38-87.

18^e arrdt
BOUL. DU MONTMARTRE,
70 m², cuisine, cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

19^e arrdt
M^{re} FARMETIER, 5 P.
120 m², 3 p. carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

20^e arrdt
DALMESE, VIAL 3 PCEs,
cuisine, carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

21^e arrdt
Part. vend MABON 5 Pce +
jardin. Prix : 1.250.000 F.
Téléphone : 861-38-87.

22^e arrdt
BOUL. DU MONTMARTRE,
70 m², cuisine, cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

23^e arrdt
M^{re} FARMETIER, 5 P.
120 m², 3 p. carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

24^e arrdt
DALMESE, VIAL 3 PCEs,
cuisine, carrel., cuis. carrel.,
cuisine, 600.000 F. 723-78-88.

25^e arrdt
Part. vend MABON 5 Pce +
jardin. Prix : 1.250.000 F.
Téléphone : 861-38-87.

BOULOGNE, VUE BOIS
A. RENOUVÉ, imm. briques,
4^e et 5^e ét. Beau 2 pce, cuis., entrée
+ CUISINE, Poutres, boiseries.
RARE. PRIX : 249.000
Téléphone au : 706-06-76.

NEUILLY-SUR-SEINE
GD 5 PCEs TT CFT
BON STAND., ASC., PARK.
MICOIT. - Tél. 344-43-87.

94
Val-de-Marne
Saint-Denis Centre, très bel
imm. ancien, 2 p. cuis., t. conf.
Prix 277.000 F.
Immo Marcadet 252-01-82.

MAISON ALFORT
Près M^{re} Jean-Jacques, 4 p. cuis.,
t. conf., 300.000 F. Bon état.
MICOIT. - Tél. 344-43-87.

L'HAY-LES-ROSES
15, rue de la Cosette,
résidence au PARC
DE LA ROSEAU
Bureaux de ventes
Tous les jours sauf mardi,
mardi, de 14 h à 18 h.
Samedi, de 11 h à 13 h.
Téléphone au : 865-72-83.

Province
DIEPPE FRONT MER
Résidence du Bas Port-Blanc.
Except. appart. de 30 à 70 m² +
terrasse. Vente en l'état futur
d'achèvement. Tél. : 356-17-50.

appartements achats
EN PROVENCE
A 8 km FAYENCE
LE CLOS DE LA CHESNAYE
Une situation unique
face au soleil du Midi
TERREAU
A BATH BORDS
3.157 m² à 8.218 m².
Pr. 130.000 à 165.000 F H.T.
Pr. 150.000 à 180.000 F TTC.
Documentation gratuite.
Tél. le matin 93195-11-08.

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

locations non meublées demandes
Paris
DIRECT A PARTIR, rech. pour
cadres et employés.
IMPORT SITE INFORMATIQUE
MULTINATIONALE recherche
personnel. Appr. 2 à 5 F. et
villes. Loyers élevés acceptés.
Téléphone : 504-48-21 (p. 121).

immeubles
Ach. imm. libre même avec
gross travaux, Paris/Banlieue,
Tél. : 590-06-06 de 7 h à 21 h.

pavillons
Vente Pavillon 100 km Sud
Paris. Baignoire près Arzen-
ney. Pavillon type F3 av. gar-
rage, parquet 600, s/béton.
1.175 m². Libre à la vente.
Tél. : (39) 53-27-78.

LE PERREUX
Près MARNE - RESIDENT.
Maison meublée, 40, 1810.
56, 4 p. cuis. carrel., bain, in-
st. à prévoir. EXCEPTIONNEL.
800.000 F. REGNIER,
254, av. Pierre-Brossolette,
94 LE PERREUX. 324-17-63.

villas
CHARTRETTES
(77) 1/4 h. de Paris. 5 km
MELUN, 1/4 h. autoroute SUD.
VILLA RECENTE plain-pied,
architecture contemporaine
dessinée par architecte. Tr. bon
état. 148 m² au sol + s/soil.
Entrée, salon cheminée, s.
à manger, bur. 4 ch., s. bain,
w.-c. s/soil aménagé + petite
maison atten. s/1850 m² clos
de murs en pierre chauffée.
Pr. 900.000 F + prix caveau.
S. % Tél. M. Allen (6) 452-
42-48 hb ou domicile (6) 069-
55-22.

maisons de campagne
LE BOND (entre d'Auray - 56).
Maison plain-pied, chauffage
électrique, grand aménagement,
jardin 2000 m². S. M. Le Mercier,
13, rue Edouard-Terront,
56400 LE BOND.

propriétés
VALLÉE CHEVREUSE
38 km Paris-Toul-CLOUD
(R.E.R. 11 km). PART. VEND
à 100.000 F. 1000 m² terrain
avec TOUR DU XIP. PARFAIT
ÉTAT. 300 m² hab. Maison
C. 1.300.000 F. 254-55-81.
WEEK-END : (3) 455-21-62.

PARIS FONTAINEBLEAU
BELLE PYTE en MEULÈRE
5 p., 3 s. de bns + pos. 3
chambres dans combles, gar., as-
s. et toilettes, terrain 2.500 m²
arboré et clos. Pr. 1.250.000 F.
Téléphone : 788-88-27.

GARD PRÈS UZES
PROPRIÉTÉ DU XIX^e siècle
R. + 3 rlx 700 m² habitables
PARC 2 HA 1 200 000 F.
PPTAIRE 768-73-78.

ST-VALLIER, 11 km Grasse.
Belle villa neuve 150 m², 2 bns,
chauffage, cuisine aménagée,
grand confort. Terrain clos
5.800 m² arboré, vue dégagée.
Pr. : 1.100.000 F.
Téléphone au (93) 42-88-10.

YONNE RARE
Armeur près de Sens révisé-
sant demeure 18^e s., 8 p., je-
din paysagé, 2.000 m² état
exceptionnel. 1.000.000 F.
Tél. : (1) 325-11-25 matin.

viagers
GOBELINS, 2 P., t. conf., 3 ch.,
140.000 F. 1.500. Occupé 4ème
77 rue, bel imm. plein, obs. C.R.
S. R. La Boëtie - 268-18-00.

forêts
A vendre à 25 km Sud de Paris.
Massifs boisés d'essences
diverses de 7 à 15 ha
Tél. : (93) 53-58-57
ou (43) 24-71-34.

ÉNERGIE

Ralentissement modéré du programme nucléaire

(Suite de la première page.)

On se contentera, semble-t-il, d'annoncer les choix imposés par le calendrier. Pour le reste, gaz, charbon, pétrole, les choix sont faits, implicites, mais nus. Pragmatisme avant tout.

Le « groupe long terme » montrant bien les difficultés et les limites de l'exercice. Car le problème ne se pose plus en termes de pénurie, mais de trop-plein. Pour avoir vu trop grand et surestimé la croissance à venir, la France risque, à l'horizon 1990 et 2000, si on n'y prend garde, d'avoir trop d'énergie. L'addition des productions électriques décollant du programme nucléaire engagé, de la production de charbon national - si on garde le niveau d'activité actuel - des livraisons de gaz correspondant aux contrats signés et des quantités de produits pétroliers nécessaires au maintien en activité des capacités de raffinage, dépasse largement les perspectives de consommation, réduites par le ralentissement de la croissance et la poursuite du programme d'économies d'énergie lancé il y a deux ans (1).

La logique recommandait de tout remettre en question. Cela n'a pas été jugé possible. Annoncer publiquement une mise au pas, même relative, mais pour sept ans au moins, du programme électronucléaire et une très forte régression de la production charbonnière nationale aurait déchaîné la critique d'une bonne part des milieux scientifiques et politiques, et mis le P.C. compte tenu de ses options affichées, dans une situation impossible. Évoquer la renégociation des contrats gaziers, avec l'Algérie et l'U.R.S.S., notamment, suggérée par les rapporteurs du Plan dans une précédente version, aurait entraîné la suite sur intervention directe du pouvoir politique, relançant à coup sûr une bagarre diplomatique - qu'on se souvienne des débats qui ont entouré la signature desdits contrats... Toucher au développement des énergies nouvelles hérisserait la base du P.S. et de la C.F.D.T.

Le gouvernement devrait donc se contenter d'annoncer dans l'immédiat les choix « positifs » sur l'électronucléaire, en renonçant toutefois à définir un programme sur sept ans - le rapport du Plan suggérerait l'engagement de neuf à dix tranches (réacteurs) nucléaires de 1983 à 1990. L'incertitude attachée aux prévisions en matière de consommation d'énergie justifierait cette démarche. Ainsi circonscrit, le choix n'en était pas moins délicat. Un consensus s'était dégagé pour écartier l'hypothèse d'un arrêt pur et simple des commandes nucléaires pendant plusieurs années, les conséquences en étaient trop graves pour le secteur électronucléaire alors que le dixième des années 90 il faudra, de toute façon, reprendre la construction de nouvelles centrales pour remplacer le parc nucléaire ancien. À l'opposé, il apparaît excessif d'envisager d'ici la fin de la décennie un rythme supérieur à deux tranches par an. Le remplacement des anciennes centrales au fuel ou au charbon par des centrales nucléaires étant quasiment terminé, le rythme d'engagement devrait nécessairement diminuer, toute nouvelle commande ajoutant désormais

des capacités de production supplémentaires alors que les perspectives de demande sont faibles. L'arbitrage se limitait donc à choisir entre une ou deux tranches annuelles.

Accroître les ventes d'électricité

La différence n'est pas négligeable. La construction d'une tranche de 1 300 mégawatts constitue un investissement de 9 à 10 milliards de francs, soit l'équivalent de la totalité des fonds publics annuellement consacrés à la filière électronique - et il est vrai sur plusieurs années. Dans ses simulations, le rapport Josphé a calculé que le coût d'un réacteur supplémentaire commandé en 1984 ou 1985 entraînerait soit une hausse moyenne des tarifs d'électricité de 10 à 15 % pendant sept ans, soit un endettement supplémentaire de 8 milliards de francs pour E.D.F. En 1990. En sens contraire, un ralentissement trop marqué risquerait d'aggraver les pertes d'emplois chez les industriels fournisseurs. Industrie de pointe où la France a su acquérir une avance technologique indéniable, l'électronucléaire et ses sous-traitants devraient dès 1985-1986 subir les contrechocs du ralentissement inévitable des commandes (les délais de fabrication d'une centrale sont de six à sept ans). La réalisation du programme engagé auparavant n'étant qu'à mi-chemin - vingt-cinq tranches fonctionnent, vingt-quatre restent à achever d'ici à 1990, - leur plan de charge est encore bien garni. Mais, à partir de 1985, 10 000 à 15 000 emplois - sur 105 000 - pourraient être remis en cause par la réduction à deux tranches par an. Le passage à une seule tranche dès 1984 aurait mis en jeu 6 000 à 8 000 emplois supplémentaires. Les sites du Crenos et de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), fiefs socialistes - M. Pierre Josphé est député de la circonscription de Chalon - auraient été, dans cette dernière hypothèse, particulièrement touchés.

Ayant retenu, après maints débats, un rythme relativement soutenu d'engagement nucléaire, du moins pour l'année 1984, les pouvoirs publics devaient, fort logiquement, suivre les recommandations du « groupe long terme énergie », lequel suggérait, une politique de pénétration accrue de l'électricité. En l'état actuel, en effet, la production du courant résultant, en 1990 et 2000, de l'équipement nucléaire prévu, devrait excéder largement les perspectives de consommation.

En 1990, avec les taux de pénétration actuels, E.D.F. prévoit une demande de 320 à 350 terawatts-heures alors que le rythme d'engagement nucléaire retenu devrait lui permettre de produire environ 370 terawatts-heures. En 2000, l'écart serait encore plus accentué. Une pénétration accrue de l'électricité dans les divers usages industriels, domestiques, tertiaires permettrait cependant selon E.D.F. d'accroître la demande de 50 terawatts-heures en 1985 et de 100 terawatts-heures en l'an 2000, permettant ainsi d'équilibrer demande et production. Le gouvernement aurait ainsi décidé, revenant sur une poli-

que constante depuis plusieurs années, d'encourager E.D.F. à mener une politique commerciale agressive, en lui fixant des objectifs précis de vente dans le secteur industriel. E.D.F. qui refuse de modifier sa politique tarifaire en faveur de l'industrie, se verrait notamment suggérer - sans obligation de conclure avec certaines entreprises des contrats révisibles à long terme.

La politique de maîtrise de l'énergie, enfin, devrait voir sa priorité réaffirmée au cours du prochain conseil des ministres. La création d'une taxe sur les consommations d'énergie visant à assurer son financement, toutefois, est repoussée à plus tard. Pour le reste, silence. Il est pourtant clair que, à moins d'un miracle, la France ne pourra pas conduire de front un programme électronucléaire relativement soutenu et une vigoureuse politique d'économie d'énergie avec un plan d'approvisionnement en gaz naturel inchangé et un maintien de la production charbonnière, sans risquer des gaspillages coûteux. La stratégie implicitement retenue s'apparente au scénario dit « de pénétration accrue » qui suppose de l'électricité - dans sa variante économie d'énergie, évoquée par le Plan.

Cette hypothèse toutefois avait pour conséquence une régression modérée du charbon, mais surtout un recul très rapide du pétrole et du gaz (2). Le gouvernement ayant choisi de ne pas toucher aux contrats gaziers (ce qui implique une consommation d'un au moins 28 millions de Tep en 1990), c'est donc le charbon et le pétrole qui auront inévitablement la « part du pauvre ». Dossier hypersensible politiquement - une bonne trentaine d'heures de la nuit sont consacrées dans le Nord-Pas-de-Calais - le programme charbon ne sera pas abordé publiquement. On est très loin, dans les hypothèses retenues, de l'objectif de production (30 millions de tonnes) annoncé par M. Pierre Mauroy à l'automne 1981. Les chiffres cités en privé s'approchant plutôt de 15 voire 12 millions de tonnes à la fin du siècle. La difficulté de faire « passer » ces objectifs dans l'opinion a conduit le gouvernement à déplacer le débat du niveau national au niveau régional. Chaque région concernée se verra offrir une « enveloppe » correspondant au maintien pendant plusieurs années de son activité charbonnière, charge lui étant laissée de choisir entre le charbon et la création d'activités nouvelles de reconversion. Un contrat de plan devrait être négocié en ce sens avec la région Nord-Pas-de-Calais à la rentrée. Le contrat de plan prévu avec Charbonnages de France attendra jusque-là.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Alors qu'il y a encore deux ans on tablait sur une consommation d'électricité de 231,7 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (Tep) en 1990, tout tend à prouver aujourd'hui qu'on atteindra difficilement 200 millions de Tep dans les hypothèses les plus favorables, et à peine 187 millions de Tep si la reprise économique s'essouffie.

(2) La consommation de gaz dans ce domaine devait tomber en 1990 à 22,8 millions de Tep et, en 2000, à 20,7 millions de Tep.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT
Sous-direction des marchés publics

Appel d'offres national et international

N° 7/83 DGAM

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par le Ministère de l'Intérieur de la République algérienne démocratique et populaire, Direction générale de l'Administration et des moyens, en vue de l'acquisition des fournitures suivantes destinées aux services de la protection civile.

- Lot n° 1: 3000 casques.
- Lot n° 2: 3000 vestes de protection civile.
- Lot n° 3: 3600 ceinturons.
- Lot n° 4: 3000 bottes en cuir.
- Lot n° 5: Insignes métalliques (1 lot).
- Lot n° 6: 15000 l. émetteurs.

Les sociétés intéressées pourront soumissionner soit pour un seul lot, soit pour l'ensemble des lots. Pour tout renseignement ou information technique, elles pourront prendre attache avec la Direction générale de la protection civile, Bordj-El-Bahri Alger.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents prescrits par la circulaire n° 021 DGC1 du 4 mai 1981 au ministère du commerce.

Les entreprises intéressées pourront retirer les dossiers d'appel d'offres au Ministère de l'Intérieur, Direction générale de l'Administration et des moyens, 5^e étage, Bureau 693, Palais du Gouvernement, Alger.

Les offres doivent être conformes aux conditions des cahiers des charges techniques doivent parvenir en trois (3) exemplaires et rédigés obligatoirement en langue française.

La date limite de remise des offres est fixée à trente (30) jours, à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres.

Les soumissions auxquelles seront jointes les pièces exigées par la réglementation en vigueur doivent parvenir sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devant porter la mention:

« Appel d'offres national et international n° 7/83 à ne pas ouvrir ».

Toute indication susceptible d'identifier le soumissionnaire entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des soumissions.

Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus.

SOCIAL

Les directions de Peugeot et de Talbot confirment la suppression de 7 371 emplois

7 371 : tel est le nombre exact de suppressions d'emplois annoncées par les directions de Peugeot et de Talbot, le 21 juillet, aux comités centraux d'entreprise des deux marques. Cela représente 9,1 % des effectifs (81 700).

Chez Peugeot, la direction envisage une réduction de 3 231 postes par départs volontaires en pré-retraite, dont près de 1 600 à Sochaux (1 200 ouvriers et 400 cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise [ETAM]), 310 à Mulhouse (250 ouvriers et 80 cadres et ETAM), une centaine à Lille et du personnel du siège. Cependant, si les départs volontaires étaient insuffisants, il pourrait être procédé à des licenciements.

Chez Talbot, la réduction d'effectifs touchera 4 140 personnes. Potentiellement, les départs volontaires à la retraite des salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans d'ici au 31 décembre 1984 représentent 1 339 personnes, dont 440 cadres et ETAM. Dans ce cas, 2 800 licenciements, en fonction de la compétence, de l'ancienneté et de la qualification, seraient nécessaires, exclusivement pour les ouvriers, en majeure partie à Poissy.

Après cette communication, les comités d'entreprise ont un mois pour faire connaître leur avis et élaborer des contre-propositions, ce qui pourrait être fait le 22 août. Mais, et telle qu'elle était définie le 29 juin, la réduction d'effectifs et la direction, ce délai de réflexion pourrait être porté à trois mois si ces suppressions d'emplois étaient reconnues comme « structurelles » (la direction a annoncé des « mesures conjoncturelles »). Tout laisse à penser, toutefois, au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, que ce délai de trois mois sera accordé par la direction départementale du travail, laquelle tranche en dernier ressort. Une manière aussi pour le gouvernement de gagner du temps.

Dans l'intervalle, la direction doit mettre sur pied, pour permettre les préretraites, une convention Fonds national de l'emploi qui n'existe pas actuellement chez Auto-

mobiles Peugeot (qui regroupe Peugeot et Talbot).

Les premières lettres de licenciement devraient parvenir aux intéressés - au début du mois d'octobre, selon le calendrier de Peugeot, plus vraisemblablement au début du mois de décembre.

Les dirigeants d'Automobiles Peugeot, MM. Calvet, Boillot et Collaïne, maintenant qu'ils ont levé le préalable des comités d'entreprise, vont s'efforcer de justifier une mesure largement critiquée non seulement chez les syndicats - on a même vu la C.S.L., le syndicat patronal, appeler à la grève chez Talbot le 21 juillet, mais aussi dans les milieux politiques. C'est ainsi que le parti socialiste vient de dénoncer la direction de P.S.A., qui choisit « les solutions les plus radicales, en essayant de pratiquer la politique du fait accompli ».

Groupe privé et fier de l'être, Peugeot va réclamer le droit de mettre en œuvre sans entraves sa stratégie - déjà entamée dans les filiales espagnole et anglaise, où ont été supprimés respectivement 4 000 et 5 000 emplois ces dernières années - telle qu'elle était définie le 29 juin, dernier par le président de son directoire, M. Jean-Paul Parayre : « Poursuivre la modernisation de notre outil industriel pour l'adapter à la révolution des processus de production fondés sur l'urgence de l'informatique industrielle et des robots ; renforcer la rigueur de notre gestion dans tous les domaines, notamment par la stricte adaptation au niveau d'activité des effectifs et des structures ». Une adaptation qu'il ne pratique avec succès, sur le plan financier, des constructeurs automobiles comme Chrysler et Fiat (le Monde du 14 juillet) et que rendent sans doute nécessaire un sur-effectif estimé à près de 9 000 emplois et les pertes de parts de marché du groupe.

Au moment du rachat par Peugeot de Simca-Chrysler, en 1978, Peugeot détenait 17,8 % du marché français et ce qui allait devenir Talbot 10,2 %, soit 28 % pour les deux marques. En 1982, cette part globale est tombée à 18,1 % et les im-

matriculations de Talbot n'atteignent que 5,4 %, un pourcentage encore en baisse au premier semestre de 1983. De 1978 à 1982, la production a ainsi chuté de 17 % et de 46 % pour Talbot seul.

Les dirigeants de Peugeot entendent, cependant, réaffirmer leur intention de maintenir cette marque. Toute déclaration contraire aurait pour effet immédiat de mettre en péril les ventes déjà faibles (moins de 15 000 véhicules par mois) de Talbot en France. Mais il n'y a pas là seulement un argument de circonstance. Car Talbot maintient un niveau de diffusion non négligeable dans plusieurs pays d'Europe (56 147 véhicules en Grande-Bretagne en 1982, 42 034 véhicules en Espagne, 39 303 véhicules en Italie). Et, globalement, les ventes européennes de Talbot (318 799 véhicules) ne sont pas tellement inférieures à celles de Peugeot (407 649 véhicules).

M. Calvet dira sans doute aussi la volonté du groupe de maintenir l'activité de l'usine de Poissy dans la production à court terme de près de moitié en quatre ans. C'est une autre affaire. Le dur conflit qu'il a connu cette usine au printemps dernier - dans une entreprise au système de relations sociales archaïque - a mis en lumière « la crise d'un système de production fondé sur une division très poussée des tâches de fabrication, une parcellisation très grande du travail » (1).

La volonté manifestée par Peugeot d'installer dans ses établissements quelque 2 000 robots d'ici 1990 (contre 300 actuellement), de privilégier les unités de production et de modifier les qualifications des ouvriers (un accord signé à Automobiles Peugeot intègre mieux, dans les classifications, les tâches de contrôle et de maintenance), devrait peser à terme sur l'activité des usines comme Poissy et sur celle des ouvriers les moins qualifiés que sont souvent les immigrés.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Grèves dans l'automobile : les stratégies des entreprises, par Marc Anvoys. « Regard sur l'actualité, juin 1983 », la Documentation française.

Grève suivie chez Talbot à Poissy

L'activité était normale le 21 juillet dans les usines Peugeot de Sochaux, Mulhouse et Lille, où des comités d'établissement sont prévus pour le 22, et aucune manifestation n'a perturbé le mouvement de la main-d'œuvre. Mais à Talbot, une grève a éclaté le 21 juillet, à Poissy, où la direction a annoncé la suppression de 4 140 emplois.

Poissy. - Le jour a dû mal à se lever ce jeudi 21 juillet. Silencieusement, des hommes, quelques femmes, marchent dans les rues de Poissy, qui convergent en un seul flot vers les usines Talbot. La journée s'annonce longue et peut-être décisive pour certains d'entre eux. Dans quelques heures, à l'issue du comité central d'entreprise, ils connaîtront la décision de la direction et le chiffre exact de suppressions d'emplois.

Pour le moment il n'est que 6 h 30, mais, déjà en poste aux portes de l'usine, les militants distribuent leurs tracts ; chacun a sa couleur, selon la tradition de l'entreprise : le rouge pour la C.G.T., le bleu pour la C.F.D.T., le blanc pour F.O., l'orange pour la C.G.T. et bien pour la C.S.L.

Premiers échos de rires, premières blagues. Objet de l'humour : le tract de la C.S.L., majoritaire dans l'entreprise, qui appelle à un débrayage par certains d'entre eux. Dans quelques heures, à l'issue du comité central d'entreprise, ils connaîtront la décision de la direction et le chiffre exact de suppressions d'emplois.

Pour le moment il n'est que 6 h 30, mais, déjà en poste aux portes de l'usine, les militants distribuent leurs tracts ; chacun a sa couleur, selon la tradition de l'entreprise : le rouge pour la C.G.T., le bleu pour la C.F.D.T., le blanc pour F.O., l'orange pour la C.G.T. et bien pour la C.S.L.

Première à avoir décidé le mouvement de grève, la C.G.T. fait recette. Son responsable, Mme Nora Trebbi, femme de l'ex-maire P.C. de Poissy, assaillie par les journalistes, n'en finit pas de réexpliquer la position de son syndicat : « Il n'est pas question d'accepter un licenciement de même que le syndicat fera tout pour le maintien de la marque Talbot. La direction a saboté notre production en la réduisant, alors que les carnets de commande, notamment des Samba et Solara, sont complets, et en augmentant les délais de livraison, dit-elle. Les licenciements ne se justifient pas. L'intention de la direction est de faire disparaître la marque Talbot. Ici, jusqu'à présent, on suivait les voitures de la conception à la fabrication. Le plan de la direction est de

faire à l'avenir des petites unités de production isolées ».

Criant dans son mégaphone un militant C.F.D.T. appelle à la grève. Le syndicat, qui ne fait pas du débrayage, refuse les licenciements et réclame le maintien de l'emploi, c'est-à-dire le remplacement de tous ceux qui partiront en préretraite F.N.E., et demande la semaine de trente-cinq heures. Seuls les autonomes du CAT (3 % des salariés) n'appellent pas à débrayer : « C'est un peu tard, explique l'un de ses militants. Nous on a déjà fait un mouvement il y a un mois ».

Comme chaque jour, chacun se dirige vers les vestiaires et enfle son bleu de travail sur lequel figure une partie de la marque de l'usine. On peut en effet y lire : « Chrysler, France » ou « Talbot ». La plupart des travailleurs sont immigrés. Sur 13 733 ouvriers, 7 278 sont étrangers, dont 4 425 Marocains.

Une sonnerie annonce 7 heures. Tout doucement les ouvriers partent sur leurs lieux de travail mais restent ceux qui prennent un rail. Pour Abdou Mohamed, la grève s'impose, non qu'il se fasse des illusions sur l'issue des discussions au C.C.E. : « Tout doit être déjà décidé », disent-ils, mais, pour eux, c'est le moment où jamais de montrer leur force. Un peu agacé, une femme ne peut s'empêcher de parler de « ces casseurs », qui, l'an passé, alors qu'il y avait du travail, n'ont rien trouvé de mieux que de faire la grève.

Il est 8 heures. C'est le moment où employés et cadres prennent le travail, le moment où les traits d'humour changent de côté. Cette fois, c'est la C.G.T. qui est fatiguée :

« Ah, les revolta, ceux-là ! » s'exclament des cadres. On n'est pas très

causant dans ces catégories de personnel. Mais ceux qui acceptent de parler regrettent d'avoir appris tardivement, mercredi, par la télévision ou la radio, la décision de la C.S.L. de faire grève. Beaucoup cachent à peine leur intention d'essayer de décider leurs collègues à débrayer. « Ici on marche au coup par coup. C'est une grande décision de faire grève car on méfiance règne parmi nous depuis tant d'années. Cela dit, il faut tout de même faire quelque chose car nous aussi on sera touché ».

8 h 30. Trompettes, pétards et sonne retentissent au bâtiment B3. Les ouvriers en corbe se dirigent vers la sortie et partent pour un long meeting devant les locaux où se réunissent les membres du C.C.E.

A l'intérieur des bâtiments, de rares ouvriers restent près de leurs machines, la plupart font partie de l'entreprise. Jean, un vint-cinq ans, Paul dix-neuf. L'un « en a marre de toute cette politisation », l'autre rejette cette forme d'action qui, dit-il, « ne mène à rien ». Ils ne sont pas syndiqués et ils sont sûrs, quoi qu'il arrive, d'avoir un emploi. « Même avec la modernisation, on aura besoin de nous ».

Dans les bureaux, les employés regardent à la fenêtre les ouvriers qui défilent. Parfois, dans la rue, quelques-uns crient : « Peugeot, assaurez-vous ! ». Mais les préfets, qui préfèrent hurler : « Non aux licenciements ! Non à la mort de Talbot ! ».

11 h 45. Le comité d'entreprise est levé. Réunion est prise pour le 8 septembre. D'ici là, il faudra se battre.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	7,730	7,730	+ 140	+ 190
3 m	6,276	6,276	+ 132	+ 192
Yen (100)	3,321	3,243	+ 141	+ 179
DM	3,068	3,068	+ 178	+ 282
Fl.	2,675	2,675	+ 141	+ 164
F.R. (100)	15,983	15,914	+ 38	+ 540
E.S.	3,693	3,693	+ 218	+ 240
L (1 000)	5,825	5,825	+ 140	+ 113
E.....	11,875	11,875	+ 281	+ 381

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M	6 M	9 M	12 M	18 M	24 M	36 M	48 M	60 M
SE-IL	9 3/4	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	10 1/8	10 1/2	10 1/2
3 m	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
Fl.	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
F.R. (100)	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8
E.S.	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
L (1 000)	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
E.....	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matière par une grande banque de la place.

محند المنصور

SOCIAL

La pharmacie n'est plus ce qu'elle était

II. - La menace mutualiste

par JOSÉE DOYÈRE

Commerçants malgré eux, les pharmaciens sont obligés de s'adapter à la profession restée cependant pleine d'attrait, puisque les quatre cinquièmes des ouvertures annuelles se font par dérogation aux règles du quorum de population. Hier de son diplôme, le pharmacien est très attaché au statu quo et à l'économie libérale administrée dans laquelle il a jusqu'ici prospéré (le Monde du 21 juillet). Parmi tous ses sujets de mécontentement, l'extension des pharmacies mutualistes tient une place de choix.

Il n'y a pas de quorum de population minimal pour l'ouverture d'une pharmacie mutualiste. Il faut cependant une autorisation préalable du ministre de la santé. De 1967 à 1981, on a enregistré l'ouverture de deux pharmacies mutualistes. En septembre 1981, M. Jack Ralite en a autorisé neuf nouvelles (1). Elles avaient fait l'objet depuis de nombreuses années de jugements des tribunaux administratifs et d'arrêts en Conseil d'Etat qui leur étaient favorables. Ces autorisations ont déclenché un tollé général dans la profession et une grève d'une demi-journée, en signe de protestation. Les pharmacies mutualistes sont la bête noire des pharmaciens d'officine. Pourquoi ?

La littérature professionnelle sur le sujet ne manque pas. La crainte fondamentale est de voir se créer un autre circuit de distribution du médicament, un secteur témoin capable de déstabiliser les officines traditionnelles.

On en est loin. Il y a en France soixante-six pharmacies mutualistes, réalisant ensemble un chiffre d'affaires de 690 millions de francs (les neuf unités récemment créées n'ayant pas encore atteint leur régime de croisière), soit 0,33 % du

nombre des officines et 1,85 % du chiffre d'affaires global de la branche en médicaments. Si, pour avoir une idée plus exacte du secteur non lucratif de la distribution du médicament, on y ajoute les soixante-trois officines des sociétés de secours mutuels (405 millions de francs de chiffre d'affaires), ce tiers secteur n'atteint que 2,56 % du poids de l'ensemble. C'est dérisoire.

Localement, il est vrai que l'existence ou l'ouverture d'une telle pharmacie sont lourdes de conséquences pour les officines traditionnelles situées à proximité. Les pharmacies mutualistes ne sont pas de petites boutiques. L'une d'entre elles, à-t-on l'habitude de dire dans la profession, « pèse » en moyenne dix fois plus qu'une officine traditionnelle. C'est probablement un peu exagéré, mais le chiffre d'affaires moyen des pharmacies mutualistes a été en 1982 de 12 millions de francs, tandis que celui des pharmacies privées était de 2,25 millions.

King-Kong

C'est dans le secteur mutualiste qu'on trouve le King-Kong du médicament, champion toutes catégories, la pharmacie de l'Union des sociétés mutualistes de Maubeuge, dont on évalue le chiffre d'affaires à 80 millions de francs. On y trouve aussi des unités à taille plus humaine, proche de la moyenne du secteur privé, en Seine-Maritime, par exemple, où l'Union départementale exploite huit officines. Une des dernières ouvertures, la pharmacie mutualiste de la presse, à Paris, envisage un chiffre d'affaires annuel de 3,5 millions de francs. Très moderne et informatisée, elle emploie cinq personnes (deux pharmaciens, un préparateur et trois employés).

Il est évident que la proximité

d'une telle entreprise concurrence fortement les pharmacies de quartier toutes proches. Cependant, le gigantisme des trop grandes unités, quels que soient les avantages qu'elles offrent à leurs adhérents, et dont nous parlerons plus loin — en résumant l'efficacité comme secteur témoin : la proximité de l'officine est un élément essentiel non seulement pour le malade ou sa famille, qui ont un besoin urgent de médicaments, mais aussi pour le tout-venant de la clientèle dont la fatigue et le surmenage sont largement causés par des temps de transport trop longs. Pour que la Mutualité présente un danger réel pour la pharmacie d'officine, il faudrait, bien sûr, une volonté politique (que le gouvernement socialiste n'a jamais mise au rang de ses priorités) ; il faudrait surtout que les mutualistes aient, en la matière, une stratégie de développement. Il ne semble pas que ce soit le cas.

Treize dossiers attendent aujourd'hui l'autorisation du ministre de la santé. Pour écarter l'éventualité presque certaine de nouveaux renaissances, vite récupérés politiquement, à un moment où la lutte contre les difficultés économiques est prioritaire, il est vraisemblable que ces autorisations se feront quelque peu attendre. Cependant, un gouvernement — fût-il socialiste — ne peut envisager le développement systématique des pharmacies mutualistes que si celles-ci sont gérées rigoureusement. Conçues depuis des décennies comme une prestation sociale parmi d'autres, les pharmacies mutualistes n'ont pas pour objectif de dégager des profits.

Jusqu'en 1980, et pendant plusieurs années, leurs pertes ont oscillé entre 2,3 % et 2,9 % de leur chiffre d'affaires (2). En 1981 et en 1982, les comptes sont équilibrés (3). Si l'on tient compte des avantages financiers que bénéficient les pharmacies mutualistes (elles ne paient ni la taxe professionnelle ni l'impôt sur les bénéfices), ainsi que de la baisse du taux de la remise (de 5 % à 1 %) qu'elles versent à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés sur le montant des remboursements de la Sécurité sociale, cet « équilibre » est le signe d'une gestion commercialement catastrophique. Mieux encore : les mutualistes ne se sont pas intéressés à la fonction de gros qui ponctionne au départ une marge de 6,65 % du prix public du médicament. Tout cela n'est fait que par des concurrents bien dangereux pour les officines traditionnelles.

Le tiers payant

Autre pomme de discorde, la pratique systématique par les pharmacies mutualistes du tiers payant : le client ne paie, au plus, que le « ticket modérateur », c'est-à-dire la somme que la Sécurité sociale ne rembourse pas, le pharmacien se faisant directement régler par la Caisse d'assurance-maladie. Depuis le 21 décembre 1982, ce système est généralisé (sauf pour les commerçants, artisans et professions libérales), ce qui ne veut pas dire qu'il est obligatoire. Les pharmaciens privés le pratiquent donc, lorsqu'un client leur demande, mais on ne prend qu'ils n'ont pas approuvé d'affaires pour inciter au développement du système. La surcharge de paperasserie est lourde pour une petite officine, en l'absence d'information adaptée, et de plus les caisses d'assurance-maladie remboursent le pharmacien avec des retards parfois impressionnants : un décalage de trois mois est normal, de six mois fréquent. Si la demande en ce sens était trop forte, la petite officine aurait inévitablement de graves problèmes de trésorerie.

Il existe encore d'autres griefs. Les pharmacies mutualistes ne devraient vendre que des médicaments. Certaines dérogent à cette règle : la pharmacie de la presse réalise 10 % de son chiffre d'affaires grâce à la parapharmacie et accorde un rabais de 10 % à ses adhérents. Les pharmacies mutualistes (souvent éloignées de leurs adhérents, nous l'avons vu) pratiquent le colportage : les ordonnances sont collectées dans l'entreprise ou par des tiers, chauffeurs de cars par exemple, et les médicaments reviennent au mutualiste par la même voie, en paquets scellés, et sont déposés dans des lieux divers (comités d'entreprise, épicerie, café...). Ce système de livraison à domicile est autorisé par le code de la mutualité, mais est jugé par le secteur traditionnel à la fois comme une concurrence commerciale déloyale et comme une suppression anormale du rôle de conseil du pharmacien. Enfin, les pharmacies mutualistes

consentent un rabais (parfois 10 %) à leurs adhérents sur le prix des médicaments. Enfin, ils n'assurent pas de service de garde (mais ils ne pourraient servir que les mutualistes...).

Il n'est pas question ici de faire le procès des pharmacies mutualistes : elles ont leur logique et leur éthique propres qui sont d'offrir une prestation sociale et non commerciale. La mutualité a d'autres priorités d'action que de faire de la distribution pharmaceutique un tiers secteur exemplaire, capable de modifier en profondeur les conditions actuelles : elle se préoccupe beaucoup plus, pour le moment, du sort des personnes âgées, des handicapés et des activités de loisirs et de vacances.

Une attitude de défense

Les pharmaciens d'officine pourraient, si le débat n'était pas aussi passionnel, se rassurer sur les dangers qui leur courent. Ils ne risquent guère de se retrouver dans la situation que vivent leurs homologues belges, qui au reste s'y sont adaptés. Dans un pays où la préparation magistrale représente encore plus de 15 % du chiffre d'affaires de la profession (moins de 1 % en France), les pharmacies coopératives (regroupées dans un organisme unique où se côtoient socialistes, catholiques, Flamands et Wallons) comptent 506 officines face à 4 718 pharmacies privées (près de 10 % du nombre des points de vente), exploitent 9 dépôts de gros et réalisent 22 % du chiffre d'affaires de la branche. La mutualité des pharmaciens belges, qui ne paient ni l'impôt sur les bénéfices ni l'impôt sur le chiffre d'affaires, est donc dans une situation qui n'est pas comparable. On a vu qu'elles sont loin en France de constituer un groupe de pression de cette importance.

L'attitude des pharmaciens libéraux envers la mutualité est intéressante dans la mesure où elle reste une attitude de défense, alors que leur influence a régressé pendant près de quarante ans à limiter étroitement le développement de ces concurrents. Ils ne sentent absolument pas la nécessité, en tant que groupe socio-professionnel, d'un comportement positif de propositions. Un léger changement législatif, permettant aux pharmaciens d'organiser, dans les provinces mal desservies, des tournées à bord de « camionnettes-pharmacies », ce qui les rapprocherait des malades éloignés et leur permettrait de lutter contre le colportage. Il ne semble pas que leurs représentants aient eu en ce sens. Les vitrines ne sont que tout à fait exceptionnellement l'occasion d'une information efficace sur le bon usage du médicament, mais restent le lieu d'élection des publicités parapharmaceutiques. L'organisation par la profession d'une informatisation des officines simplifiant le tiers payant aurait permis aux pharmaciens d'officine de lutter contre l'attrait du concurrent mutualiste.

Mais ce n'est pas cette voie qui a été choisie par les plus performants des pharmaciens. Les attrait du commercialisme, du libre service de tout ce qui n'est pas médicament, en a séduit beaucoup.

Prochain article :

LA TENTATION DE SAINT-ANTOINE

(1) A. Liburne (Gironde), Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Paris, Charleville-Mézières (Ardennes), Firminy (Loire), Maromme et Elbeuf (Seine-Maritime) et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

(2) Ces précisions sont empruntées au rapport établi à la demande du premier ministre sur la « distribution du médicament en France », par M. Francis Serusiat. Ce rapport, dont les propositions ont été analysées dans le Monde du 23 novembre 1982, est une mine de renseignements classés sur le secteur pharmaceutique.

(3) Les pharmacies mutualistes, elles, sont très bénéficiaires : elles ont dégagé en 1982 un excédent de 55 millions de francs (13,5 % de leur chiffre d'affaires).

• Une délégation d'ouvriers de l'usine d'aluminium de Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) de l'Argenteuil-le-Besnois est venue manifester à Paris, jeudi 21 juillet, jour de réunion du comité d'entreprise. Les salariés, soutenus par les élus locaux, protestent contre la fermeture prévue de l'usine d'ici à la fin 1984. L'usine (337 personnes) serait « viable » selon un audit commandé par les autorités régionales. M. de Caumont, député P.S., maire de Briangon, envisage la reprise de cette unité par un groupe étranger, concurrent de P.U.K.

AFFAIRES

La Banque privée de gestion financière assainit son bilan et revient à ses origines

Lourdement engagée dans l'immobilier, et aux prises avec des difficultés financières qui avaient provoqué la démission de son président, M. Jean-Luc Gendry, le 2 février dernier, la Banque privée de gestion financière (B.P.G.F.) a pu assainir son bilan, au prix de lourdes pertes, et se propose de se consacrer presque uniquement à son activité originelle, l'ingénierie financière. Sous l'impulsion de M. Gilles Brac de la Perrière, ancien président de la Lyonnaise de dépôts, et président actuel de la SOFARIS, qui a succédé à M. Gendry, une série de décisions vont être prises. Elles font suite à des études et des expertises minutieuses, de délicates négociations, menées sous l'œil vigilant de la Banque de France.

Le problème le plus épineux était celui de l'ensemble immobilier construit à la Défense avec la S.E.E.R.I. au coût de 1,1 milliard de francs, et dont le financement était devenu très aléatoire, en raison des réserves des investisseurs institutionnels, ce qui avait motivé le départ de M. Gendry. Mis en chantier avant la crise, cet ensemble de 65 000 m² de bureaux, loué à I.B.M. Europe, avait été proposé à plusieurs acquéreurs, notamment koweïtiens. Les prix offerts ayant été jugés très insuffisants, une opération de « portage » temporaire a été montée, afin de pouvoir attendre des jours meilleurs, la B.P.G.F. cédant ses intérêts à un groupe constitué de certains de ses actionnaires : Caisse des dépôts, Crédit foncier de France, Banque populaire, Crédit lyonnais et Amsterdam Rotterdam Bank.

Ensuite, la B.P.G.F. a « fait le ménage » chez elle en provisionnant 226 millions de francs sur ses propres filiales immobilières, regroupées dans une structure adéquate, avec pour objectif une cession ultérieure. Enfin, une nouvelle société, déchargée de ses risques actuels, reprendra, dans un cadre privé, l'ensemble des activités bancaires de la B.P.G.F. (ingénierie financière pour le compte des investisseurs institutionnels notamment) et pourra s'ouvrir à des nouveaux actionnaires.

Il semble qu'en haut lieu on soit satisfait que la B.P.G.F. reste contrôlée par des intérêts étrangers (à 51 %), ce qui lui avait permis d'échapper à la nationalisation. Cet établissement, comparable aux Merchant Banks britanniques, et lié à la pre-

mière d'entre elles, Schroder Wagg, détient en effet des atouts précieux sur la place de Paris, qu'il entend développer, notamment face aux P.M.E. : à cette occasion, M. Dominique Nouvellet, directeur général de SIPAREX, à Lyon, deviendra conseiller du président Brac de la Perrière. Ainsi se trouve tournée une page de l'histoire de la B.P.G.F. rendue célèbre par la prise de contrôle de Hachette fin 1980, et qui, abandonnant l'immobilier et les « affaires », retourne à ses sources. — F.R.

COMMERCE

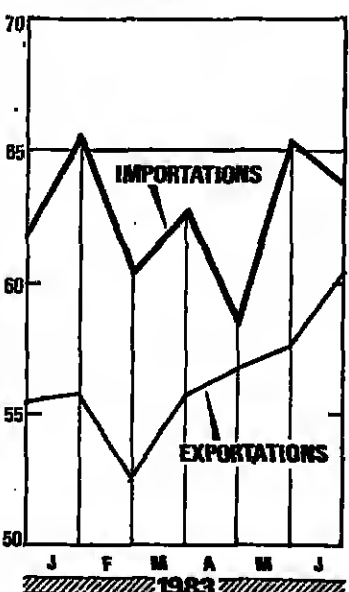
EXTÉRIEUR

FAIBLE FLÉCHISSEMENT DES IMPORTATIONS

L'étude comparée des chiffres des exportations et des importations (corrigées des variations saisonnières FAB/FAB) (1) indique que le redressement est dû essentiellement à la progression des exportations. La baisse des importations de 1,2 milliard de francs est faible et s'explique par un net ralentissement des achats de produits pétroliers (- 1,9 milliard). Les importations des biens de consommation n'ont pas diminué, restant à 8,5 milliards de francs. En revanche, on assiste à une baisse des importations de biens d'équipement professionnels.

Cette tendance serait inquiétante, si elle se confirmait, car elle indique que le plan de rigueur pèserait plus sur les investissements que sur la consommation en matière de commerce extérieur. Cependant, il apparaît que, de décembre 1982 à juin 1983, la consommation des ménages a baissé, en valeur, de 3,7 %. Il serait étonnant que cela reste sans conséquence, à terme, sur les équilibres extérieurs.

(1) FAB = rendu à bord sans le transport et l'assurance.



LISEZ
EDITION INTERNATIONALE
Le Monde
SELECTION HEBDOMADAIRE

LA BAISSÉ DU TAUX DE MARQUE DES MÉDICAMENTS

Le ministère estime à 3 % la perte de bénéfice des pharmaciens

« L'officine constitue un élément patrimonial, un bien négociable, privilégié par la limitation des points de vente. Et puis certains médicaments coûteux des sociétés n'ont rien à voir avec l'essence de la santé publique ! Leur remboursement ne peut être considéré comme une perte de revenu. » M. Nouari, directeur du cabinet du ministre des Affaires sociales, s'est exprimé mercredi 20 juillet à l'Assemblée nationale pour répondre à une question posée par un député sur la baisse de la santé publique. Les pharmaciens hostiles aux mesures gouvernementales.

En matière d'officine, on évoque volontiers au ministère l'évolution du bénéfice moyen net avant impôt. Estimé en France courante, ce chiffre a augmenté de 8 % l'an depuis deux ans. L'avenir devrait

confirmer cette tendance, qui s'explique par l'augmentation globale des dépenses de santé. Le ministère reconnaît aussi qu'un chiffre moyen ne peut exprimer les grandes variations observées, surtout au détriment des jeunes pharmaciens.

Ce que la mesure rapportera à la Sécurité sociale sera perdu pour le fisc, affirment les pharmaciens. Pour le ministère, les arguments des pharmaciens sont sans valeur. Il s'agit de la santé publique. Les pharmaciens rattrapent leur perte de revenu puisqu'ils paieront moins d'impôt sur leurs bénéfices. M. Nouari a réaffirmé qu'une baisse d'un point sur un taux de marque de 33,44 % entraînerait une baisse de 3 % des bénéfices et non de 10 %.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
NUMÉRO 9026/DIV.

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :
- Équipements pour ateliers d'entretien électro-froid et électro-mécanique.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur la commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 9026/DIV. Confidentiel à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 17 septembre 1983 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
NUMÉRO 490/DIV.

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot n° 01 - Outillages manuels ;
- Lot n° 02 - Outillages de coupe.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur la commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 490/DIV. Confidentiel à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 17 septembre 1983 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

MAÎTRISE de l'ENERGIE

Le numéro trois de la lettre mensuelle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie sera publié dans "Le Monde" du samedi 23 juillet (daté 24-25 juillet)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Damart serviposte

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue à Roubaix le 23 juin 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le chiffre d'affaires H.T. de Damart-Serviposte a atteint 731,9 millions de francs en 1982 contre 646 millions en 1981 (+13,29%), celui du groupe 181,7 millions contre 718,3 millions en 1981 (+13,98%).

Le bénéfice d'exploitation de la société-mère s'est élevé à 84,1 millions de francs contre 80,6 millions l'exercice précédent (+4,39%), celui du groupe à 158,7 millions contre 143,1 millions (+10,86%).

Le bénéfice net de la société-mère est passé à 39,3 millions contre 32,2 millions l'exercice précédent (+21,82%) et celui du groupe s'est établi à 75,1 millions contre 59,1 millions (+27,22%).

L'écart important constaté entre la progression du résultat net et celui du résultat d'exploitation s'explique par la diminution des dotations à certaines provisions qui avaient été particulièrement élevées en 1981.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 25,40 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 12,70 F, ce qui correspond à un dividende global par action de 38,10 F. Ce dividende correspond au montant maximum autorisé par la loi du 30 juillet 1982 limitant la progression des bénéfices distribués.

La mise en paiement a été fixée au 15 juillet 1983, contre remise du coupon n° 8.

La même assemblée a procédé au renouvellement complet du conseil de surveillance et a nommé deux nouveaux membres : M. Patrick Despatre-Loriblois et la société Vernier-Leureux S.A., représentée par M. Paul Despatre-Dalle.

Le conseil de surveillance réuni après l'assemblée a décidé d'élargir la composition du directoire en nommant deux membres supplémentaires : M. Philippe Lacharme, directeur commercial, et M. André Delattre, directeur d'exploitation, étant précisé que M. Jules

ENVIRONNEMENT

Les jardiniers-squatters de Saint-Ouen-l'Aumône seront expulsés à la mi-septembre

C'est un ouvrier maghrébin : la trentaine, marié, un enfant. Depuis un an, chaque week-end, il se rend en famille sur un terrain inutilisé de 200 mètres carrés, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) pour y cultiver choux et haricots. Un peu plus loin, cet autre jardinier est retraité, veuf, en invalidité : il vit en H.L.M. avec une pension de 9 000 F par trimestre et deux filles jumelles de quinze ans à élever. Sur son lopin de terre, on trouve l'ail, l'ail, l'ail, les tomates, les haricots et, toujours, le chou traditionnel de la région.

Contrairement aux apparences, il ne s'agit pas ici de jardins familiaux, mais de l'ancien bassin de décontamination d'eau de lavage des betteraves, propriété de la Générale sucrière, abandonné depuis la fermeture en

1974 de la sucrerie de Saint-Ouen-l'Aumône. Sur ce terrain de 10 hectares envahi par une végétation gorgée, pris entre deux drains, la voie ferrée et la rue du Mail, quelque soixante familles selon la municipalité (cent soixante-dix selon les intéressés eux-mêmes) se sont installées sans droits ni titres et ont aménagé au fil des ans de petits jardins potagers.

Elles ont jusqu'au 12 septembre pour remballer pelles, pioches, engrais et tuyaux d'arrosage. Pour faire aussi leur dernière récolte. Le lendemain, les bulldozers effaceront à jamais toutes traces de ce qui fut leur raison d'être pendant des années : un coin de verdure. Raison officielle de l'expulsion : la sécurité et le cadre de vie.

Lorsque, le 19 avril dernier, la municipalité, dirigée par le député socialiste Alain Richard, met en demeure le propriétaire de raser le terrain d'épandage : lorsque, quelques jours plus tard, la direction départementale de l'équipement renouvelle l'avertissement, c'est au nom de la sécurité. La date du 18 juillet est alors avancée, le temps pour la Générale sucrière de contacter une entreprise de démolition. Mais, sans décision de justice, les forces de police refusent d'intervenir.

« Débrouillardise »

L'ordonnance d'expulsion étant prévue pour le début du mois de septembre, la date de démolition est alors repoussée au 13 septembre. « La commune a la responsabilité du cadre de vie de ses habitants », explique M. Richard. Cette action n'a pas pour effet de contraindre des marginaux. Ce sont des jardiniers à nous aller offrir des lieux organisés. Nous préférons étudier la possibilité de créer des jardins familiaux d'un hectare avec association de gestion et réglementation précise plutôt que d'abandonner à la débrouillardise un terrain que personne ne contrôle. Mon action est préventive.

Comme pour justifier les arguments du maire, le retraité avoue : « Il y a eu des abus. Il faut savoir respecter les voisins. Certains, à 10 heures du soir, font encore marcher les pompes à eau... »

Pour le jardinier maghrébin, la décision est tout simplement « malheureuse ». « On a travaillé ici tout l'hiver. Qu'est-ce qu'ils veulent ? Qu'on aille au café ? »

En fait, derrière les préoccupations municipales de Saint-Ouen-l'Aumône, se dessine en filigrane la petite guerre économique que se livrent la Générale sucrière et la municipalité d'un côté, un propriétaire qui voudrait bien céder son terrain à un promoteur, de l'autre, une commune qui refuse toute opération immobilière et a classé le terrain d'épandage en zone non constructible.

JACQUELINE MEILLON.

DÉCHARGE CONTESTÉE EN SEINE-ET-MARNE

Courtry pris de nausées

Le soir venu, Courtry se pince le nez... Cette année encore, la décharge ouverte en 1979 dégage des relents pestilentiels. Exaspérés, les cinq mille habitants de ce coquet bourg seine-et-marnais veulent en finir. Avec les fortes chaleurs de ce mois de juillet, le seuil de tolérance paraît atteint, comme en témoigne la réunion publique tenue le 12 juillet à l'initiative des élus locaux. Dans une ambiance surchauffée, plus de quatre cents personnes ont clamé leur révolte. Face à eux, le directeur des exploitations de la société France-déchets, propriétaire du site, s'est efforcé d'expliquer, voire de rassurer. Peine perdue. Les buées et les lazzi qui accueillaient chacun de ses arguments en disant tout sur le « rat-le-bol » des Courtrysiens.

Lasés des promesses, des courriers et des motions, beaucoup brûlent de passer à l'action. Les uns suggèrent de manifester devant la préfecture de Melun pour obtenir la fermeture de la décharge, d'autres plaident pour une grève du paiement de la taxe d'habitation. Les « durs », enfin, proposent un « coup de force » dans l'épave du site. Au terme de la réunion, une centaine de personnes ont occupé symboliquement l'entrée du lieu pendant une heure. Opération renouvelée le lundi 18 juillet dès l'aube. Accusés bloqués, exploitation paralysée, délégation reçue à la sous-préfecture de Meaux. Cette fois, les grandes manœuvres ont commencé.

Tout commence en 1977. Après plusieurs séances houleuses, le conseil municipal se prononce - à une voix de majorité - en faveur de l'ouverture de la décharge. A cheval sur trois communes, celle-ci a pour mission initiale de traiter les déchets de vingt-sept municipalités voisines dans les carrières de gypse exploitées par la plâtrerie Lambert.

« Courtry devenait ainsi la poubelle du secteur », commente M. Charles Arini, secrétaire général de la mairie. En contrepartie, la commune bénéficie de la gratuité du traitement de ses ordures, et perçoit une redevance annuelle de 75 000 F. « 75 000 F pour ces odeurs nauséabondes, ça ne vole pas haut ! », s'indigne M. Jean-Claude Lepage.

« Quand le vent est au nord, explique cet ingénieur-électronicien, qui réside dans l'un des quartiers les plus exposés, impossible d'échapper à l'écoulement des déchets. »

Accoudé au comptoir du « Rendez-vous des boulistes », un bistrot adossé au clocher trapu de la petite église, un Courtrysiens « de toujours » regrette à haute voix « le temps où l'on pouvait manger sur la terrasse ». A l'autre bout du village, une habitante des Coudreaux, lotissement verdoyant bâti en 1980, s'indigne de la trouille rebelle dont souffrent ses deux fillettes.

La santé. Voilà bien l'aspect qui suscite les plus vives appréhensions. Peu à peu, le doute s'installe. Et si la décharge ?... « J'ai l'impression », remarque M. Arini, que l'on joue aux apprentis sorciers. De son côté, le

docteur Alex Ragot, adjoint à l'hygiène, souligne que les rats, les rongeurs, les corbeaux et les moineaux, qui ont élu domicile sur le site, peuvent favoriser la propagation de bactéries.

Sur place, le spectacle surprend : cratères craquelés et grésilles, hérissés de rochers destinés à brûler les émanations de gaz, et jonchés de détritus. « Jus de décharge », croissent en contrebas... Au milieu de ce décor lunaire, d'énormes « scrapers » charrient des tonnes de glaise, avant de les étendre sur les déchets au fur et à mesure de leur réception.

« Contrôles insuffisants »

« France Déchets ne maîtrise pas ses arrivages », accuse M. Jean Brémont, adjoint au maire. Selon lui, la société ne parvient pas à couvrir les 2000 tonnes d'ordures ménagères et de déchets industriels reçus quotidiennement. « Plus grave, ajoute-t-il, rien ne nous prouve que l'existant ne traite pas des produits interdits, vu l'insuffisance des contrôles. Au besoin, nous exigeons la fermeture ».

Exiger la fermeture... Encore faudrait-il que la municipalité en ait le pouvoir. Comme tous les sites classés en vertu de la loi du 19 juillet 1976, celui-ci relève de la préfecture. Au cabinet du commissaire de la République de Seine-et-Marne, on précise que France-Déchets recevra dans les jours prochains une ultime mise en demeure, motivée par un récent rapport d'inspection du service des mines, faisant état de « prescriptions non respectées ». Ainsi, la société devra désormais couvrir toutes les ordures en contact avec l'air dans les vingt-quatre heures suivant le dépôt, et les placer dans des alvéoles de moins de 5 000 mètres carrés, ceints par des digues d'argile.

A Mézières-sur-Seine, au siège de France-Déchets, M. Jacques Simond, patron de l'entreprise, mais aussi président de l'Union nationale des entrepreneurs de décharge, se dit « écoeuré ». « Depuis l'affaire des fillets de Seveso, c'est la psychose permanente, alors que nous engageons des sommes colossales pour réguler les nuisances. Nous sommes les premiers à avoir créé une commission de contrôle, composée d'élus, d'écologistes et de représentants de la société. Mais il faut du temps. Si l'on me donne un moyen d'éliminer les odeurs, conclut-il, je le mets en service dans les quarante-huit heures ! »

Le 12 juillet, la réunion publique a parfois pris des allures de tribunal populaire. Dans le box des accusés, les trois techniciens de France-Déchets ont tenté de faire front. Mais, entre les remarques techniques et la raconnerie d'une population exaspérée, convaincue d'avoir été trompée, le combat semblait bien inégal.

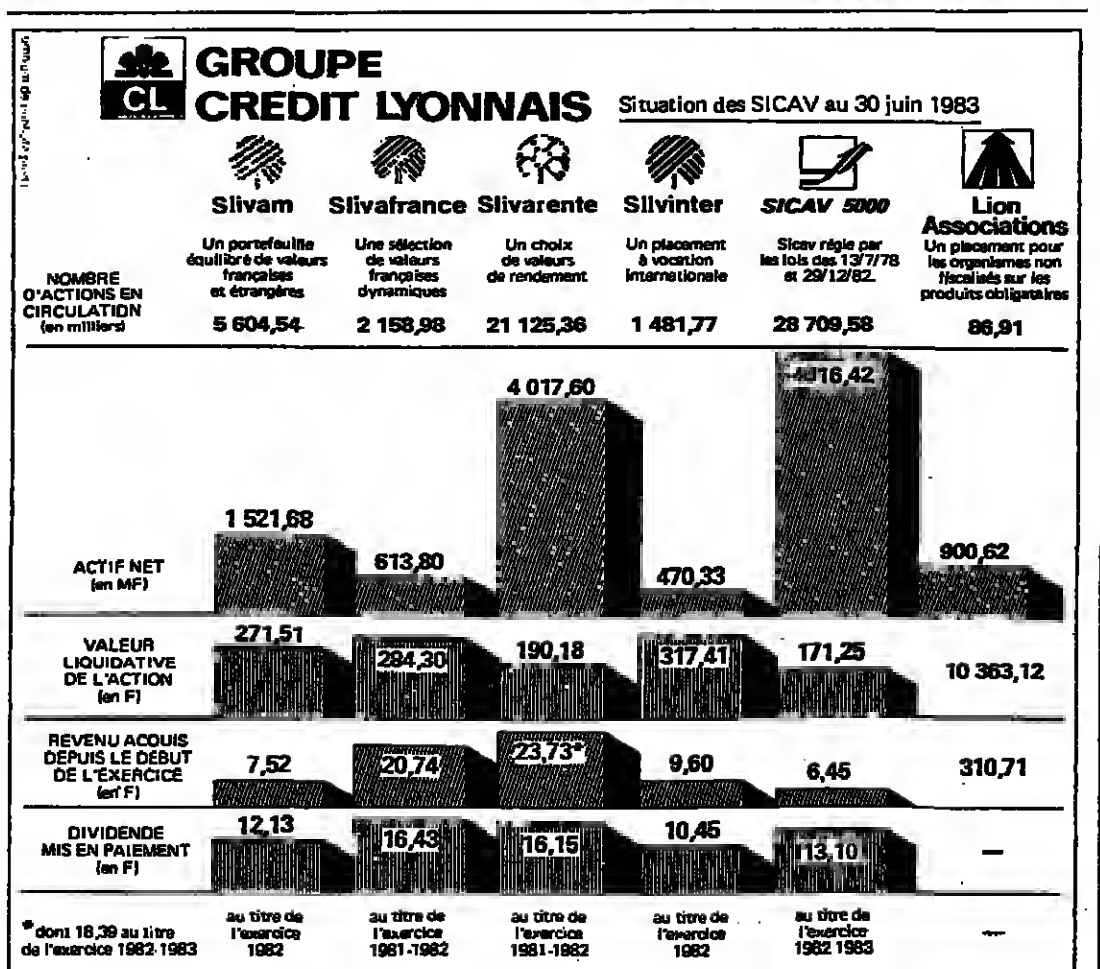
VINCENT HUGUEUX.

UAP

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELEC-TIONNÉES	AEDIFCANDU (UNION SEQUANAISE URABINE)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % minimum actions françaises (selon Mourey)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 JUIN 1983						
- Nombre d'actions en circulation	3 511 166	1 015 250	660 980	818 223	1 224 586	1 862 706
- Actif net total (en millions de F)	587,83	204,55	117,12	214,04	350,89	545,71
a) France :						
- Obligations classiques et indexées	98,5 %	48,9 %	34,2 %	28,5 %	37,3 %	31 %
- Obligations convertibles	néant	néant	2,1 %	3,5 %	néant	1,2 %
- Actions :						
b) Etrangères :	néant	néant	54,7 %	35,1 %	42 %	16,1 %
- Actions et obligations	néant	45,9 %	4,4 %	27 %	15 %	44,7 %
c) Disponibilités	1,3 %	5,2 %	4,6 %	7,9 %	5,7 %	7 %
d) Bons à court et moyen terme	néant	néant	néant	néant	néant	néant
e) Bons du Trésor	néant	néant	néant	néant	néant	néant
- Valeur liquidative de l'action en F	167,42	201,48	177,19	261,60	286,53	292,97

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de : 378, rue Saint-Henri, 75023 Paris Cedex 01 - Tél. : 261-53-44, Tour Amer, quartier Louis-Billancourt, Collex 14 - 92083 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : 766-16-10 et dans ses agences de province.



FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

Un chargé de mission pour l'aquaculture, M. Guillaume Benoit, a été nommé auprès du directeur de l'aménagement. Il aura pour tâche la liaison avec les professionnels de l'aquaculture, et sera le correspondant du ministère de l'Agriculture avec les autres départements ministériels concernés (mer, environnement, recherche).

Conjoncture

La production industrielle a augmenté de 1,6 % au cours du mois de mai, en France, par rapport à avril. L'indice (base 100 en 1970) s'établit à 130 (hors bâtiment et travaux publics), contre 128 en avril où la production industrielle avait augmenté de 0,8 %. Selon l'INSEE, qui publie ces résultats, la progression de l'indice, pour le mois de mai, est liée à la hausse de la construction électrique ainsi qu'à celle du gaz naturel et des produits pétroliers. Sur un an, de mai 1982 à mai 1983, la production industrielle a augmenté en France de 0,8 %.

Etranger

BELGIQUE

Plus d'un demi-million de chômeurs. - Selon les chiffres publiés mercredi 20 juillet par l'Office belge des statistiques, 506 685 demandeurs d'emploi étaient enregistrés au 15 juillet, soit 15 572 de plus qu'à la fin du mois de juin. En pourcentage de la population active, les chômeurs représentent 12,2 %, alors que ce pourcentage s'établissait à 11 % en juin. Cette hausse affecte tous les secteurs économiques, mais plus particulièrement les services.

URBANISME

A AMIENS

Les archives au grand séminaire

De notre correspondant

Amiens. - Les archives départementales de la Somme sont désormais logées magnifiquement dans l'ancien séminaire d'Amiens. L'inauguration officielle a eu lieu il y a quelques jours en présence du président du conseil général de la Somme, M. Max Lejeune, sénateur, maire d'Abbeville (U.D.F.), et de M. Favier, directeur général des Archives de France.

En 1975, l'Etat achetait le grand séminaire d'Amiens. Ce très bel ensemble, situé en ville, a été scindé en trois parties. Dans la première, conservée par l'Etat, étaient regroupés les services régionaux des affaires culturelles ; la seconde, un vaste parc, était dédiée à la ville d'Amiens, qui l'aménageait avant de la livrer au public ; la troisième enfin était rachetée par le département pour y installer les archives. Cinq niveaux creusés dans le sol sur 15 mètres de profondeur ont accru la capacité de stockage, « sans compromettre », a fait remarquer M. Max Lejeune, la densité des constructions existantes et porter atteinte à l'équilibre architectural du quartier. 23,5 kilomètres de rayons de stockage ont été installés. L'ensemble constitué par le dépôt d'archives et la direction régionale des affaires culturelles ne sera pas

uniquement voué à la poussière des vieux documents. Il aura une vocation culturelle qui d'ailleurs déjà commence à fonctionner (expositions, conférences, réunions).

L'immense bâtiment de briques au grand toit d'ardoise, avec plusieurs cours et 80 cloîtres, dans lequel se trouvent les archives de la Somme avait été construit en 1829 par les religieux de la Visitation, qui, en 1850, en firent un établissement d'enseignement pour jeunes filles. Mais la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat amène les religieux à quitter Amiens. Les locaux sont saisis par le service des domaines et vendus en 1908. Une association diocésaine se forme pour acheter l'ensemble immobilier et le transformer en séminaire. En 1914-1918, le bâtiment est hospitalier. Il redevient séminaire de 1919 à 1939. En 1940, il est de nouveau hospitalier, occupé par les Allemands. Après la guerre, le séminaire d'Amiens fusionne avec celui de Soissons. Divers projets sont élaborés pour l'utilisation de l'ancien grand séminaire, jusqu'à l'achat par l'Etat en 1975.

MICHEL CURIE.

محمد المنصور

الأسواق المالية

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Brutal accès de fièvre

Les précisions données par M. Paul Volcker sur la politique monétaire du Fed, une politique souple incapable d'empêcher la reprise économique de se développer (voir d'autre part), ont provoqué, mercredi, une véritable explosion des cours à Wall Street. L'indice Dow Jones des industrielles a franchi la barre des 1200 en trombe pour s'établir en fin de parcours à la cote 1227,86 après s'être adjugé d'un coup 30,75 points. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis le 30 novembre 1982 et, par ordre de grandeur, la neuvième plus importante de toute l'histoire du marché.

Le bilan de la séance a été tout aussi éloquent. Sur 1957 valeurs traitées, 1376 ont monté, dont la plupart des « Blue Chips », 307 ont baissé et 274 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », l'euphorie était à son comble. Pensez donc : au lieu des restrictions de crédit annoncées, le président du Fed avait annoncé un relâchement de la fourchette des objectifs de croissance de la masse

monétaire : 5 % à 9 % au lieu de 4 % à 8 %. Il n'en a pas fallu davantage pour rallumer les feux. D'autant que, une bonne nouvelle poussant l'autre, A.T.T., la plus grande entreprise mondiale, publiait ses résultats pour le second trimestre : + 10,3 %.

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 22 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

PARIS, 20 juillet

La devise-titre à 10,45 F

Un nouveau record est tombé mercredi à la Bourse de Paris. Améliorant encore sa performance, la devise-titre s'est élevée au niveau historique de 10,45 F, dans une fourchette dont le cours bas était à 10,38 F. La veille, cette monnaie de service s'était échangée entre 10,32 F et 10,40 F.

Déjà, les valeurs étrangères sont restées. Tout le monde en demande mais tout le monde ne peut pas en acheter. Pour s'en procurer, les ordres sont directement transmis sur les places concernées.

Cependant, les valeurs françaises n'ont pas eu à se plaindre de cette concurrence. La réponse des primes a eu lieu ce jour, et bon nombre de titres ont été à temps remis aux limites fixées par les ordres primes ont été levés. N'ont-ils pas été tous revendus dans la foulée ? En tout cas le marché s'est bien comporté, très bien même, et à la clôture l'indicateur instan-

tant enregistré une progression proche de 0,7 %.

Cette amélioration a, bien sûr, été favorisée par le redressement de Wall Street, mais des professionnels signalent d'importants achats pour le compte d'investisseurs institutionnels. Par effet mécanique, la hausse de la devise-titre enclenche leurs portefeuilles constitués d'étrangers, et, pour ne pas trop s'éloigner des fameux ajouts, ces investisseurs achètent français. Ajoutons, facteur haussier non négligeable, les prévisions d'une détente prochaine des taux en France faites par l'Insee.

L'or a monté à Londres où son prix a été fixé à 426 dollars l'once (+ 2,25 dollars). Mais, il a fléchi à Paris avec le lingot à 100 100 F, (après 106 000 F, soit 106 400 F), à partir, pour le plus équivalent de 425,12 dollars l'once contre 424,26 dollars. Baisse du napoléon à 673 F (- 6 F).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

KRUPP. - Le chiffre d'affaires du géant de la sidérurgie allemande continue d'augmenter. En hausse de 13 % en 1982, il a progressé de 9 % pendant le premier semestre de 1983 pour atteindre 7,9 milliards de deutschmarks.

Seule la division « acier » enregistre une baisse de ses ventes (- 5 % à 751 millions de deutschmarks). Une ombre au tableau : les commandes ont baissé de 7 % entre janvier et juin. Mais, pour l'exercice entier, toutes les divisions (acier excepté) seront déficitaires.

GRUPE ROCHÉ-SAPAC. - Le chiffre d'affaires pour le premier semestre augmenté de 11,5 % à 3 799 millions de francs suisses. Les plus fortes progressions ont été enregistrées par les divisions « produits pour diagnostic » (+ 80,1 %), « instruments » (+ 16,8 %), « vitamines et produits chimiques fins » (+ 15,5 %). La rentabilité s'est améliorée.

L.C.I. - Plus de 5 % des actions du géant britannique de la chimie sont désormais détenus par la Morgan Guaranty Trust. L'établissement a opéré des achats en Bourse pour le compte d'investisseurs de la même dette, comme la loi britannique l'impose (information obligatoire dès que le seul de participation dans le capital d'une entreprise dépasse 5 %, en a informé L.C.I. qui, à son tour, a rendu publiques les nouvelles.

BOURSE : changement de quotité. - Les nouvelles quotités applicables le 22 juillet à terme pour les actions Chantiers France-Dunkerque et Zambie. Chantiers, ont été abaissés de 1 000 à 500. Des réductions ont été aussi décidées à partir de la même date pour Agorimar, T.D.K. (25 au lieu de 50, ce qui revient à maintenir l'ancien régime) et Saint-Louis-Bouillon (25 au lieu de 50 contre 100).

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1982)		
	19 juil.	20 juil.
Valeurs françaises	125,3	126,3
Valeurs étrangères	147,9	149,3
C ^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 = 31 déc. 1982)		
	19 juil.	20 juil.
Indice général	125	125,7
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets prisés du 21 juillet	12,5/16	%
COURS DU DOLLAR À TOKYO		
	20 juil.	21 juil.
1 dollar (en yens)	239,80	238,90

BOURSE DE PARIS

Comptant

20 JUILLET

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
3 %	2 408	2 408
5 %	2 328	2 328
10 %	2 313	2 313
15 %	2 313	2 313
20 %	2 313	2 313
25 %	2 313	2 313
30 %	2 313	2 313
35 %	2 313	2 313
40 %	2 313	2 313
45 %	2 313	2 313
50 %	2 313	2 313
55 %	2 313	2 313
60 %	2 313	2 313
65 %	2 313	2 313
70 %	2 313	2 313
75 %	2 313	2 313
80 %	2 313	2 313
85 %	2 313	2 313
90 %	2 313	2 313
95 %	2 313	2 313
100 %	2 313	2 313

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

Hors-cote

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

SICAV 20/7

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

Marché à terme

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	38 5/8	39 7/8
A.T.T.	61 1/2	62 1/2
Boeing	43 3/4	44 1/2
Chemical Bank	51 5/8	52 1/2
Deere & Co.	52 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	69 3/4	70 1/4
Exxon	57 1/2	58 1/2
General Electric	50 3/4	51 1/2
General Motors	32 1/2	33 1/2
IBM	125 3/4	126 3/4
Johnson & Johnson	44 1/4	45 1/4
Merck	40 3/4	41 3/4
Pfizer	40 3/4	41 3/4
Schering	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	58 1/2	59 1/2
Westinghouse	44 1/4	45 1/4
Xerox Corp.	40	41

BANISME

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « La physique neuronale », par Claude Dazanis ; 11 : les Barcelonnettes ; les jardins de l'Alameda, d'A. Dugrand et A. Vellaz.

ÉTRANGER

3. EUROPE
3. AFRIQUE
3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : le cimetière « oublié »
4. AMÉRIQUES
- Diplomatie et préparatifs militaires
- avancement parallèle dans l'isthme
- centre-américain.

SOCIÉTÉ

- 6-7. LES SUITES DE L'ATTENTAT
D'ORLY.
7. POLICE
8. ÉDUCATION
- MÉDECINE
17. SPORTS : cyclisme, football.

LE MONDE DES LIVRES

8. LE FEUILLETON : « L'érotisme des années folles »
9-11. ENQUÊTE : dix écrivains et la gloire
10. LA VIE LITTÉRAIRE
12. LETTRES ÉTRANGÈRES : les amours d'un mandarin et d'une courtisane ; Vienna sans ses juifs
14. PORTRAITS : deux Bretons magiques, Georges Perros et Xavier Grail.
CULTURE
15. LA ROUTE DES FESTIVALS : Angoulême, Aix-en-Provence.
17. COMMUNICATION : les résultats de l'enquête du C.E.S.P.

ÉCONOMIE

20. ÉNERGIE
21-22. SOCIAL : « La pharmacie n'est plus ce qu'elle était » (II), par Josée Doyère ; les directions de l'Europe et de l'Asie, confinement des suppressions d'emplois
22. AFFAIRES
- ENVIRONNEMENT : décharge contestée à Courty, en Seine-et-Marne.
RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
La mode ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; « Journal officiel »
- Annonces classées (19) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde »
daté 21 juillet 1983
a été tiré à 478 234 exemplaires

**TENNIS
A PARIS
CET ÉTÉ**

PORTA D'ORLÈANS
Meudon - La Défense
STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36
Équipe par DUNLOP

(Publicité)
Champlure.
Un vin si frais
que l'on savoure encore mieux les vacances.

du jeudi 21 au samedi 23 juillet
nocturne jeudi jusqu'à 23 heures

**smalto
SOLDE**

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
5, PLACE VICTOR-HUGO
A MARSEILLE, 38, RUE ST-FERREOL
A STRASBOURG, 22, PLACE KLEBER
A DEUILLEVILLE, RUE GONTAUT-BIRON

SOLDES POUR ELLES
5, PLACE VICTOR-HUGO

Au Tchad

Des accrochages opposent les forces gouvernementales aux rebelles dans le nord-est du pays

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Des précisions ont été apportées mercredi 20 juillet sur la façon dont l'aide militaire et alimentaire d'urgence — annoncée par Washington sera acheminée jusqu'au Tchad. Celle-ci sera prévue sur des stocks de l'armée américaine en R.F.A. Elle arrivera de Francfort via Khartoum (Soudan) en avions militaires, à la différence du matériel français, qui a été entièrement apporté par des appareils civils de diverses nationalités. Le premier arrivage pourrait avoir lieu dès ce jeudi. Le personnel militaire américain aura pour seul rôle de « livrer la marchandise ». Il ne comprendra donc pas de « conseillers » ou d'« instructeurs », indique-t-on de source américaine.

C'est la première fois que les États-Unis fournissent officiellement une assistance militaire au gouvernement de M. Hissène Habré, même s'ils l'avaient déjà discrètement aidé lui-même en 1981 par l'intermédiaire du Soudan, alors qu'il luttait dans l'est à la fois contre les troupes libyennes et contre celles de M. Goukouni Oueddei.

Les autorités de N'Djamena se sont efforcées mercredi de réfuter la thèse de leur adversaire, diffusée par « Radio Bardai », la station des rebelles de l'ancien résident Goukouni Oueddei, selon laquelle la décision américaine risque de provoquer une « internationalisation » du conflit. « Il y a longtemps que l'Union soviétique arme la Libye et ses agents locaux. Ce que l'on appelle le conflit tchadien est, en fait, une agression perpétrée par la Libye du colonel Kadhafi contre le

part qu'est l'ancien gouverneur de la France d'outre-Mer, qui a un Tchad pour lui-même, le « second » demeurant sous l'influence française. Ce serait là restituer la rive de la partition, l'existence d'un « Tchad unique » encombré d'un « désert à problèmes », à toujours éveillés chez certains Français.

Pour cette constatation vaut tout autant pour le Soudan, le Zaïre ou bon nombre d'États d'Afrique noire inscrits dans des frontières aberrantes héritées de la colonisation. Leur maintien est un dogme auquel les Africains tiennent tant qu'ils l'ont érigé en principe dans la Charte de l'O.U.A.

Si le Tchad n'existe pas, pourquoi les Jaguars voleraient-ils au secours d'une « fiction » à usage diplomatique ? La France a une responsabilité qu'elle doit assumer à l'égard d'une ancienne colonie, dont elle a parrainé la transformation en État. C'est ainsi que l'entend, en tout cas, M. Chirac. Il a approuvé récemment (le Monde du 12 juillet) les initiatives gouvernementales au Tchad.

FRANÇOISE CHIPAUX.

NOUVELLES BRÈVES

Le Conseil constitutionnel saisi de plusieurs recours en annulation de lois votées — mais non encore promulguées — a rejeté ceux-ci. Ainsi la loi portant règlement définitif du budget de 1981 est déclarée conforme à la Constitution ainsi que la convention fiscale concernant le territoire de la Nouvelle-Calédonie. Ces deux textes auraient été déferés

au Conseil constitutionnel par les deux groupes de l'opposition de l'Assemblée nationale.

Sur saisine du premier ministre, le Conseil a déclaré conforme à la Constitution la loi organique relative aux candidatures éligibles au premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 1976). Enfin, saisi par le président du Sénat, le Conseil a jugé conforme à la Constitution une résolution modifiant les effectifs des commissions permanentes du Sénat.

Un policier, M. Christian Grasset, quarante et un ans, a été grièvement blessé à Belfort dans la nuit du 20 au 21 juillet, au cours d'un contrôle d'identité, par un malfaiteur circulant dans une voiture où l'on devait découvrir un stock important d'armes et d'explosifs. Les occupants du véhicule sont en fuite.

Deux enfants tués par une voiture à Paris. — Deux enfants ont trouvé la mort mercredi soir 20 juillet après avoir été renversés sur la route bordant le camping du bois de Boulogne. Les deux enfants, un garçon de onze ans et une fille de quinze ans, de nationalité bulgare, traversaient la route pour rejoindre le camping où se trouvaient leurs parents. M. et M^{me} Pavlov, lorsqu'une voiture a surgi qui n'a pu les éviter. La fillette a été tuée sur le coup. Le garçon est mort durant son transfert à l'hôpital.

concertation » qui règne à ce sujet entre Paris et Washington. On insiste cependant du côté français sur la nécessité d'éviter que l'Afrique ne devienne un terrain d'affrontement Est-Ouest.

Sur le terrain, des combats « de faible intensité » ont lieu depuis mercredi matin à Fada, à 900 kilomètres au nord-est de N'Djamena, au pied du massif montagneux de l'Emnedi, a annoncé le ministre de l'Information. Les forces gouvernementales y affrontent à la fois une petite garnison restée sur place et des éléments « rescapés » de l'Armée de libération nationale (A.N.L.) de M. Goukouni Oueddei, qui se replient en désordre après leur échec dans l'est.

Fada n'est qu'une palmeraie en cul-de-sac entre des montagnes, mais les troupes régulières se doivent de la contrôler avant de se lancer, éventuellement, à l'assaut de Faya-Largeau, à 270 kilomètres à l'ouest, principale base de M. Goukouni Oueddei. Fada dispose, en effet, d'une piste d'atterrissage susceptible d'accueillir des avions C-130. En reprenant cette localité, l'armée de M. Hissène Habré améliorerait donc ses capacités de réapprovisionnement en vivres et munitions et ne laisserait aucune « poche » ennemie sur ses arrières, à l'est. Selon une information non confirmée officiellement, M. Hissène Habré aurait à nouveau quitté la capitale pour se rendre dans cette région à la tête de ses troupes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. MITTERRAND A VISITÉ L'USINE BIG CHIEF DE LA ROCHE-SUR-YON

M. François Mitterrand s'est rendu, jeudi 21 juillet dans la matinée, à La Roche-sur-Yon (Vendée), pour visiter, notamment, l'usine de confection Big Chief, du groupe Bidermann. Cette entreprise avait connu plusieurs conflits sociaux ces dernières années et, au printemps de cette année, les difficultés du groupe Bidermann avaient conduit celui-ci à décider la reconversion de l'usine de La Roche-sur-Yon.

Le président de la République devait être reçu, à l'hôtel de ville, par le maire, M. Jacques Auzette (P.S.), réélu en mars dernier, à la tête d'une liste de gauche, qui avait amélioré son score par rapport à l'opposition, six ans après avoir enlevé la mairie à celle-ci. M. Mitterrand devait ensuite se rendre dans sa maison de Latche (Landes), pour y passer le week-end.

M. JACQUES LE BIHAN DIRECTEUR DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-VIEILLESSE

M. Jacques Le Bihan sera nommé prochainement directeur de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (C.N.A.V.T.S.), en remplacement de M. Francis Pavard, parti en retraite. C'est ce qu'a annoncé le communiqué publié le 20 juillet à l'issue du conseil des ministres.

[Né le 1^{er} avril 1925 à Cury-Barville (Seine-Maritime), M. Jacques Le Bihan est entré à la caisse primaire d'assurance-maladie de Dieppe (Seine-Maritime) comme employé aux écritures en 1946. De 1963 à 1966, il devient directeur au Centre d'études supérieures de la Sécurité sociale. Puis en 1966, il devient chef de service à la caisse primaire d'assurance-maladie de Rouen (Seine-Maritime), en 1968 sous-directeur à la caisse régionale d'assurance-maladie d'Orléans (Loiret). En 1972, il entre à la caisse nationale d'assurance-vieillesse à Paris, dont il est nommé en 1973 directeur adjoint puis en 1976 directeur délégué.

M. Le Bihan exerce diverses fonctions d'enseignement dans le domaine de la Sécurité sociale. Il est marié et père d'un enfant.]

La permanence de M. Manuel Escutia, député et conseiller (P.S.) de Paris a été très gravement endommagée par un engin de fabrication artisanale qui a explosé le jeudi 21 juillet à 5 h 30 au 123, rue de Crimée dans le dix-neuvième arrondissement. L'explosion n'a pas fait de victime mais l'intérieur de la permanence est détruit.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

M. JOSPIN : la volonté de maintenir l'indépendance de la France doit rassembler l'ensemble de la gauche

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, mercredi 20 juillet, sur Antenne 2, à propos du débat sur les euromissiles, que « au moment où un homme comme M. Pinton, qui avait, pourtant, été réprimandé par ses collègues (...), réagit, à nouveau, qu'il est contre la force nucléaire française parce qu'il veut le retour à l'atlantisme et au giron américain (1), je pense que, dans toute la gauche française, la nécessité de manifester la volonté de maintenir l'indépendance de la France, y compris sur le terrain militaire, et de définir sa position en fonction des intérêts français, doit rassembler l'ensemble des partenaires de gauche, quelles que soient les nuances qu'ils peuvent avoir entre eux ».

M. Jospin a expliqué que « la vraie question est de savoir pourquoi la France ne doit pas prendre part à la négociation de Genève. La négociation de Genève engage les États-Unis et l'Union soviétique, porte sur la réduction de leurs

armes nucléaires en Europe. Elles ne concernent donc pas la France, qui a une force nucléaire indépendante et qui n'appartient pas à l'OTAN (2). Il serait paradoxal de voir Georges Marchais demander que l'on rejoigne l'OTAN en ajoutant nos forces à celles des États-Unis ».

Le premier secrétaire du P.S. a souligné que les socialistes souhaitent la réussite de la négociation de Genève, mais que « si l'Union soviétique ne renonce pas au déploiement [des SS-20], les Pershing seront installés ».

M. Jospin a ajouté : « Je me réjouis d'entendre Georges Marchais dire que [le P.C.] ne quittera pas le gouvernement sur ces questions ». Interrogé sur les critiques formulées par M. Didier Mochane, membre du secrétariat national du P.S., sur la politique extérieure française, M. Jospin a rappelé que M. Mochane est chargé, au P.S., des questions culturelles.

M. Eric Hintermann, président de l'Amicale : social-démocrate, membre du P.S., estime que « face à l'attitude véritablement inadmissible du principal dirigeant communiste français qui, encore une fois, choisit les thèmes soviétiques contre celles de son pays, de surcroît dans le domaine de la sécurité, on devrait attendre de l'ensemble des socialistes qu'ils soient solidaires du président de la République et de la direction du parti ». « La déclaration de M. Mochane, ajoute-t-il, qui apporte de l'eau au moulin de Georges Marchais, révèle nombre de socialistes qui ne comprennent pas une attitude aussi peu loyale et aussi totalement irresponsable ».

M. BAUMEL (R.P.R.) JUGE « IN- CONVENIANTES » LES DÉCLARA- TIONS DE M. PINTON (U.D.F.) SUR LA DÉFENSE

M. Jacques Baume, député R.P.R. des Hauts-de-Seine et président de la Fondation du futur et de la Haute autorité de défense et d'études stratégiques (HADES), critique vivement les déclarations faites par M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., dans une interview à la Croix, du 20 juillet et dans laquelle celui-ci estimait : « Notre dissuasion nucléaire est instable, moralement parce qu'elle repose sur une riposte qui tendrait à exterminer les populations ennemies ».

Dans le Monde daté du 16 juin, M. Pinton avait affirmé que la défense nucléaire pouvait être tournée comme l'avait été en 1940 la ligne Maginot. M. Jacques Baume juge que ces déclarations « sont inconvenantes et scandaleuses de la part d'un des principaux responsables nationaux de l'opposition. Elles confirment l'incompétence de leur auteur dans le domaine stratégique, portent atteinte à la politique française d'indépendance et de sécurité reposant sur un très large consensus national ». Enfin elles apportent une aide indirecte à la démolition morale des Français et au pacifisme au moment même où la liberté de la France et de l'Europe est de plus en plus menacée ».

**PHARMACIE
MEDECINE**

siège pré-ventrisme supérieur - examen annuel - classe préparatoire
5 centres : Châtillon-lez-Montréal, Neuilly, Nanterre, Clichy, Orsay
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94
745.00.10 - enseignement supérieur privé

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS
IMPERMÉABLES
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS
CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

مكتبة الأنجلو